



TABLEAU DE SUIVI-ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROGRAMME POLITIQUE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE 2024-2029



TABLE DES MATIÈRES

01

SECTEUR SOCIAL

p3•p33

- ▶ Santé publique
- ▶ Éducation nationale et promotion civique
- ▶ Enseignement supérieur, recherche scientifique et formation professionnelle
- ▶ Jeunesse et sports
- ▶ Femme et petite enfance
- ▶ Action sociale, solidarité et affaires humanitaires
- ▶ Fonction publique et concertation sociale

03

SECTEUR RURAL

P75•p86

- ▶ Production et industrialisation agricole
- ▶ Élevage et production animale
- ▶ Environnement, pêche et développement durable

02

SECTEUR ÉCONOMIE

p34•p74

- ▶ Eau et énergie
- ▶ Pétrole, mines et géologie
- ▶ Infrastructures, du désenclavement et entretien routier
- ▶ Transports, aviation civile et météorologie nationale
- ▶ Commerce et industrie
- ▶ Finances, budget, économie et plan
- ▶ Aménagement du territoire, urbanisme et habitat
- ▶ Ministère du Développement touristique, culture et artisanat
- ▶ Communications, économie numérique et digitalisation de l'Administration

04

SECTEUR JUSTICE, DIPLOMATIE & SOUVERAINETÉ

P87•p116

- ▶ Armées, anciens combattants et victimes de guerre
- ▶ Sécurité publique et immigration
- ▶ Affaires Étrangères, de l'intégration africaine, coopération internationale et des Tchadiens de l'étranger
- ▶ Justice et droits humains
- ▶ Administration du territoire et décentralisation
- ▶ Secrétariat Général du Gouvernement



01 SECTEUR SOCIAL

- ▶ Santé publique
- ▶ Éducation nationale et promotion civique
- ▶ Enseignement supérieur, recherche scientifique et formation professionnelle
- ▶ Jeunesse et sports
- ▶ Femme et petite enfance
- ▶ Action sociale, solidarité et affaires humanitaires
- ▶ Fonction publique et concertation sociale

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
GRANDES REALISATIONS : POURSUIVRE LA MODERNISATION DE NOTRE SYSTÈME DE SANTÉ (CHANTIER 10)																
Impact du sous-programme 1 (chantier 10)	1) Le Tchad dispose d'un système de santé plus résilient 2) La qualité et l'espérance de vie des Tchadiens sont améliorées 3) Le Tchad dispose d'un système de santé qui offre des soins de santé de qualité (SP)															
Action 74 : Poursuivre le renforcement de notre système de santé.	1) Renforcer la gouvernance, le leadership et la coordination des interventions à tous les niveaux de la pyramide sanitaire	1) 100% des réunions statutaires et de coordination tenue	✓	✓	✓	✓	✓	312	312	312	312	312	Santé publique	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan, PTF/Femme et Petite Enfance,	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 1 560 000 000
	2) Accroître progressivement le financement du système de santé pour se conformer aux engagements d'Abuja	2) Le financement du système de santé est augmenté de 7,9% en 2024 à 15% en 2029	✓	✓	✓	✓	✓	NA					-	-	Ensemble du territoire national	ÉTAT : Non Applicable suite à un manque de certains paramètres par exemple (le budget global de l'état par année)
	3) Développer des ressources humaines de la santé (ratio médecin/hbt) aussi bien en quantité qu'en qualité (motivation et fidélisation)	3) Les ressources humaines de la santé sont améliorées de manière suivante :											Santé publique	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan, Femme et Petite Enfance, Fonction Publique		
		3.1) Le ratio médecin par habitant augmente de 1 médecin pour 18 000 habitants en 2024 à 1 médecin pour 10 000 habitants en 2029 (soit un recrutement annuel de 500 médecins)	✓	✓	✓	✓	✓	236	236	236	236	236	-	-	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 1 181 750 000
		3.2) Le ratio pharmacien par habitant augmente de 1 pharmacien pour 158 000 habitants en 2024 à 1 pharmacien pour 10 000 habitants en 2029 (soit un recrutement annuel de 100 pharmaciens)	✓	✓	✓	✓	✓	47	47	47	47	47	-	-	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 236 350 000
		3.3) Actualiser le décret relatif aux zones austères	✓	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Ensemble du territoire national	Aucune incidence financière
		3.4) Maintenir Le ratio infirmier par habitant de 1 infirmier pour 10 550 habitants Maintenir Le ratio Sage-femme diplômée d'État et femme en âge de procréer, 1 sage-femme pour 566 femmes en Age de procréer	✓	✓	✓	✓	✓	641	641	641	641	641	Santé publique	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan, Femme et Petite Enfance, Fonction Publique	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 3 204 641 000

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
		3.5) 1000 maintenanciers sont formés en raison de 200 par an	✓	✓	✓	✓	✓	520	520	520	520	520			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 2 600 000 000
		3.6) 1000 anesthésistes réanimateurs sont formés en raison de 200 par an	✓	✓	✓	✓	✓	300	300	300	300	300			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 1 500 000 000
		3.7) Former les spécialistes (psychiatres (20), néonatalogiste (20), radiologue (40), odonto stomatologie (20), ORL (20) en 2029	✓	✓	✓	✓	✓	300	300	300	300	300			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 1 500 000 000
	4) Poursuivre les constructions des infrastructures sanitaires, doter les formations médico-sanitaires en équipements techniques appropriés, appliquer et respecter strictement la carte de construction des infrastructures sanitaires élaboré par le ministère de la Santé	4.1) Le ministère de la Santé est impliqué dans la conception et la finalisation des infrastructures socio-sanitaires : Sur 172 chantiers de construction des infrastructures sanitaires, 108 sont en arrêt et 64 en cours d'exécution. Sur 107 chantiers de réhabilitation 5 sont en arrêts et 102 en cours d'exécution. La carte sanitaire et les normes sanitaires sont respectées et rendre fonctionnel sur les 2 033 centres de santé (Niveau 1), 150 hôpitaux de districts (Niveau 2), 23 hôpitaux provinciaux (Niveau 3) et 5 hôpitaux nationaux (Niveau 4)	✓	✓	✓	✓	✓	35 049	35 049	35 049	35 049	35 049	Santé publique	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan, Femme et Petite Enfance, Fonction Publique	Les chantiers en arrêt sont sur l'ensemble du territoire à l'exception de la Tandjilé, Logone Orientation les réhabilitations par les PTF: Ennedi Est, Mandoul, Salamat, Ouaddai Mayo Kebbi Est, N'Djaména	172 Chantiers de construction (108 sont en arrêt et 64 en cours d'exécution. Sources de financement ÉTAT): 124 918 397 972 107 Chantier de réhabilitation (5 sont en arrêts et 102 en cours d'exécution): 15 958 373 891 dont 84 CS et 3 Hôpitaux sur financement BID, 2 Hp et 7 CS sur financement de PADS, 4 CS sur financement de la BM/PARCA, Equipements sur financement BID: 34 369 163 179 .
		4.2) La carte sanitaire et les normes sanitaires sont respectées et rendre fonctionnel sur les 2 033 centres de santé et 150 hôpitaux de districts (Niveau 1), 23 hôpitaux provinciaux (Niveau 2) et 5 hôpitaux nationaux (Niveau 3)	✓	✓	✓	✓	✓	57 398	57 398	57 398	57 398	57 398			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 278 720 827 637 PTF : 34 CS sur financement de la BID (5 135 429 121) + BM/PARCA (3 135 743 242) = 8 271 172 363
	5) Renforcer le système d'information sanitaire en intégrant les innovations et la digitalisation (Programme de Santé numérique)	5) Le système d'information sanitaire est entièrement opérationnel (La télémédecine numérique et DHIS 2 sont effectives)											Santé publique	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan, Infrastructures, Urbanisme et Aménagement du territoire		

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
		5.1) 153 gestionnaires de données à raison d'un gestionnaire de données par district sont recrutés annuellement	✓	✓	-	-	-	194	194	-	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 388 027 126 PTF : FM, BM (Financement annoncé)
		5.2) Mettre à disposition la connectivité mensuelle dans les 153 districts	✓	✓	✓	✓	✓	28	28	28	28	28			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 142 290 000 PTF : FM (Financement annoncé)
		5.3) Estimer le cout de l'opérationnalisation du DHIS 2 (district Health information System) dans les centres de santé	✓	✓	✓	✓	✓	700	1 050	1 400	1 470	1 470			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 6 090 000 000
		5.4) Rendre opérationnel la télémédecine	✓	✓	✓	✓	✓	1 478	1 478	1 478	1 478	1 478			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 7 390 000 000
	6) Rendre disponible des médicaments et autres produits de santé (les consommables médicaux)	6) Les médicaments et autres produits de santé (les consommables médicaux) sont disponibles.	✓	✓	✓	✓	✓	4 900	4 900	4 900	1 900	1 900	Santé publique	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan, communication et Digitalisation, Administration du territoire	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 18 500 000 000
	7) Faciliter la création d'une unité industrielle des médicaments	7) La Fabrication locale des médicaments est effective	✓	✓	✓	✓	-	3 019	3 019	4 528	4 528	-			N'Djamena	ÉTAT : 15 092 901 200
	8) Améliorer la qualité des prestations de services dans les formations sanitaires et la santé mère & enfant	8) La qualité des prestations de services dans les formations sanitaires et la santé mère & enfant sont améliorées grâce aux sous indicateurs suivants :														
		8.1) Le Taux de fréquentation des formations sanitaires par les usagers est amélioré de 24% à 85% en 2029	✓	✓	✓	✓	✓	1 071	1 071	1 071	1 071	1 071			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 5 355 000 000
		8.2) Le taux de référence augmente de 3,46% à 10% en 2029	✓	✓	✓	✓	✓	845	845	845	845	845	Santé publique	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan, Infrastructures, Urbanisme et Aménagement du territoire	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 4 223 300 000 PTF :
		8.3) La proportion des centres de santé offrant l'intégralité du PMA (Paquet Minimum d'Activité)	✓	✓	✓	✓	✓	5 860	5 860	5 860	5 860	5 860			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 29 297 874 500
		8.4) La proportion des hôpitaux offrant l'intégralité du PCA (Paquet Complémentaire d'Activité)	✓	✓	✓	✓	✓	11 975	11 975	11 975	11 975	11 975			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 59 875 000 000
		8.5) La référence et contre référence dans la pyramide sanitaire (niveau 1 à 4) sont respectés.	✓	✓	✓	✓	✓	147	-	-	253	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 293 626 700 PTF : BM (106 251 150) La formation se fait chaque 3 ans (en 2024 on forme 12 provinces sous financement de la BM)

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
		8.6) 100% des formations sanitaires n'ayant pas connu de rupture de médicaments antipaludiques, antituberculeux, VIH et ARV	✓	✓	✓	✓	✓	5 089	11 888	8 465	16 283	15 940			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 10 000 000 000 PTF : 47 664 577 000
		8.7) 100% des formations sanitaires n'ayant pas connu de rupture de sérum anti-scorpionnique, anti-rabique, anti-venimeux dans les zones à risque	✓	✓	✓	✓	✓	200	200	200	200	200	Santé publique	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan, communication et Digitalisation, Administration du territoire	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 1 000 000 000
		8.8) Le Taux de césarienne augmente de 1,4% à 5%	✓	✓	✓	✓	✓	153	153	153	153	153			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 765 000 000
		8.9) Les unités de transfusion sanguines disponibles dans les 23 provinces	✓	✓	✓	✓	✓	922	922	922	922	922			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 4 612 000 000
		8.10) 22 hôpitaux provinciaux sont mis aux normes et assurent l'intégralité du PCA (Paquet Complémentaire d'Activité)	✓	✓	✓	✓	✓	4 600	4 600	4 600	4 600	4 600			22 Provinces	ÉTAT : 23 000 000 000
	9) Renforcer la capacité de prise en charge des services des urgences	9) La capacité de prise en charge des services des urgences est renforcée	✓	✓	✓	✓	✓	2 000	2 000	2 000	1 000	1 000	Santé publique	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan, Sécurité, Justice, Administration du Territoire, Armée	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 8 000 000 000
	10) Améliorer la prise en charge des maladies chroniques (MNT)	10) La prise en charge des maladies chroniques (MNT) est améliorée	✓	✓	✓	✓	✓	1 038	1 038	1 038	1 038	1 038			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 5 190 000 000
	11) Finaliser le Projet de construction d'un centre de prise en charge de cancer (Programme National de lutte contre le Cancer)	11) Le centre National de cancérologie est créé et fonctionnel	✓	✓	✓	✓	✓	1 794	1 794	3 531	883	1 883			N'Djamena	ÉTAT : 1 056 000 000 PTF : BID 8 828 333 333 (en cours)
	12) Lutter contre les médicaments de faible qualité	12) Le contrôle des médicaments de faible qualité est renforcé	✓	✓	✓	✓	✓	1 531	1 531	765	765	765			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 5 356 998 486
	13) Renforcer la multisectorialité	13) La multi sectorialité est effective entre les ministères de la santé, de l'eau, de l'environnement, de l'élevage, de l'agriculture, de l'éducation, de la femme, de la solidarité à travers la plateforme One Health	✓	✓	✓	✓	✓	200	200	200	200	200			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 1 000 000 000
	14) Renforcer l'efficacité et la performance des programmes & projets de santé	14) L'efficacité et la performance des programmes & projets de santé sont renforcées	✓	✓	✓	✓	✓	15	15	15	15	15	Santé publique	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan, Sécurité, Justice,	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 75 000 000

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
	15) Valoriser la médecine traditionnelle dans le respect des normes	15) Appliquer la loi et maintenir la réunion mensuelle du cadre de concertation étroite entre la médecine traditionnelle et la médecine moderne	✓	✓	✓	✓	✓	200	200	250	300	400		Administration du Territoire, Armée	24 Provinces	ÉTAT : 1 350 000 000
	16) Mettre en œuvre le Projet BID relatif au renforcement du système de santé tchadien (Partenaires Techniques et Financier)	16) Le Projet BID relatif au renforcement du système de santé tchadien (Partenaires Techniques et Financier) est exécuté	✓	✓	✓	✓	✓	7 328	866	903	558	-			N'Djamena, MKE, Ennedi Est, Mandoul, Salamat, Ouaddai	ÉTAT : 193 110 735 PTF : BID et UNICEF 9 462 426 015 (en cours)
	17) Rendre opérationnel l'Institut National de Santé Publique	17) L'Institut National de Santé Publique est construit et fonctionnel	✓	✓	✓	✓	✓	2 170	2 170	4 147	4 147	4 806			N'Djamena	ÉTAT : 13 834 207 776 PTF : AFD, UE, CDC AFRICA 3 607 763 500 (annoncé)
	18) Re dynamiser toutes les instances de décision des instances de gestion à base communautaire (Les Chefs de carré, chefs de village, Chefs de canton et chefferie traditionnel)	18) Les instances de gestion à base communautaire sont fonctionnels	✓	✓	✓	✓	✓	1 398	1 398	1 398	1 398	1 398			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 6 992 294 320
TOTAL ACTION 74								153 659	154 199	155 478	156 675	152 752				
Effets de l'action 74 :	1) Les capacités institutionnelles et fonctionnelles du système de santé tchadien renforce la couverture santé universelle ; 2) Les acteurs locaux financent la santé communautaire avec de nouveaux mécanismes ; 3) L'État articule son partenariat aux besoins sanitaires prioritaires ; 4) L'accès aux services de santé de qualité est garanti à tous et partout. 5) Le système de santé Tchadien est digitalisé															
Action 75 : Poursuivre la réforme de la Politique nationale de santé.	1) Mettre en œuvre les recommandations relatives à la réforme de l'ENASS (LMD) (Licence/Maitrise et Doctorat)	1) Les recommandations relatives à la réforme de l'ENASS sont mises en œuvre	✓	✓	✓	✓	✓	2 097	2 097	2 097	2 097	2 097	Santé publique	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan, Femme et de la Petite enfance, Enseignement Supérieur	N'Djamena, Moundou, Biltine, Abéché, Sarh	ÉTAT : 10 483 135 433
	2) Poursuivre le déploiement de la santé communautaire	2) La Santé Communautaire est progressivement déployée et effective dans les 23 Provinces	✓	✓	✓	✓	✓	2 112	3 515	4 917	7 030	7 030			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 24 604 020 000
TOTAL ACTION 75								4 209	5 611	7 014	9 126	9 126				
Effets de l'action 75 :	1) Un plan d'action actualisé et de suivi opérationnel encadre la mise en œuvre de la politique nationale de santé (2022-2030) 2) Les stratégies sectorielles du secteur de la santé s'ajustent à la structure démographique nationale															

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
Action 76 : Poursuivre l'amélioration des capacités nationales de riposte aux épidémies.	1) Poursuivre le déploiement des Centres d'Opération d'Urgence en Santé Publique (COUSP) dans les provinces du Ouaddaï, Guéra, Lac, Borkou, Logone Occidentale, Mandoul, Mayo Kebbi Est, Tandjilé, Mayo Kebbi Ouest et Batha	1) 6 Centres d'Operations d'Urgence en Santé Publique (COUSP) sont progressivement déployés dans les provinces du Ouaddai, du Guéra, du Lac, du Borkou, du Logone Occidentale, du Mandoul, du Mayo-Kebbi Est, Mayo-Kebbi Ouest, de la Tandjilé et du Batha	✓	✓	✓	✓	✓	885	1 065	300	300	300	Santé publique	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan, Élevage, Environnement, Administration du territoire, Enseignement Supérieur	Provinces Ouaddai, du Guéra, du Lac, du Borkou, du Logone Occidentale, du Mandoul, du Mayo-Kebbi Est, Mayo-Kebbi Ouest, de la Tandjilé et du Batha	ÉTAT : 2 850 000 000
	2) Renforcer la capacité logistique des Équipes d'Intervention Rapide (EIR) dans chaque province et district à haut risque	2) 12 Équipes d'Interventions Rapides (EIR) des provinces et districts à hauts risques sont renforcées en capacités logistiques	✓	✓	✓	✓	✓	104	104	104	104	104			Provinces du Ouaddai, du Guéra, du Lac, du Borkou, du Logone Occidentale, du Mandoul, du Mayo-Kebbi Est, Mayo-Kebbi Ouest, de la Tandjilé et du Batha	ÉTAT : 519 000 000
	3) Rendre opérationnel les Équipes Médicales d'Urgence (EMU) et du SURGE (Renforcement et l'Utilisation des Groupes d'Intervenants d'Urgence)	3) 4 Équipes Médicales d'Urgence (EMU) et une équipe SURGE (Renforcement et l'Utilisation des Groupes d'Intervenants d'Urgence) sont fonctionnelles	✓	✓	✓	✓	✓	544	544	544	544	544			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 2 720 000 000
	4) Assurer efficacement les activités de préparation de la riposte aux épidémies	4) 23 provinces ont bénéficié des intrants et consommables médicaux pour faire face aux maladies à potentiel épidémique	✓	✓	✓	✓	✓	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 5 000 000 000 PTF: 30 000 000 000
	5) Renforcer les capacités de détection rapide des événements de santé publique (laboratoire)	5) 29 laboratoires de détection rapide des événements de Santé Publique sont renforcés	✓	✓	✓	✓	✓	799	1 599	1 599	300	300			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 4 596 414 718 PTF:
TOTAL ACTION 76								7 799	8 599	8 599	7 300	7 300				
Effets de l'action 76 :	1) Le Tchad dispose d'un plan de riposte sanitaire (contingence) 2) Le Tchad augmente ses capacités de résilience aux nouveaux contextes sanitaires (Covid-19, Dengue, Chikungunya, Variole de singe, etc.) 3) Les capacités préventives du système sanitaire développent des cadres aux réponses appropriées															

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
Action 77 : Porter le taux de couverture en MIILDA (moustiquaires imprégnées) à 100% en 2027.	1) Assurer la distribution des Moustiquaires Imprégnés d'Insecticides de longue durée d'action (MIILDA) en routine dans les formations sanitaires en ayant un focus sur les femmes enceintes et les enfants de moins de 2 ans, sinistrées, réfugiées et déplacées	1.1) La distribution des MIILDA en routine dans les formations sanitaires avec un focus sur les femmes enceintes et les enfants de moins de deux (2) ans est assurée à 100% 1.2) 80% des ménages disposant d'au moins une moustiquaire imprégnée d'insecticide (MIILDA) dont 100% des femmes enceintes ont reçu les MIILDA et La distribution des MIILDA pendant les campagnes de masse est améliorée à l'horizon 2029 1.3) La distribution des MIILDA aux populations sinistrées, réfugiées et déplacées est assurée	✓	✓	✓	✓	✓	89	8 497	123	89	89	Santé publique	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan, Femme et de la Petite enfance, Administration du territoire, Communication, Education, Sécurité	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 2 000 000 000 PTF : 8 886 149 606 (annoncé)
	2) Assurer la promotion de l'utilisation des MIILDA	2) La promotion de l'utilisation des MIILDA est assurée	✓	✓	✓	-	-	19	19	19	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 57 720 000
TOTAL ACTION 77								108	8 516	142	89	89				
Effets de l'action 77 :	Le Tchad améliore sa prévalence au paludisme															
Action 78 : Faire de la Prévention un pilier de la politique nationale de santé.	1) Renforcer les capacités vaccinales des équipes provinciales	1) Les capacités vaccinales des 23 équipes provinciales sont renforcées, le taux de couverture PENTA3 passe de 67% en 2024 à 90% dans les 23 Provinces à l'horizon 2029	✓	✓	✓	✓	✓	11 300	11 300	11 300	11 300	11 300	Santé publique	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan, Femme et de la Petite enfance, Administration du territoire, Communication, Éducation, Sécurité	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 15 000 000 000 PTF : OMS, UNICEF, Gavi , BMGF (En cours et annoncés) 41 500 000 000
	2) Renforcer les activités de promotion de la santé (communication pour un changement de comportement) dans les provinces à risque	2) Les campagnes de sensibilisation sur la promotion de la santé sont réalisées dans les 23 Provinces 1 fois par semestre	✓	✓	✓	✓	✓	1 000	1 000	1 000	700	500			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 1 000 000 000 PTF : OMS, UNICEF, BM (En cours et annoncés) 3 200 000 000
	3) Prédisposer les kits d'urgence dans les provinces à risque	3) Les kits d'urgence sont prédisposés dans les provinces à risque	✓	✓	✓	✓	✓	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 15 000 000 000
	4) Renforcer la prise en charge nutritionnelle, des Maladies Transmissibles et Non Transmissibles (MTNT)	4) la prise en charge nutritionnelle, des Maladies Transmissibles et Non Transmissibles (MTNT) est renforcée	✓	✓	✓	✓	✓	5 120	5 120	5 120	5 120	5 120			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 1 000 000 000 PTF : UE, PAM, FAO, HCR, 24 600 000 000 (annoncé)

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
	5) Assurer les capacités de dépistage et de prise en charge de la malnutrition dans toutes ses formes	5) Les capacités de dépistage et de prise en charge de la malnutrition dans toutes ses formes sont assurées	✓	✓	✓	✓	✓	500	500	500	500	500			Ensemble du territoire national	PTF : PAM (2 500 000 000)
	6) Renforcer la mise en œuvre du Programme de lutte contre les stupéfiants (drogue, tabac, alcool, etc.)	6) La mise en œuvre du Programme de lutte contre les stupéfiants (drogue, tabac, alcool, etc.) est effective et les Fonds mobilisés sur les taxes dédiées à la CSU (Couverture Santé Universelle) sont disponibles.	✓	✓	✓	✓	✓	764	1 393	1 208	997	1 065			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 5 426 610 000
TOTAL ACTION 78								21 684	22 313	22 128	21 617	21 485				
Effets de l'action 78 :	1) L'État tchadien intensifie la communication sociale près des communautés ; 2) Les populations tchadiennes développent une responsabilité collective face aux risques des maladies (courantes)															
Action 79 : Mettre progressivement en place une Couverture Santé Universelle.	1) Enrôler (cibler, identifier, affilier et immatriculer) la population des trois régimes en commençant par celui des démunis	1) 65% de population bénéficiaire de des régimes de la CSU sont enrôlés	✓	✓	-	-	-	1 314	2 327	-	-	-	Santé publique	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan, Femme et de la Petite enfance, Communication,	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 3 641 642 447 PTF : Financement annoncé (BM , Coopération Suisse, GIZ, AFD)
	2) Mettre en place un Système d'Information et de Gestion de données des assurances ;	2) Le système d'information et de gestion est mis en place et fonctionnel	✓	✓	✓	✓	✓	1 621	1 725	1 084	1 114	1 212			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 6 755 516 500 PTF : Financement annoncé (BM , Coopération Suisse, AFD)
	3) Prendre en charge (Accréditer, signer les conventions avec les FOSA, contrôler) la population immatriculée	3) 35% de la population des provinces couvertes par le déploiement ont accès aux soins de santé de qualité ;	✓	✓	✓	✓	✓	3 328	5 271	20 970	21 856	21 856			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 73 279 724 737
	4) Rendre totalement opérationnel les institutions de la CSU (CNAS et ANAR) et assurer la décentralisation des activités de la CNAS ;	4) les dispositifs de fonctionnement de la CSU sont renforcés et déconcentrés ;	✓	✓	✓	✓	✓	5 443	6 061	5 978	6 680	6 680			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 30 841 864 068 PTF : BM, OMS, UNICEF, AFD, GIZ (En cours et annoncés)
	5) Assurer la vulgarisation de la CSU et obtenir l'adhésion de la population ;	5) les parties prenantes de la CSU sont sensibilisées et l'adhésion est acquise	✓	✓	✓	✓	✓	2 556	2 556	279	256	269			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 5 914 716 000 PTF : Financement annoncé GIZ
TOTAL ACTION 79								14 262	17 939	28 311	29 905	30 017				
Effets de l'action 79 :	1) De nouveaux mécanismes encadrés facilitent l'exécution de la CSU au bénéfice des Agents civils et militaires du public 2) L'État élargit la CSU aux agents du secteur privé 3) Les ressources additionnelles mobilisées renforcent les capacités d'offre de la CSU 4) La CSU améliore la qualité & l'espérance de vie des Tchadiens															
TOTAL CHANTIER 10								201 720	217 178	221 671	224 712	220 769				

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
GRANDES REALISATIONS : REFONDER LE SYSTÈME EDUCATIF ET BATIR UN PLAN AMBITIEUX POUR LA JEUNESSE ET LES SPORTS (CHANTIER 4)																
Impact du chantier 4 :	1) L'école tchadienne contribue au progrès et à l'unité nationale 2) Le système éducatif tchadien produit des citoyens de qualité 3) Le Tchad s'affirme dans les technologies de l'information et le développement des compétences numériques 4) La population tchadienne développe l'esprit civique et patriotique, 5) Le taux de chômage des jeunes est considérablement réduit; 6) Le changement de comportement positif est observé à tous les niveaux, 7) L'école tchadienne forme désormais les employeurs et non les jeunes a la recherche d'emploi															
Action 28 : Améliorer la qualité de l'éducation pour chaque enfant.	1) Améliorer l'offre des services de l'éducation	1.1) Construction de 69 lycées, 1008 CEG et 5509 écoles primaires 1.1.2) Équipements des établissements en 823 450 table-bancs 1.1.3) réhabilitation de 280 établissements d'enseignement (écoles, CEG et lycées) 1.1.4) Construction de 10812 hangars améliorés dans les établissements victimes des inondations	✓	✓	✓	✓	✓	337 929	337 929	337 929	337 929	337 929	Éducation	PRIMATURE, MFBEP, MFPCS	23 DPEN	ÉTAT : 1 653 912 593 431 PTF : Construction par les Saoudiens/PRODEFOP (12 504 406 569)/ 5ans, GPE/Projet d'Urgence (10 000 000), Plan de contingence pour les Inondations).
		1.2) Construction et équipement de 69 jardins d'enfants	✓	✓	✓	✓	✓	2 588	2 588	2 588	2 588	2 588			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 10 350 000 000
	2) Rendre l'accès équitable et sans discrimination à l'éducation pour tous les enfants	2.1) Inscription de 1 000 668 filles et rendre gratuits les frais de scolarité au cycle moyen et secondaire ; 2.2) Distribution de 1 141 210 kits hygiéniques aux filles ; 2.3) Distribution de 1 150 000 kits scolaires aux filles ; 2.4) Création et fonctionnement de 125 Centres d'accueil pour les filles des cycles moyens et secondaires dans les IDENPC; 2.5) Distribution des denrées alimentaires à 31 250 filles des centres d'accueil ; 2.6) Instauration des prix d'excellences dédiés à 12 000 meilleures filles (moyenne de classe, meilleures moyennes au BEF et moyenne par école)	✓	✓	✓	✓	✓	23 051	23 051	23 051	23 051	23 051			23 DPEN	PTF : SWEED+/MB (en cours), PEFAF/BAD (en cours),

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
	3) Améliorer la qualité de l'éducation	3.1) Réinstauration du service civique avec recrutement de 11 500 volontaires ; 3.1.1) Recrutement de 1250 Instituteurs Adjoints 3.1.2 Recrutement de 5000 Instituteurs 3.1.3) Recrutement de 1750 Professeurs de CEG 3.1.4) Recrutement de 2500 Professeurs Licenciés 3.1.5) Recrutement de 1 000 Professeurs Certifiés 3.1.6) Formation initiale de 1000 enseignants 3.1.7) Formation continue de 50 000 enseignants 3.1.8) Dotation de 60 lycées en laboratoires 3.1.9) Dotation de 70 CEG en laboratoires 3.1.10) Dotation les 3 850 224 d'élèves en 7 700 448 manuels scolaires 3.1.11) Révision des curricula 3.1.12) Alphabétisation 3 500 000 adultes	✓	✓	✓	✓	✓	46 176	46 176	46 176	46 176	46 176	Éducation	PRIMATURE, MFBEP, MFPCS	23 DPEN	ÉTAT: 203 959 716 000 PTF : PARAEB/BM (19 538 000 000) PFAF/BAD (1 160 280 000) IFADEM/DDC (6 220 000 000)
		3.2) Recrutement et formation de 621 éducateurs du pré scolaire	✓	✓	✓	✓	✓	2 981	2 981	2 981	1 863	1 863			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 12 668 400 000
	4) Améliorer l'offre des services d'éducation, de l'enseignement supérieur et de la Formation professionnelle	4) 10 institutions universitaires publiques sont construites et équipées ; 50 laboratoires sont créés et équipés ; 150 salles de TP, TD sont construites et équipées ;	✓	✓	✓	✓	✓	10 000	20 000	25 000	10 000	5 000	Education	PRIMATURE, MFBEP, MFPCS	Bongor, Massakouri, Am-Timan	ÉTAT : 70 000 000 000
	5) Accès équitable et sans discrimination des filles à l'éducation et à l'enseignement supérieur	5) 100 filles bénéficient chaque année d'une subvention d'inscription dans les institutions d'enseignement supérieur	-	✓	✓	✓	✓	-	300	300	300	300			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 840 000 000 PTF : 360 000 000
	6) Accès équitable et sans discrimination des filles à l'éducation	6) 100 filles bénéficient chaque année d'une subvention d'inscription dans les institutions de l'éducation nationale	✓	✓	✓	✓	✓	50	50	50	50	50			Ensemble du territoire national	PTF : SWEDD
	TOTAL ACTION 28								422 775	433 075	438 075	421 957	416 957			

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
Effets de l'action 28 :	1) L'état améliore les capacités institutionnelles et fonctionnelles du système éducatif 2) Le système éducatif augmente les taux de réussite scolaire et académique des enfants et des adultes 3) L'école tchadienne est performante, compétitive et rayonnante															
Action 29: Développer le numérique dans le projet éducatif national.	1) Intégrer des technologies innovantes dans les méthodes d'enseignement	1.1) Réviser et intégrer les TIC dans les curricula 1.2) Acquisition des matériels informatiques (outils numérique et connexion internet) 1.3) Construire des Salles informatiques dans tous les établissements (consacré une SDC pour les cours d'informatique dès le primaire à titre expérimental dont 3 établissements dans chaque province)	✓	✓	✓	-	-	1 423	1 423	1 423	-	-	Télécommunication, Education, Enseignement Supérieur	Présidence, Primature, SGG, Parlement, Finances/Plan	23 DPEN	ÉTAT : 3 450 000 000 PTF : PARAEB/BM (820 400 000)
	2) Développer les compétences numériques essentielles au profit des enfants	2.1) Les élèves sont initiées à la TIC 2.2) les établissements scolaires sont dotés en tablettes pour les activités pédagogiques (nombre pilote)	✓	✓	✓	-	-	107	107	107	-	-			23 DPEN	ÉTAT : 320 000 000
	3) Développer des compétences numériques essentielles aux enseignants	3.1) Le dispositif de formation continue des enseignants basé sur le TIC est mis en place & opérationnel 3.2) 32 000 tablettes pour la formation continue des enseignants (PARAEB/BM) sont acquises 3.3) Les enseignants sont dotés en liseuses 3.4) 5 salles multimédia des ENIBs (Moundou, Sarh, Bongor, Abéché, N'Djaména) sont équipés 3.5) 16 espaces numériques construits et réfectionner 4 autres	✓	✓	✓	-	-	1 106	1 106	1 106	-	-			23 DPEN	PTF : PARAEB/BM (847 752 300) IFADEM/AFD (2 270 187 700)
	4) Intégrer les technologies innovantes (TIC) dans les méthodes d'enseignement et de recherche	4) 22 établissements d'enseignement supérieur publics sont interconnectés et travaillent en réseau ; 4.1) Une plate-forme pour la gestion numérique des ressources humaines est créée et opérationnelle ;	✓	✓	✓	✓	✓	200	500	500	500	500			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 2 200 000 000
	5) Développer les compétences numériques au profit de tous les apprenants	5) 50% des étudiants ont accès à la connexion internet,	✓	✓	✓	✓	✓	100	100	100	100	100			100	Ensemble du territoire national

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
	6)Développer les compétences numériques au profit des enseignants et chercheurs	6) 1000 enseignants-chercheurs sont recyclés chaque année en TIC ; 6.1) 30% d'enseignants chercheur dispensent leur cours en ligne	✓	✓	✓	✓	✓	200	400	400	400	400			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 1 800 000 000
TOTAL ACTION 29								3 136	3 636	3 636	1 000	1 000				
Effets de l'action 29 :	1) La technologie du numérique modernise le système d’enseignement ; 2) Le nombre des publications des enseignants-chercheurs augmentent ; 3) La digitalisation impact positivement l’apprentissage des élèves et étudiants. 4) Le système éducatif vulgarise la technologie numérique 5) Le numérique participe à la qualité et à la compétitivité de l'école tchadienne															
Action 30: Revaloriser le métier et le sacerdoce de l'enseignant.	1) Améliorer la formation initiale des enseignants (Education nationale)	1) Le programme d'enseignement dans les structures de formation initiale des enseignants en tenant compte des innovations pédagogiques révisé	✓	✓	✓	✓	✓	235	235	235	235	235	Éducation, Enseignement Supérieur	Présidence, Primature, SGG, Parlement, Finances/Plan MFPCS Femme et Petite Enfance	23 DPEN	ÉTAT : 1 175 000 000
	2) Mettre en place un système de valorisation de la fonction et de distinctions honorifiques des enseignants	2.1) Les textes relatifs à la valorisation de la fonction enseignante (décret acté et appliqué) sont élaborés et le décret N°900 révisé 2.2) 500 gestionnaires du système et chargés de cours sont primés	✓	✓	✓	✓	✓	725	725	725	725	725			23 DPEN	ÉTAT : 3 625 000 000
	3) Améliorer la formation initiale des enseignants (Enseignement supérieur)	3.1) Les programmes de la formation initiale sont révisés 3.2) Recyclage des enseignants 3.3) un atelier sur la révision du curricula de la formation des enseignants est organisé ;	✓	✓	✓	✓	✓	500	2 000	300	300	500			N'Djamena	ÉTAT : 3 600 000 000
	4) Mettre en place un système de distinction honorifique des enseignants-chercheurs	4) le mécanisme de la distinction honorifique avec des critères précis est mise en place et opérationnel, 30 meilleurs enseignants chercheurs sont primés chaque année,	✓	✓	✓	✓	✓	500	3 000	700	700	500			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 2 700 000 000
	5) Améliorer la qualité de la prestation des enseignants-chercheurs	5) 1000 enseignants-chercheurs ont bénéficié de la bourse de mobilité chaque année ;	✓	✓	✓	✓	✓	1 000	5 000	1 000	1 000	1 000			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 9 000 000 000
TOTAL ACTION 30								2 960	10 960	2 960	2 960	2 960				
Effets de l'action 30 :	1) L'état fabrique des enseignants plus productifs et compétitifs 2) Le métier d'enseignant est valorisé et deviens attractif 3) Les enseignants fidélisent le sacerdoce															

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
Action 31: Intégrer l'éducation civique, le leadership et le développeme nt personnel dans le curriculum scolaire.	1) Renforcer l'éducation civique,	1) 1 000 000 d'élèves-maitres en éducation civique, en leadership et en développement personnel sont formés	✓	✓	✓	✓	✓	1 244	1 244	1 244	1 244	1 244	Education, Enseignement supérieur	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan /Femme et Petite Enfance	23 DPEN	ÉTAT : 6 220 000 000
	2) intégrer le leadership et le développement personnel dans le curriculum scolaire.	2) Les programmes d'éducation civique sont révisés et valorisés dans les cycles des enseignements	✓	✓	✓	✓	✓	70	70	70	70	70			23 DPEN	ÉTAT : 350 000 000
	3) Réviser le programme d'instruction civique	3) Le programme d'instruction civique révisé	✓	✓	✓	✓	✓	40	40	40	40	40			23 DPEN	ÉTAT : 200 000 000
	4) Valoriser l'instruction civique dans les cycles des enseignements	4) L'instruction civique dans les cycles des enseignements est révisée	✓	✓	✓	✓	✓	20	20	20	20	20			23 DPEN	ÉTAT : 100 000 000
	5) Intégrer l'éducation à la citoyenneté dans l'enseignement Supérieur (Public et Privé)	5.1) Tous les programmes d'enseignement supérieur ont été révisés et ont pris en compte l'éducation à la citoyenneté et le leadership ; 5.2) l'éducation à la citoyenneté est rendue obligatoire dans toutes les institutions d'enseignement supérieur du Tchad ; 5.3) un programme intégrant l'éducation à la citoyenneté est élaboré et vulgarisé dans les institutions d'enseignement supérieur au Tchad	✓	✓	✓	✓	✓	500	1 000	1 000	1 000	1 000			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 4 500 000 000
TOTAL ACTION 31								1 874	2 374	2 374	2 374	2 374				
Effets de l'action 31 :	1) Le système éducatif produit des jeunes responsables et respectueux des ordres (sociaux, politiques, institutionnels) 2) Les sociétés tchadiennes enregistrent une résorption de la délinquance juvénile 3) L'école tchadienne connaît une baisse des violences scolaires															
Action 32: Inscrire l'entrepreneu riat dans le cursus scolaire dès le secondaire.	1) Intégrer l'entrepreneuriat dans le curriculum scolaire dès le secondaire	1) L'entrepreneuriat est intégré dans le curriculum scolaire au cycle secondaire	✓	✓	✓	✓	✓	50	50	50	50	50	Éducation, Enseignement supérieur	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan/Femme et Petite Enfance,	23 DPEN	ÉTAT : 248 825 300
	2) Instaurer de l'enseignement de l'entrepreneuriat dans les programmes de	2) L'enseignement de l'entrepreneuriat est intégré dans les programmes de formation des	✓	✓	✓	✓	✓	681	681	681	681	681			23 DPEN	ÉTAT : 3 404 287 000

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
	formation des enseignants et des apprenants.	enseignants et les pratiques d'enseignement/apprentissage														
	3) Intégrer l'entrepreneuriat dans toutes les filières de l'enseignement supérieur)	3) Tous les programmes d'enseignement supérieur ont été révisés et ont pris en compte entrepreneuriat dans le cursus universitaire ; entrepreneuriat est rendu obligatoire dans toutes les institutions d'enseignement supérieur du Tchad; un programme intégrant entrepreneuriat est élaboré et vulgarisé dans les 70% d'institutions d'enseignement supérieur au Tchad;	✓	✓	✓	✓	✓	300	500	600	600	500			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 2 500 000 000
	4) Identifier les meilleurs étudiants en entrepreneuriat	4) 100 kits d'installation sont remis aux étudiants ayant conçu de bons projets à la fin de leurs formations chaque année ;	✓	✓	✓	✓	✓	500	500	500	500	500			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 2 500 000 000
TOTAL ACTION 32								1 531	1 731	1 831	1 831	1 731				
Effets de l'action 32 :	1) Les jeunes tchadiens entreprennent au sortir du secondaire 2) Les jeunes s'insèrent facilement dans les activités économiques 3) Le Tchad améliore les taux d'emploi des jeunes															
Action 33: Mettre en place un dispositif prioritaire de facilitation du retour de la diaspora exerçant dans le secteur éducatif.	1) Mettre en place un dispositif prioritaire de facilitation de la participation de la diaspora exerçant dans le secteur éducatif	1.1) 150 enseignants-chercheurs de la diaspora sont identifiés et contactés ; 70 titres de transports aller-retour sont mis à la disposition des enseignants-chercheurs de la diaspora chaque année. 1.2) Des mesures incitatives pour le retour des cadres de la diaspora sont proposées 1.3) Des dispositifs juridiques en matière de contrat sont intégrés 1.4) Une base de données des enseignants de la diaspora est constituée	✓	✓	✓	✓	✓	500	1 500	3 000	2 000	1 500	Affaires étrangères, Éducation, Enseignement Supérieur	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan/J S	International	ÉTAT : 8 500 000 000
TOTAL ACTION 33								500	1 500	3 000	2 000	1 500				
Effets de l'action 33 :	1) La diaspora tchadienne contribue à l'essor du secteur éducatif 2) Le Tchad enregistre une amélioration de la qualité du système éducatif															
Action 34: Renforcer la création de centres	1) Renforcer les capacités opérationnelles des centres existants	1) Les capacités de 2 700 centres existants liés aux métiers sont renforcés	✓	✓	✓	✓	✓	45	45	45	45	45	Éducation Nationale, Fonction Publique	Présidence, Primature, Finances/Jeunes se et Sport	23 DPEN	ÉTAT : 225 000 000

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
d'apprentissage et de formation aux métiers.	2) Créer et opérationnaliser de nouveaux centres d'apprentissage et de formation aux métiers	2) 5 000 nouveaux centres d'AENF sont créés	✓	✓	✓	✓	✓	600	600	600	600	600			23 DPEN	ÉTAT : 3 000 000 000
	3) Faire un audit technique des spécifications des centres d'apprentissage et de formation aux métiers publics et privés	3) 5000 animateurs des centres en AENF sont formés	✓	✓	✓	✓	✓	10	10	10	10	10			23 DPEN	ÉTAT : 50 000 000
	4) Instaurer la formation des formateurs aux métiers	4) Formation des formateurs aux métiers dans les centres d'AENF	✓	✓	✓	✓	✓	5	5	5	5	5			23 DPEN	ÉTAT : 25 000 000
	5) Créer et renforcer les centres d'alphabétisation et d'éducation de base non-formelle liés aux métiers	5) Création de 3000 centres d'alphabétisation et d'éducation de base non-formelle liés aux métiers	✓	✓	✓	✓	✓	6	6	6	6	6			23 DPEN	ÉTAT : 30 000 000
	6) Réviser le cadre juridique	6) Le Cadre juridique est révisé	✓	✓	-	-	-	30	25	-	-	-			N'Djamena	ÉTAT : 25 000 000 PTF : 30 000 000
	7) Renforcer les équipements des Centre existants	7) Les 2 centres existants sont renforcés et équipés	✓	✓	-	-	-	60	40	-	-	-			N'Djamena, Moundou	ÉTAT : 100 000 000
	8) Créer et équiper des nouveaux centres	8) 10 Nouveaux centres sont créés et équipés	✓	✓	✓	✓	✓	300	300	300	300	300			Moyen Chari, Mandoul, Les 2 tandjilés, Le MYKO, Le Guéra, Ouaddai, Le LAC, Wadi Fira et Borkou	ÉTAT : 1 000 000 000 PTF : 500 000 000 (annoncé), ils sont disponibles à aider mais aucun montant n'a encore été annoncé
	9) Former les formateurs des centres	9) Les formateurs sont formés par cohorte de 10 par an	✓	✓	✓	✓	✓	100	100	100	100	100			N'Djamena	ÉTAT : 500 000 000
	10) Réhabiliter les centres existants, et créer des nouveaux centre de formation professionnel	10.1) 03 Centres de formation professionnelle (Ati, Kyabé et Bol) sont réhabilités et équipés; 10.2) 02 Centres de formation professionnelle (Sarh et N'Djaména) sont construits et équipés; 10.3) 100 formateurs des formateurs sont recrutés et formés;	✓	✓	✓	✓	✓	500	1 000	2 000	6 000	5 500			Ati, Kyabé, Bol, Sarh et N'Djaména	ÉTAT : 9 500 000 000 PTF : 6 000 000 000
TOTAL ACTION 34								1 656	2 131	3 066	7 066	6 566				

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
Effets de l'action 34 :	1) De nouveaux métiers émergent dans l'économie 2) Des acteurs qualifiés disposant de compétences diverses participent aux dynamiques économiques 3) L'emploi est diversifié et amélioré															
Action 35: Engager une réforme de l'enseigne ment supérieur.	1) Elaborer la loi d'orientation de l'enseignement supérieur et de la recherche	1) La loi d'orientation de l'enseignement supérieur est élaborée et adoptée	✓	✓	✓	✓	✓	20	100	100	250	20	Enseignement Supérieur/Educ ation Nationale, Jeunesse et Sports	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan, Parlement/Educ ation Nationale	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 490 000 000
	2) Appliquer les conclusions du contrôle de l'enseignement supérieur	2) Des conclusions du contrôle de l'enseignement supérieur et de l'enquête parlementaire sont appliquées	✓	✓	✓	✓	✓	20	100	100	250	20			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 490 000 000
	3) Réviser le mécanisme de recrutement dans les institutions d'enseignement supérieur	3) Le mécanisme de recrutement dans les institutions d'enseignement supérieur est révisé	✓	✓	✓	✓	✓	20	100	100	250	20			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 490 000 000
	4) Promouvoir la recherche scientifique	4) La recherche scientifique est valorisée/promue	✓	✓	✓	✓	✓	100	3 000	3 000	1 500	100			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 7 700 000 000
	5) Encadrer l'adéquation de la formation & emploi	5) La formation et l'emploi sont encadrés adéquatement	✓	✓	✓	✓	✓	40	100	100	250	40			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 530 000 000
	6) Renforcer la coopération internationale en matière d'échanges académiques et de recherche	6) La coopération internationale en matière d'échanges académiques et de recherche est renforcée et diversifiée	✓	✓	✓	✓	✓	20	100	100	250	20			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 490 000 000
	7) Mobiliser les ressources effectives pour le financement du secteur	7) Les ressources financières sont mobilisées	✓	✓	✓	✓	✓	30	100	100	250	30	Enseignement Supérieur/Educ ation Nationale, Jeunesse et Sports	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan, Parlement/Educ ation Nationale	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 510 000 000
	8) Organiser des journées d'échange et de réflexion sur le système national de recherche;	8) Un atelier est organisé pour échange et réflexion sur le système national de recherche;	✓	✓	✓	✓	✓	50	100	100	250	50			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 550 000 000
	9) Mettre en place une commission technique chargée d'élaborer la	9) Une commission est créée pour élaborer la politique nationale de recherche appliquée;	✓	✓	✓	✓	✓	50	200	200	100	50			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 600 000 000

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
	politique nationale de recherche appliquée;															
	10) Créer une agence nationale d'assurance-qualité;	10) Une agence d'assurance qualité est créée et opérationnelle;	✓	✓	✓	✓	✓	500	500	500	250	500			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 2 250 000 000
	11) Former des enseignants-chercheurs à la pédagogie universitaire;	11) Le renforcement des capacités de 500 enseignants chercheurs en pédagogie universitaires par an;	✓	✓	✓	✓	✓	50	200	200	100	50			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 600 000 000
	12) Former des responsables des institutions d'enseignement supérieur à la bonne gouvernance et à la gestion axée sur les résultats;	12) Renforcement des capacités de 50 responsables d'institutions d'enseignement supérieur en bonne gouvernance et la gestion axée sur les résultats,	✓	✓	✓	✓	✓	50	500	500	250	50			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 1 350 000 000
	13) Réformer et moderniser les œuvres universitaires	13) Les œuvres universitaires sont Réformés et modernisés	✓	✓	✓	✓	✓	1 000	15 000	15 000	7 500	1 000	Enseignement Supérieur/Education Nationale, Jeunesse et Sports	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan, Parlement/Education Nationale	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 39 500 000 000
	14) Réviser les programmes des formations universitaires (INJS)	14) Les programmes de formations INJS (Institut National de Jeunesse et Sports) sont révisés	✓	-	-	-	-	50	-	-	-	-			N'Djamena	ÉTAT : 50 000 000
	15) Réviser le mécanisme de recrutement dans les institutions dans l' INJS	15) Le mécanisme de recrutement dans l'INJS est révisé	✓	✓	-	-	-	Acte à prendre	Acte à prendre	Acte à prendre	Acte à prendre	Acte à prendre			N'Djamena	Acte à prendre
	16) Promouvoir la recherche scientifique à l' INJS	16) La recherche scientifique à l'INJS est valorisée/promue	-	-	✓	✓	✓	-	-	100	100	100			N'Djamena	ÉTAT : 300 000 000
	17) Renforcer la coopération internationale en matière d'échanges académiques et de recherche à l'INJS	17) La coopération internationale en matière d'échanges académiques et de recherche à l'INJS est renforcée et diversifiée	-	✓	✓	✓	-	-	50	50	50	-			International	ÉTAT : 150 000 000
	18) Mobiliser les ressources effectives pour le financement du secteur Jeunesse et Sports	18) Les ressources financières du secteur Jeunesse et Sports sont mobilisées	-	✓	-	-	-	-	50	-	-	-			N'Djamena	ÉTAT : 50 000 000

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
	19) Organiser des journées d'échange et de réflexion sur le système national de recherche à l'INJS ;	19) Un atelier est organisé pour échange et réflexion sur le système national de recherche à l'INJS;	✓	-	-	-	-	-	25	-	-	-			N'Djamena	ÉTAT : 25 000 000
	20) Former des responsables de l'INJS à la bonne gouvernance et à la gestion axée sur les résultats ;	20) Renforcement des capacités de 50 responsables de l'INJS en bonne gouvernance et la gestion axée sur le résultat ;	✓	-	-	-	-	-	10	-	-	-			N'Djamena	ÉTAT : 10 000 000
TOTAL ACTION 35								2 000	20 235	20 250	11 600	2 050				
Effets de l'action 35 :	1) Les capacités institutionnelles et fonctionnelles des institutions de l'enseignement supérieur sont améliorées 2) Les diplômés de l'enseignement supérieur tchadien sont compétitifs sur le plan national et international et s'insèrent facilement dans la vie active 3) La recherche scientifique et technique est valorisée et adaptée aux besoins globaux															
Action 36: Instaurer un Crédit Emploi Jeune	1) Réformer et redynamiser le Projet Initiative 50 000 emplois décent pour les jeunes	1) Le Projet initiative 50 000 emplois décent est reformé	✓	✓	✓	✓	✓	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	Jeunesse & Sports, Education/Fonction Publique/JS, Finances/Plan	Présidence, Primature, SGG, Fonction publique	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 5 000 000 000
	2) Faire un plaidoyer pour l'allègement des mesures du code de marchés publics afin de faciliter l'accès des jeunes entrepreneurs tchadiens aux marchés publics	2) Les dispositions du code de marchés publics facilitant l'accès des jeunes entrepreneurs tchadiens aux marchés publics sont renforcées	✓	✓	✓	✓	✓	Acte à prendre	Acte à prendre	Acte à prendre	Acte à prendre	Acte à prendre			Ensemble du territoire national	Acte à prendre
	3) Réviser la stratégie pour le Crédit Emploi Jeune et mettre en œuvre le plan d'action de la politique nationale d'emploi	3.1) La stratégie pour le Crédit Emploi Jeune est révisée 3.2) Les jeunes sont accompagnés dans la gestion des fonds 3.3) Le plan d'action de la politique nationale d'emploi est mis en œuvre	-	✓	✓	✓	✓	-	57 500	57 500	57 500	57 500			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 230 000 000 000 (ONAPE)
	4) Mettre en place des mesures incitatives permettant d'encourager les entreprises à accompagner l'insertion professionnelle des jeunes tchadiens	4) Les mesures sont mobilisées pour encourager les entreprises à accompagner l'insertion professionnelle des jeunes tchadiens	✓	✓	✓	✓	✓	Acte à prendre	Acte à prendre	Acte à prendre	Acte à prendre	Acte à prendre			Ensemble du territoire national	Acte à prendre

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
	5) Développer un cadre de Partenariat Public-Privé pour booster l'insertion professionnelle des jeunes	5) Le cadre de Partenariat Public-Privé pour booster l'insertion professionnelle des jeunes est développé	-	✓	✓	-	-	-	50	50	-	-	Jeunesse & Sports, Éducation/Fonction Publique/JS, Finances/Plan	Présidence, Primature, SGG, Fonction publique	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 100 000 000
	6) Accompagner les jeunes à mieux gérer les fonds mis à leur disposition	6) Les jeunes sont accompagnés dans une meilleure gestion des fonds mis à leur disposition	-	✓	✓	✓	✓	-	400	400	400	400			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 400 000 000
	7) Élaborer le plan d'action de la politique nationale de l'entrepreneuriat Jeune	7) Le plan d'action de la politique nationale de l'entrepreneuriat est élaboré	✓	-	-	-	-	50	-	-	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 50 000 000
	8) Mettre en place des garanties (ÉTAT) pour accéder aux crédits	8) Les garanties d'accès aux crédits sont mises en place par l'ÉTAT	✓	✓	✓	✓	✓	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 30 000 000 000
	9) Accompagner les jeunes à mieux gérer les fonds mis à leur disposition	9) Les jeunes sont accompagnés dans la gestion des fonds	✓	✓	✓	✓	✓	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	Jeunesse & Sports, Éducation/Fonction Publique/JS, Finances/Plan	Présidence, Primature, SGG, Fonction publique	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 1 000.000.000 PTF : 200 000 000
	10) Mettre en œuvre le plan d'action de la politique nationale d'emploi.	10) le Plan d'action de la politique nationale de l'Emploi est mis en œuvre	✓	✓	✓	✓	✓	-	100	100	100	100			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 20 000 000 000
	11) Mettre en œuvre le plan d'action de la politique nationale de l'entrepreneuriat Jeune	11) le Plan d'action de la politique nationale de l'entrepreneuriat Jeune est mis en œuvre	-	✓	✓	✓	✓	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 400 000 000
	12) Promouvoir l'éducation citoyenne en milieu jeune	12) Les mentalités et comportements des jeunes ont évolués	✓	✓	✓	✓	✓	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 5 000 000 000
TOTAL ACTION 36								12 050	70 050	70 050	70 000	70 000				
Effets de l'action 36 :	L'économie tchadienne s'ajuste aux progrès techniques et technologiques															
Action 37: Lancer un programme de masse sur le recyclage technique au profit de 1 million de jeunes.	1) Soutenir la formation technique d'un million de jeunes en fonction des besoins du marché de l'emploi	1.1) Des écoles de métiers de référence sont créées 1.2) 50% des jeunes diplômés sont formés	✓	✓	✓	✓	✓	2 000	5 000	5 000	5 000	3 000	Enseignement Supérieur, Finances/Plan, Jeunesse et Sports	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan, Jeunesse & Sports/Fonction Publique	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 20 000 000 000
	2) Créer des écoles de métiers de référence (3	2) Trois écoles de métiers de références sont créées	-	✓	✓	✓	-	-	1 500	1 500	1 500	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 4 500 000 000

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
	écoles de métiers de jeunesse à créer)															
	3) Recruter 2500 Animateurs de jeunesse	3) Des animateurs de jeunesse sont recrutés	-	-	✓	✓	✓	-	3 750	3 750	3 750	3 750			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 18 750 000 000
	4) Elaborer le projet de professionnalisation Agro Pastoral en faveur des jeunes	4) La professionnalisation agro pastoral est élaboré	✓	-	-	-	-	100	-	-	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 100 000 000
	5) Mettre en œuvre le Projet de professionnalisation Agro Pastoral en faveur des jeunes	5) le Projet de professionnalisation Agro Pastoral en faveur des jeunes est mis en œuvre	-	✓	✓	✓	✓	-	200	200	200	200			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 800 000 000
	6) Organiser la soirée de l'excellence entrepreneuriale pour primer les meilleurs entreprises jeunes	6) La soirée de l'excellence entrepreneuriale pour primer les meilleurs entreprises jeunes est organisée	✓	✓	✓	✓	✓	100	100	100	100	100			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 500 000 000
TOTAL ACTION 37								2 200	10 550	10 550	10 550	7 050				
Effets de l'action 37 :	1) Amélioration de l’employabilité et des compétences des jeunes 2) Développement économique et professionnalisation des secteurs agro-pastoraux 3) Promotion de l’entrepreneuriat et valorisation des jeunes talents															
Action 38: Créer une plateforme de connexion emploi-compétences (FP).	1) Vulgariser & moderniser la plateforme de connexion emploi-compétences	1) La plateforme de connexion emploi-compétence est modernisée et vulgarisée	✓	✓	✓	✓	✓	200	75	75	75	75	SGG, Fonction publique, Jeunesse et Sports	Présidence, Primature, Finances/Plan, Enseignement supérieur/Femm e et Petite Enfance,	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 500.000.000
	2) Actualiser en continue la plateforme	2) La plateforme est actualisée	✓	✓	✓	✓	✓	20	20	20	20	20			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 100.000.000
	3) Consolider la base de données de la plateforme avec les demandes de la Fonction Publique	3) La base de données de la plateforme est consolidée	✓	✓	✓	✓	✓	20	20	20	20	20			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 100.000.000
	4) Redynamiser le programme YouthConnekt	4) Le Programme YouthConnekt redynamisé	-	✓	✓	✓	✓	-	200	200	200	200			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 1 000 000 000
TOTAL ACTION 38								240	315	315	315	315				
Effets de l'action 38 :	La plateforme, un outil virtuel privilégié de bourse de travail (accès à l'information, captation des compétences et qualifications)															

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
Action 39: Construire et équiper un complexe sportif de classe internationale à N'Djaména.	1) Organiser des états généraux des sports et disciplines associés	1) Les états généraux des sports et des disciplines associées sont organisés	✓	-	-	-	-	150	-	-	-	-	Jeunesse & Sports, Infrastructures/ JS	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan	N'Djamena	ÉTAT : 150.000.000
	2) Elaborer la Politique nationale des sports	2) La politique nationale des sports (2025-2035) est élaborée	-	✓	-	-	-	-	200	-	-	-			N'Djamena	ÉTAT : 200.000.000
	3) Elaborer le plan d'action de la Politique Nationale des Sports	3) Le plan d'action de la Politique Nationale des Sports est élaboré	-	✓	-	-	-	-	200	-	-	-			N'Djamena	ÉTAT : 200.000.000
	4) Organiser le tournoi interdépartemental	4) Le tournoi interdépartemental est systématisé	-	✓	✓	✓	✓	-	650	650	650	650			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 2 600 000 000
	5) Organiser le camp d'entraînement des sports de combat	5) Le camp d'entraînement des sports de combat est organisé	-	✓	✓	✓	✓	-	300	300	300	300			N'Djamena	ÉTAT : 1 200 000 000
	6) Organiser le championnat scolaire	6) Le championnat scolaire est organisé	-	✓	✓	✓	✓	-	500	500	500	500	Jeunesse & Sports, Infrastructures/ JS	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 2 000 000 000
	7) Organiser le Challenge des femmes travailleuses et activités sportives des personnes vivant avec handicap	7) Le challenge des femmes travailleuses et des activités sportives des personnes vivant avec un handicap est organisé	-	✓	✓	✓	✓	-	80	80	80	80			N'Djamena	ÉTAT : 320 000 000
	8) Organiser la Semaine nationale des sports scolaires	8) La semaine nationale des sports scolaires est organisée	-	✓	✓	✓	✓	-	400	400	400	400			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 1 600 000 000
	9) Soutenir la participation du Tchad aux éliminatoires des compétitions africaines (équipes nationales et clubs)	9) La participation du Tchad aux éliminatoires des compétitions africaines est soutenue	-	✓	✓	✓	✓	-	1 000	1 000	1 000	1 000			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 4 000 000 000
	10) Organiser les Universiades tchadiennes	10) Les universiades tchadiennes sont organisées	-	✓	✓	✓	✓	-	30	30	30	30			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 120 000 000
	11) Réviser le statut type des fédérations sportives (autonomie de gestion & de fonctionnement)	11) Le statut type des Fédérations sportives est révisé	✓	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Jeunesse & Sports, Infrastructures/ JS	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan	N'Djamena	Aucune incidence financière
	12) Réviser le mécanisme de gouvernance des fédérations sportives	12) Les mécanismes de gouvernance des fédérations sportives sont révisés	✓	-	-	-	-	-	-	-	-	-			N'Djamena	Aucune incidence financière

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
	13) Financer les conventions d’objectifs signées avec les fédérations sportives	13) Les conventions d’objectifs signées avec les fédérations sportives sont financés	-	✓	✓	✓	✓	-	1 631	1 631	1 631	1 631			N'Djamena	ÉTAT : 6 525 538 880
	14) Encadrer l’émergence des sportifs performants à l’international	14) L’émergence des sportifs performants à l’international est encadré et accompagné	-	✓	✓	✓	✓	-	500	500	500	500			International	ÉTAT : 2 000 000 000
	15) Institutionnaliser le Trophée de l’Excellence Sportive IDRISSE DEBY ITNO	15) Le Trophée de l’Excellence Sportive IDRISSE DEBY ITNO est institutionnalisée	-	✓	✓	✓	✓	-	50	50	50	50			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 200 000 000
	16) Créer des académies sportives dans 3 pools nationaux	16) Les académies sportives sont créées dans 3 pools nationaux (cités les 3 pools)	✓	✓	✓	-	✓	500	500	500	-	1 500			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 3 000 000 000
TOTAL ACTION 39								650	6 041	5 641	5 141	6 641				
Effets de l'action 39 :	1) Le Tchad est compétitif dans les différentes disciplines sportives 2) Les capacités d'accueil des compétitions internationales sont améliorées															
Action 40: Construire et réhabiliter les stades omnisports sur toute l’étendue de l’Ensemble du territoire national.	1) Evaluer et finaliser les chantiers existants	1) Nombre des chantiers existants finalisés (2025-27)	✓	✓	✓	✓	✓	2 777	2 777	2 777	2 777	2 777	Jeunesse & Sports, Infrastructures/ JS	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan/J S	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 13 884 516 915
	2) Mettre en place un Observatoire National de la Jeunesse	2) L’Observatoire National de la Jeunesse est mit en place	-	✓	✓	✓	✓	-	750	750	750	750			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 3 000 000 000
	3) Construire 3 mini-stade dans les Provinces	3) Trois mini stades sont construits	-	-	✓	✓	✓	-	-	200	200	200			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 600 000 000
	4) Créer des espaces de loisirs dans toutes les provinces	4) 23 espaces de loisirs sont créés	-	✓	✓	✓	✓	-	625	625	625	625			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 2 500 000 000
TOTAL ACTION 40								2 777	4 152	4 352	4 352	4 352				
Effets de l'action 40 :	1) Les capacités d'accueil des compétitions internationales sont améliorées 2) Le secteur sportif enregistre une émergence de professionnels compétitifs dans l'ensemble des disciplines															
TOTAL CHANTIER 4								454 348	566 750	566 100	541 146	523 496				

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS		
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés	
GRANDES REALISATIONS : PROMOUVOIR LES DROITS DE LA FEMME ET SON ROLE DANS LA SOCIÉTÉ (CHANTIER 5)																	
Impact du chantier 5 :	La situation socioéconomique des femmes s'est améliorée et celles-ci participent à la prise de décision sans discrimination et violence (taux de pauvreté chez les femmes, proportion des femmes dans les emplois rémunérés, prévalence des violences, proportion des femmes dans les postes de décisions)																
Action 41: Lancer une initiative nationale pour l'Emploi et l'autonomisation socio-économique des Femmes.	1) Réviser le code de travail, du Statut général de la Fonction publique et de la Convention collective pour y inclure des mesures favorables à l'emploi des femmes	1) Des mesures favorables à l'emploi des femmes sont intégrés dans le Code de travail, le Statut général de la Fonction publique et la Convention collective	✓	✓	-	-	-	50	50	-	-	-	Femmes, Fonction publique, Jeunesse & Sport	Présidence, Primature, SGG, Justice, Finances/Plan	N'Djamena	ÉTAT : 100 000 000	
	2) Instaurer un quota des recrutements à la fonction publique en faveur des femmes	2) Un quota pour le recrutement des femmes à la Fonction Publique est adopté	✓	✓	✓	✓	✓	Acte à prendre	Acte à prendre	Acte à prendre	Acte à prendre	Acte à prendre			N'Djamena	Aucune incidence financière	
	3) Renforcer le dispositif de l'entrepreneuriat féminin	3) L'entrepreneuriat féminin renforcé	-	✓	✓	✓	✓	-	100	100	100	100			N'Djamena	ÉTAT : 200 000 000 PTF : 200 000 000	
	4) Mettre en place une initiative d'auto-emploi et d'autonomisation de la femme	4) Un programme d'auto-emploi et d'autonomisation des femmes est mis en place	✓	✓	✓	✓	✓	500	875	875	875	875			N'Djamena	ÉTAT : 2 500 000 000 PTF : 1 500 000 000	
	5) Soutenir le plaidoyer pour l'opérationnalisation de la Chambre de l'Entrepreneuriat féminin	5)La chambre de l'entrepreneuriat féminin est opérationnelle	✓	✓	✓	✓	✓	25	25	25	25	25			N'Djamena	ÉTAT : 75 000 000	
	6) Primer les entreprises leaders dans le respect du quota d'au moins 30% en matière de recrutement des femmes	6) 50 entreprises leaders dans le respect du quota de 30% pour les femmes dansle recrutement des femmes sont primées chaque année.	-	✓	✓	✓	✓	-	150	150	150	150			150	N'Djamena	ÉTAT : 600 000 000
	7) Adopter la Politique et Mise en œuvre de la Stratégie Nationale de l’Entrepreneuriat Féminin (SNEF) en concertation avec tous les ministères et autres acteurs concernés	7) La Stratégie Nationale de l'Entrepreneuriat Féminin (SNEF) est adoptée et mise en œuvre	✓	✓	-	-	-	25	25	-	-	-			-	N'Djamena	ÉTAT : 25 000 000 PTF : 25 000 000

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
	8) Actualiser le code de la sécurité sociale	8) Le code de la sécurité sociale est actualisé	✓	✓	-	-	-	25	25	-	-	-			N'Djamena	ÉTAT : 25 000 000 PTF : 25 000 000
TOTAL ACTION 41								625	1 250	1 150	1 150	1 150				
Effets de l'action 41 :	1) La législation du travail définit des mesures d'équité favorables à l'emploi des femmes 2) 90% des institutions publiques et 60% des entreprises du secteur privé appliquent le quota de 30% des femmes dans le recrutement. 3) Les femmes entrepreneures appliquent les connaissances et compétences nécessaires au management de leurs entreprises															
Action 42: Amplifier les programmes de la finance inclusive avec un accent particulier aux femmes surtout du monde rural.	1) Refondre les mécanismes de la finance inclusive, Garantie de l'ÉTAT pour faciliter et soutenir l'accès des citoyens aux financements des initiatives locales	1) Des fonds de garanties sont mis en place pour faciliter l'accès des citoyens et citoyennes aux financement des initiatives locales (Voir 500 000 000, Action)	-	✓	✓	✓	✓	-	80	100	100	120	Finances/Plan, Femme	Présidence, Primature, SGG, Télécommunication, Justice	N'Djaména	ÉTAT : 150 000 000 PTF : 250 000 000 à rechercher
	2) Réviser la Stratégie nationale de la finance inclusive et digitale	2) La stratégie nationale de microfinance est révisée	-	✓	-	-	-	-	50	-	-	-			N'Djaména	ÉTAT : 20 000 000 PTF : 30 000 000
	3) Promouvoir l'accès des citoyens ruraux aux financements avec l'appui du Gouvernement (Fonds de garantie)	3) Les citoyens ruraux ont un accès facile aux financements de leurs initiatives	-	✓	✓	✓	✓	-	2 000	2 000	2 000	2 000			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 8 000 000 000
	4) Mettre en place des mesures fiscales incitatives pour booster l'accès aux financements (banques)	4) Les charges fiscales sont allégées pour booster les accès aux financements	-	✓	✓	✓	✓	-	800	800	800	800			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 3 200 000 000
TOTAL ACTION 42								-		2 930	2 900	2 900				
Effets de l'action 42 :	1) Les conditions et procédures d'accès aux mécanismes/dispositifs de financement des initiatives locales sont assouplies. 2) Le taux d'accès des citoyens et citoyennes des milieux urbain et rural s'est accru 3) Les femmes en milieu rural bénéficient de financements adaptés 4) Les femmes rurales augmentent leurs revenus															
Action 43: Renforcer les mécanismes d'accès à la justice notamment la prévention	1) Renforcer le dispositif de prise en charge holistique des survivantes des VBG à la MNF (Maison Nationale de la Femme) et dans les centres intégrés des services	1) Le centre multifonctionnel de la Maison Nationale de la Femme de prise en charge des survivantes de violences basées sur le genre est redynamisé.	✓	✓	✓	✓	✓	100	100	100	100	100	Justice, Femme	Présidence, Primature, SGG, Parlement, Finances/Plan	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 250 000 000 PTF : 400 000 000

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
et la prise en charge des victimes de violences faites aux femmes.	multisectoriels existants et à créer.															
	2) Prendre en charge gratuitement les survivantes des VBG par les structures publiques	2) 18 centres intégrés des services multisectoriels sont créés dans 18 provinces.	✓	✓	✓	✓	✓	70	130	160	190	230			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 310 000 000 PTF : 250 000 000
	3) Créer les nouveaux centres d'écoute et des centres intégrés des services multisectoriels pour la prise en charge des survivantes de violences dans toutes les provinces	3) 8 nouveaux centres d'écoutes sont créés dans 8 provinces	✓	✓	✓	✓	✓	50	60	60	60	60			Lai, Kélo, Masssakory, Adré, Iriba, Amdjarass, Moissala, Goré	ÉTAT : 190 000 000 PTF : 100 000 000
	4) Développer un protocole national de prise en charge des survivantes violences basées sur le genre	4) Un protocole national de prise en charge des survivantes violences basées sur le genre est développé	-	✓	-	-	-	-	25	-	-	-			N'Djaména	ÉTAT : 5 000 000 PTF : 20 000 000
	5) Renforcer des capacités des prestataires des services de prise en charge des survivantes des violences basées sur le genre	5) les capacités des prestataires des services de prise en charge des survivantes des violences basées sur le genre sont renforcées	-	✓	✓	✓	✓	-	30	35	35	35			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 50 000 000 PTF : 85 000 000
	6) Faire adopter le décret portant réglementation des centres d'écoute des survivantes des violences basées sur le genre au Tchad	6) Un décret portant réglementation des centres d'écoute des survivantes des violences basées sur le genre au Tchad est adopté	-	✓	-	-	-	-	-	-	-	-			N'Djaména	Aucune incidence financière
	7) Élaborer et mettre en œuvre un plan de communication national sur les violences basées sur le genre	7) un plan de communication national sur les violences basées sur le genre est élaboré et mis en œuvre	✓	✓	✓	✓	✓	20	50	50	50	50			N'Djaména	ÉTAT : 100 000 000 PTF : 120 000 000
	8) Former les acteurs judiciaires sur la prise en charges des victimes VGB (Genre, Justice/Barreau, PTF)	8) Acteurs judiciaires formés	✓	✓	✓	✓	✓	25	25	25	25	25			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 75 000 000 PTF : 50 000 000

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS		
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés	
TOTAL ACTION 43								265	420	430	460	500					
Effets de l'action 43 :	1) Les CISM, les centres d'écoute améliorent les services en faveur des survivantes des violences basées sur le genre 2) Au moins 60% des survivantes des violences basées sur le genre bénéficient d'une prise en charge (psychologique, médicale, juridique, judiciaire et d'une réinsertion socioéconomique).																
Action 44: Renforcer le dispositif réglementaire de la loi sur la parité.	1) Opérationnaliser les mécanismes de suivi de l'application de la loi N°29/PR/2018 portant ratification de l'Ordonnance N°12/PR/2018 instituant la parité dans les fonctions nominatives et électives	1) Les mécanismes de suivi de l'application de la loi N°29/PR/2018 portant ratification de l'Ordonnance N°12/PR/2018 instituant la parité dans les foncions nominatives et électives sont opérationnels (suivi des actes de nominations ; ORSHE, SGG, OPEG)	✓	✓	-	-	-	100	100	-	-	-	Justice, Femme	Présidence, Primature, SGG, Parlement, Finances/Plan	N'Djaména	ÉTAT : 200 000 000	
	2) Mettre en place une base des données des compétences féminines et du compendium des compétences féminines	2) Une base des données des compétences féminines (entamée en 2024) et le compendium des compétences féminines sont mis en place	✓	-	-	-	-	100	-	-	-	-			N'Djaména	ÉTAT : 20 000 000 PTF : 80 000 000	
	3) Renforcer le plaidoyer pour une mise en œuvre effective du quota de 30% dans les fonctions nominatives et électives	3) Les responsables des départements ministériels et 80% des responsables du secteur privé sont sensibilisées sur la nécessité d'application de la loi sur la parité dans les fonctions nominatives et électives.	✓	✓	✓	✓	✓	50	50	50	50	50			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 150 000 000 PTF : 100 000 000	
TOTAL ACTION 44								250	150	50	50	50					
Effets de l'action 44 :	1) Le quota de 30% est respecté dans les nominations au niveau des institutions publiques et privées. 2) La base des données des compétences féminines est utilisée par les l'administration publique pour renforcer la représentativité des femmes dans les instances de décision.																
Action 45: Lancer un programme d'envergure d'excellence féminine dans les domaines scientifiques ,	1) Créer et opérationnaliser 2 lycées scientifiques féminins d'excellence	1) 2 lycées scientifiques féminins d'excellence sont opérationnels	-	✓	✓	✓	-	-	360	1 120	160	-	Enseignement, Télécom., Education, Femme et Petite Enfance	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan	N'Djaména, Moundou	ÉTAT : 1 280 000 000	
	2) Négocier les accords de partenariats avec les universités les plus reconnues dans les pays amis	2) Des accords de partenariats avec les universités les plus reconnues dans les pays amis sont signés	✓	-	✓	-	-	50	-	50	-	-			International	ÉTAT : 100 000 000	

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
technologies et numériques (STEM) FPE	3) Mettre en place d'un système de prix et de bourse d'excellence afin d'encourager les filles à s'orienter vers les sciences, les technologies et les mathématiques	3) Un système de prix et de bourse d'excellence (100) afin d'encourager les filles à s'orienter vers les sciences, les technologies et les mathématiques est mis en place	-	✓	✓	✓	✓	-	150	150	150	150			Provinces abritant les Académies	ÉTAT : 300 000 000 PTF : 300 000 000
	4) Former 200 filles et jeunes femmes (inclusivité de genre/PVH) ayant des aptitudes académiques et professionnelles de référence mondiale	4) 200 filles et jeunes femmes ayant des aptitudes académiques et professionnelles de référence mondiale sont formées	-	✓	✓	✓	✓	-	410	410	410	820			Extérieur du Tchad	ÉTAT : 1 050 000 000 PTF : 1 000 000 000
TOTAL ACTION 45								50	920	1 730	720	970				
Effets de l'action 45 :	1) Les filles accèdent à des filières de formation dans le domaine des STEM. 2) La proportion des filles et femmes dans les STEM s'est accru.															
TOTAL CHANTIER 5								1 190	5 670	6 260	5 280	5 590				

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
GRANDES REALISATIONS : PROMOUVOIR UN ÉTAT SOLIDAIRE POUR TOUS (CHANTIER 3)																
Impact du chantier 3 :	1) L'État garantit la protection sociale. 2) La solidarité sociocommunautaire, sédiment de l'unité nationale 3) Les populations tchadiennes vivent une stabilité															
Action 21: Créer un fonds de solidarité nationale visant à soutenir les populations les plus vulnérables et à répondre aux besoins urgents (santé, éducation, logement et d’emploi).	1) Rendre opérationnel le Fonds National de la Solidarité et de Soutien aux Personnes Vulnérables	1.1) Le fonds de solidarité nationale est opérationnel 1.2) Le fonds de solidarité est mis en œuvre avec efficience 1.3) Les mécanismes de suivi du Fonds sont mis en place	✓	✓	✓	✓	✓	10 000	15 000	17 000	18 000	20 000	Action sociale & Affaires humanitaires, Finances/Plan/ Femme et Enfant	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan, Education, Santé, Aménagement, Fonction Publique (ONAPE)	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 80 000 000 000 PTF : PAM, HCR, HI, UNFPA, Banque Mondiale
	2) Mettre en œuvre le projet des filets sociaux productifs et adaptatifs	2) Taux de couverture (provinces, populations, flux financiers) apprécié	-	✓	✓	✓	-	-	5 000	5 000	5 000	-			Bar El Gazel, Kanem, Moyen Chari, Logone Oriental, Salamat, Ennedi Ouest, Mandoul	ÉTAT: 15 000 000 000 PTF : Banque Mondiale
TOTAL ACTION 21								10 000	20 000	22 000	23 000	20 000				
Effets de l'action 21 :	80% de la population en situation d'urgence accèdent aux assistances financières & matérielles adaptées à leurs besoins.															
Action 22: Faire la promotion active de l'économie sociale et solidaire.	1) Renforcer le soutien financier et technique aux coopératives, mutuelles, associations et aux petites entreprises axées sur l'économie sociale, solidaire, circulaire et communautaire	1) Une banque de solidarité dotée d'autonomie de gestion est créée	-	✓	-	-	-	-	2 000	-	-	-	Finances/Plan, Commerce, Action sociale	Présidence, Primature, SGG/Fonction Publique	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 2 000 000 000 PTF : Banque Mondiale, BAD, BID
	2) Soutenir les projets communautaires afin d'enraciner le concept de développement communautaire	2) Nombre de projets communautaires mis en place, enracinant le concept de développement communautaire	-	✓	✓	✓	✓	-	3 000	3 000	3 000	3 000			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 12 000 000 000 PTF : PNUD, AFD, TIKA, USAID
TOTAL ACTION 22									5 000	3 000	3 000	3 000				
Effets de l'action 22 :	1) 70% de ménages en zone rurale augmentent leurs capacités économiques 2) Les communautés développent des réseaux d'entraide sociale solides															
Action 23: Renforcer les réseaux de	1) Mettre en place des comités communaux et	1) Nombre des comités communaux et associatifs mis en place dans les communautés	✓	-	-	-	-	248	-	-	-	-	Action sociale&Aff. Humanitaires,	Présidence, Primature, SGG,	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 248 000 000 PTF : UNFPA, OCHA

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
solidarité locale.	associations communautaires												Administration du territoire	Finances/Plan/Femme et Petite Enfance,		
	2) Suivre les comités de quartier et les associations communautaires mise en place	2) Le dispositif de suivi des comités est opérationnel	-	✓	✓	✓	✓	-	500	500	500	500			500	Ensemble du territoire national
TOTAL ACTION 23								248	500	500	500	500				
Effets de l'action 23 :	1) Les communautés structurées développent des réponses humanitaires 2) Les citoyens tchadiens développent le sentiment d'appartenance à une communauté d'intérêt collectif															
Action 24: Renforcer la solidarité intercommunautaire.	1) Mettre en place des programmes de sensibilisation, de médiation et de réconciliation entre les communautés	1) Un programme de sensibilisation, médiation, réconciliation est mis en place dans chaque département	-	✓	-	-	-	-	500	-	-	-	Action sociale&Aff. Humanitaires, Administration du territoire	Présidence, Primature, Médiature, SGG, Finances/Plan/Femme et Petite Enfance,	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 500 000 000 PTF : UNFPA, UNICEF, OIM
	2) Renforcer le dialogue, la coopération et le partage des ressources entre les différentes communautés ethniques, religieuses et sociales du pays	2) Le cadre de dialogue, de coopération et de partage des ressources entre les différentes communautés est renforcé	✓	✓	✓	✓	✓	360	360	360	408	408			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 3 596 000 000 PTF : UNFAP, UNICEF, OIM
TOTAL ACTION 24								360	860	360	408	408				
Effets de l'action 24 :	1) Les violences intercommunautaires sont réduites à 90% 2) La cohésion sociale intercommunautaire renforce l'unité nationale et zéro conflit enregistré 3) Les dialogues intercommunautaires affermissent les interconnexions sociales															
	1) Créer les mécanismes qui garantissent la gratuité des soins (nouveau-nés & mères)	2.1) Toutes les femmes ayant accouché et des nouveaux - nés bénéficiant de la gratuité des soins	✓	✓	✓	✓	✓	60 335	60 335	60 335	60 335	60 335			Ensemble du territoire national, Santé, Finances/Plan, Présidence, Primature, SGG/Femme et Petite Enfance,	ÉTAT : 301 675 727 172 PTF: UNFPA, AFD, GAVI, Coopération Suisse (Financement annoncé)
		2.2) 90% établissements privés et publics dans lesquels les coûts de services en SRMI sont harmonisés à travers une loi	✓	-	-	-	-	56	-	-	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 55 700 000
	2) Doter les établissements des outils des promotions de santé et de régulation	3) Publication des tableaux/grilles tarifaires des soins/actes couverts sur l'ensemble du territoire national (revoir le département de Santé)	✓	-	✓	-	✓	100	-	100	-	100			Ensemble du territoire national	ÉTAT: 300 000 000

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
TOTAL ACTION 25								60 491	60 335	60 435	60 335	60 435				
Effets de l'action 25 :	1) 90% des établissements médico-sanitaires harmonisent les coûts de leurs services en SRMI 2) Toutes les mères et les nouveau-nés bénéficient gratuitement des premiers soins 3) Le Tchad enregistre une réduction de la mortalité maternelle et infantile (à la naissance) de 95%															
Action 26 : Revaloriser les <i>indices (coefficient de calcul) des pensions de retraite.</i>	1) Réévaluer & harmoniser le coefficient des calculs	1) 99% de retraités ont bénéficié de l'augmentation du coefficient de calcul (2027)											Finances/Plan, Fonction publique, Armées	Présidence, Primature, SGG/Femme et Petite Enfance		SOUS ACTION À PLANIFIER ET BUDGETISER PAR LE MINISTERE DES FINANCES
	2) Bancariser effectivement les pensions de retraite & paiement mensuel & régulier (mensualisation actée & opérationnalisation à soutenir)	2) 99% de retraités ayant fait l'objet de bancarisation effective de pensions et de paiement mensuel régulier (juin 2025)														SOUS ACTION À PLANIFIER ET BUDGETISER PAR LE MINISTERE DES FINANCES
	3) Réviser le Décret 157 portant code de pension en relevant le coefficient qui sert à calculer la pension.	3) Le décret 157 portant code de pension en relevant le coefficient qui sert à calculer la pension est révisé	✓	-	-	-	-	25	-	-	-	-				N'Djamena
TOTAL ACTION 26								25 000 000	-	-	-	-				
Effets de l'action 26 :	1) Tous les retraités bénéficient de meilleures conditions économiques et sociales 2) Tous les retraités bénéficient de l'accompagnement de l'état providentiel															
Action 27 : Mettre en place la gratuité de l'enseigne- ment pour les personnes en situation d'handicap	1) Mettre en œuvre le Décret d'application de la Loi portant protection des personnes vivants avec un handicap (Loi 007/PR/2007)	1) Les dispositions de la Loi 007/PR/2007 et son Décret d'application sont mises en œuvre	✓	-	-	-	-	100	-	-	-	-	Femme & protection, Enseignement, Education	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan	Toutes les provinces	ÉTAT : 100 000 000 PTF : HI, UNFPA, UNESCO, UNICEF
	2) Elaborer et appliquer les textes et mécanismes qui encadrent l'absorption des personnes en situation de handicap	2) Les textes et mécanismes qui encadrent l'absorption des personnes en situation de handicap sont élaborés et appliqués	-	✓	✓	✓	-	-	150	150	150	-			Toutes les provinces	ÉTAT : 450 000 000 PTF : HI, UNFPA, UNESCO, UNICEF
TOTAL ACTION 27								100	150	150	150					
Effets de l'action 27 :	1) 50% des personnes vivant avec un handicap sont effectivement intégrées dans le dispositif socioéconomique et politique 2) L'état tchadien réduit les leviers systémiques d'exclusion sociale															
TOTAL CHANTIER 3								71 224	86 845	86 445	87 393	84 343				



02 SECTEUR ÉCONOMIE

- ▶ Eau et énergie
- ▶ Pétrole, mines et géologie
- ▶ Infrastructures, du désenclavement et entretien routier
- ▶ Transports, aviation civile et météorologie nationale
- ▶ Commerce et industrie
- ▶ Finances, budget, économie et plan
- ▶ Aménagement du territoire, urbanisme et habitat
- ▶ Ministère du Développement touristique, culture et artisanat
- ▶ Communications, économie numérique et digitalisation de l'Administration

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
GRANDES REALISATIONS : PROMOUVOIR UN ÉTAT SOLIDAIRE POUR TOUS (CHANTIER 3)																
Impact du chantier 3 :	1) L'ÉTAT garantit la protection sociale. 2) La solidarité sociocommunautaire, sédiment de l'unité nationale 3) Les populations tchadiennes vivent une stabilité															
Action 21: Créer un fonds de solidarité nationale visant à soutenir les populations les plus vulnérables et à répondre aux besoins urgents (santé, éducation, logement et d’emploi).	1) Rendre opérationnel le Fonds National de la Solidarité et de Soutien aux Personnes Vulnérables	1.1) Le fonds de solidarité nationale est opérationnel 1.2) Le fonds de solidarité est mis en œuvre avec efficience 1.3) Les mécanismes de suivi du Fonds sont mis en place	✓	✓	✓	✓	✓	10 000	15 000	17 000	18 000	20 000	Action sociale & Affaires humanitaires, Finances/Plan /Femme et Enfant	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan, Education, Santé, Aménagement, Fonction Publique (ONAPE)	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 80 000 000 000 PTF : PAM, HCR, HI, UNFPA, Banque Mondiale
	2) Mettre en œuvre le projet des filets sociaux productifs et adaptatifs	2) Taux de couverture (provinces, populations, flux financiers) apprécié	-	✓	✓	✓	-	-	5 000	5 000	5 000	-			Bar El Gazel, Kanem, Moyen Chari, Logone Oriental, Salamat, Ennedi Ouest, Mandoul	ÉTAT: 15 000 000 000 PTF : Banque Mondiale
TOTAL ACTION 21								10 000	20 000	22 000	23 000	20 000				
Effets de l'action 21 :	80% de la population en situation d'urgence accèdent aux assistances financières & matérielles adaptées à leurs besoins.															

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
GRANDES REALISATIONS : RENDRE L'EAU ET L'ENERGIE ACCESSIBLE A TOUS(CHNATIER 7)																
Impact du chantier 7 :	1) Les populations tchadiennes consomment de l'eau potable permanente & accessible 2) Le secteur des hydrocarbures assure un financement durable des dépenses publiques. 3) L'énergie soutient l'essor de l'économie tchadienne. 4) Le Tchad assure sa souveraineté énergétique.															
Action 56. Promouvoir activement le développeme nt des secteurs des hydrocarbure s et du gaz naturel.	1) Réaliser les études de faisabilité pour le projet de valorisation du gaz associé destiné au torchage	1) Des études de faisabilité pour le projet de valorisation du gaz associé destiné au torchage sont réalisées	✓	-	-	-	-	350	-	-	-	-	Energie, Pétrole, Commerce, Finances/Plan, Mines	Présidence, Primature, SGG	Logone Occidentale, Logone Orientale, Mayo Kebbi, Sédigui, Tandjilé	ÉTAT : 350 000 000 PTF : SOLEN&LAHAM-TCHAD
	2) Élaborer un plan stratégique du secteur pétrolier 2024-2029	2) Un plan stratégique du secteur pétrolier 2024-2029 est élaboré	✓	-	-	-	-	300	-	-	-	-			N'Djamena	ÉTAT : 300 000 000
	3) Renforcer les moyens de la SHT pour conduire une politique de contribution de l'État au développement du secteur (recherche, exploration, développement, exploitation, production, transformation, distribution et commercialisation)	3) Les moyens de la SHT pour conduire une politique de contribution de l'État au développement du secteur (recherche, exploration, Développement, exploitation, production, transformation, distribution et commercialisation) sont renforcés	✓	✓	✓	✓	✓	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000			Blocs et Champs Pétroliers	ÉTAT : 100 000 000 000
	4) Actualiser la cartographie pétrolière	4) La cartographie pétrolière est actualisée	✓	-	-	-	-	200	-	-	-	-			N'Djamena	ÉTAT : 200 000 000
	5) Mettre en place un service de gestion de la base des données minières	5) Le service de gestion de la base de données minière est opérationnel	-	✓	✓	-	-	-	150	150	-	-			N'Djamena	ÉTAT : 300 000 000
	6) Réaliser le Projet Pipeline Niger-Tchad-Cameroun	6) Le Projet Pipeline Niger-Tchad-Cameroun est exécuté	✓	✓	✓	-	-	180 000	180 000	180 000	-	-			Niger-Tchad	ÉTAT : 540 000 000 000 PTF : annoncé
	7) Disposer de l'inventaire minier	7) L'inventaire minier est réalisé et registre disponible	✓	✓	✓	-	-	9 931	19 703	13 135	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 42 769 735 782
	8) Réformer le cadre réglementaire minier	8) Le cadre règlementaire minier est reformé	-	✓	-	-	-	-	600	-	-	-			N'Djamena	ÉTAT : 600 000 000

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS		
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés	
TOTAL ACTION 56									210 781	220 453	213 285	20 000	20 000				
Effets de l'action 56 :	1) Le secteur des hydrocarbures et du gaz enregistre de nouveaux investisseurs et absorbe la demande nationale 2) La production des hydrocarbures et du gaz augmente et soutient l'autonomie dans l'énergie domestique																
Action 57 : Renforcer & garantir la souveraineté énergétique.	1) Rééquilibrer les relations avec les partenaires du secteur en révisant le code pétrolier afin d'optimiser les revenus pétroliers	1) Le code pétrolier est actualisé et adopté	✓	-	-	-	-	75	-	-	-	-	Pétrole, Eau & énergie, Finances/Plan,	Présidence, Primature, SGG, Commerce	N'Djamena	ÉTAT : 75 000 000	
	2) Reforme la SHT	2) La SHT est reformée et joue efficacement son rôle dans le développement économique du Tchad	✓	✓	-	-	-	250	250	-	-	-			N'Djamena	ÉTAT : 500 000 000	
	3) Promouvoir le champion national autour de la Tchad Petroleum Company (TPC)	3) Des champions Nationaux sont promus par la TPC	✓	✓	✓	✓	✓	78 000	78 000	78 000	78 000	78 000			Doba	ÉTAT : 390 000 000 000 (TPC & Finances)	
	4) Réaliser les études de faisabilité pour la construction d'une deuxième raffinerie	4) Les études de faisabilité pour la construction d'une deuxième raffinerie sont réalisées	✓	-	-	-	-	800	-	-	-	-			Zone méridionale	ÉTAT : 800 000 000	
	5) Dématérialiser les procédures de soumission et garantir la transparence par la valorisation des engagements dans l'ITIE	5) les procédures de soumission sont dématérialisées et la transparence par la valorisation des engagements dans l'ITIE est garanties	✓	-	-	-	-	1 680	-	-	-	-			N'Djamena	ÉTAT : 1 600 000 000	
	6) Cartographier et digitaliser les installations de distribution sur l'ensemble du territoire national	6) Les installations de distribution sur l'ensemble du territoire national sont cartographiées	✓	✓	✓	-	-	450	450	450	-	-			Toutes les provinces du Tchad	ÉTAT : 1 350 000 000	
	7) Libéralisation des circuits de distribution du gaz	7) Les circuits de distribution du gaz domestique sont libéralisés	✓	✓	-	-	-	150	150	-	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 300 000 000	

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
	8) Opérationnaliser la Société Tchadienne des Dépôts Pétroliers	8) La Société Tchadienne des Dépôts Pétroliers est opérationnelle	✓	-	-	-	-	15 000	-	-	-	-			N'Djamena	ÉTAT : 15 000 000 000
	9) Accélérer la mise en œuvre du mix énergétique	9) Le mix énergétique est fonctionnel	✓	✓	-	-	-	138 000	138 000	-	-	-			N'Djamena, 12 villes SNE, 200 mini réseaux,	PTF : Banque mondiale (460 millions de dollar)
TOTAL ACTION 57			✓	✓	✓	✓	✓	234 405	216 850	78 450	78 000	78 000				
Effets de l'action 57 :	1) Le Tchad affirme sa souveraineté dans l'exploitation de ses ressources énergétiques 2) Le raffinage local des produits pétroliers propulse l'émergence de l'industrie lourde 3) La part de la TPC dans la production totale des hydrocarbures augmente															
Action 58 : Fournir l'accès à l'électricité à tous à l'horizon 2034.	1) Réactualiser la Politique Nationale d'Energie	1) La Politique Nationale d'Energie est réactualisée	✓	-	-	-	-	300	-	-	-	-	Eau & Energie, Commerce, MEE, ARSE, ADERM	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan	N'Djamena	ÉTAT : 300 000 000
	2) Soutenir l'accroissement de la production électrique afin d'atteindre 50% de connexion au réseau	2.1.1) Le volume de la production électrique est augmenté (400 MW de capacité de production électrique en 2029) 2.1.2) 12 Villes sous la SNE du Tchad sont électrifiées 2.1.3) La réhabilitation, l'extension et la modernisation du réseau électrique sont effectives dans tout le territoire national 2.1.4) Le Réseau de N'Djamena est densifié	✓	✓	✓	✓	✓	55 200	138 000	27 600	27 600	27 600			Ensemble du territoire national	PTF : BM (460 000 000 US -> 276 000 000 000 FCFA)
		2.1.5) La centrale de BOUGNA est opérationnelle (30 MW + 60 MWH) 2.1.6) 200 minis réseaux solaires disponible sur le territoire national 2.1.7) 90 000 kits solaires autonomes repartis dans 9 provinces (Ouaidai, Wadi Fira, Bourkou, Moyen Chari, Mandoul, Logone Oriental, Batha, Guéra, Sila) 2.1.8) Le capital humain du secteur est renforcé														
		2.2) 30 MW solaire de Gassi fourni	✓	-	-	-	-	20 000	-	-	-	-			N'Djamena	ÉTAT : 20 000 000 000
		2.3) 32 MW HFO de Djarmaya fourni	✓	-	-	-	-	32 000	-	-	-	-			Eau & Energie, Commerce,	Présidence, Primature,

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
		2.4) L'électrification des 5 villes (Mongo, Ati, Oum Hadjer, Am-Timan, Moussoro) en solaire est effective	✓	✓	✓	-	-	10 560	10 560	10 560	-	-	MEE, ARSE, ADERM	SGG, Finances/Plan	Mongo, Ati, Oum Hadjer, Am-Timan, Moussoro	ÉTAT : 14 800 000 000 Budget bailleur : ZIZ (38 000 000 000) 2 villes déjà réalisée, le budget reparti sur les 3 ans permettra de finaliser les 3 villes restantes
		2.5) L'éclairage public est renforcé	✓	-	-	-	-	9 000	-	-	-	-			N'Djamena	ÉTAT : 18 000 000 000 cout global (9 000 000 000 déjà financé, donc il reste 9 000 000 000 sur 2025 pour finaliser)
		2.6) La construction d'une centrale LNG (Gaz naturel liquéfié) de 50 MW avec fourniture de LNG pendant 5 ans à Gassi est finalisée	✓	✓	✓	✓	✓	73 500	49 000	40 833	40 833	40 833			N'Djamena	ÉTAT : 245 000 000 000
		2.7) La construction d'une centrale fonctionnant au pétrole brute de 100 MW à Djarmaya est finalisée	✓	✓	✓	✓	✓	15 000	10 000	8 333	8 333	8 333	Eau & Energie, Commerce, MEE, ARSE, ADERM	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan	Djarmaya	ÉTAT : 50 000 000 000 Bailleur : à mobiliser
		2.8) L'installation de 19 200 lampadaires solaires et suivi pendant 9 ans à N'Djamena et Chefs lieux des provinces est effective	✓	✓	✓	✓	✓	10 000	5 000	5 000	5 000	5 000			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 55 000 000 000 Bailleur : Les bailleurs mobilisent la totalité (Leasing). Le paiement se fait 20% la première année (2025) suivi de 10% chaque année (2026 à 2033)
		2.9) Les projets d'électrifications des villes secondaires (Fianga, Léré, Fada, Goz-Beida) sont finalisés	✓	-	-	-	-	1 800	-	-	-	-			Fianga, Léré, Fada, Goz-Beida	ÉTAT : 1 800 000 000
		2.10) La construction d'une centrale solaire de 3 MW + un réseau à Kalam Kalam jusqu'à la ville de N'Djamena est effective	✓	✓	-	-	-	8 232	8 232	-	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 4 200 000 \$ PTF : BID (35 000 000 \$) 23 520 000 000 - 30% décaissé de 2022 à 2024. Il reste 2 ans (2025, 2026) pour consommer le budget restant

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
	3) Renforcer et spécialiser le capital humain du secteur énergétique	3.1) Le capital humain du secteur est hautement spécialisé et renforcé par l'état	✓	✓	✓	✓	✓	200	200	200	200	200	Eau & Energie, Commerce, MEE, ARSE, ADERM	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 1 000 000 000
		3.2) Le capital humain du secteur est hautement spécialisé et renforcé par le secteur privé (bailleurs) dans les universités, les entreprises locales, les agents du secteur	✓	✓	✓	✓	✓	Sur la base du contrat d'investissement, 5% du montant de chaque projet est alloué au renforcement des capacités							Ensemble du territoire national	Bailleurs, Investisseurs
	4) Exécuter le Projet PASET (Projet d'appui au secteur d'énergie au Tchad)	4.1) L'électrification des 3 villes est effective 4.2) La Solarisation des hôpitaux et des écoles est effective 4.3) Les capacités des agents sont renforcées	✓	✓	✓	✓	✓	4 410	3 780	1 470	1 470	1 470				BAD (21 000 000 \$ = 12 600 000 000)
	5) Promouvoir le Partenariat Public-Privé dans le secteur de l'électricité	5) Les PPP/PIE (Producteur indépendant d'énergie) dans le secteur de l'électricité émergent et plus de 60 protocoles d'accords signés dont : Projet Djarmaya Solar Projet Quair Energy Projet Africa REN Energy Projet Solaire Emiratis Projets Solaire Chinois Etc.	✓	-	-	-	-	Investissement privé							Ensemble du territoire national	ÉTAT : Attribution de terrain, exonération fiscales et douanières, garantie de paiement. Bailleur : mobilisation des investissement et rétrocession des centrales à l'état à la fin du contrat (BOOT).
	6) Actualiser le plan d'accès à l'énergie	6) Le plan d'accès à l'énergie est à jour	✓	-	-	-	-	260	-	-	-	-	Eau & Energie, Commerce, MEE, ARSE, ADERM	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 260 000 000
	7) Accélérer l'exécution du Projet d'interconnexion Cameroun/Tchad (PIRECT)	7.1) Le PIRECT est achevé, le secteur enregistre une amélioration des capacités de distribution (100 km de lignes HT et MT) 7.2) L'électrification de 69 villages sur le corridor de la ligne de l'interconnexion Cameroun/Tchad est effective 7.3) L'autonomisation des femmes dans la zone du projet est réalisée	✓	✓	✓	✓	-	36 240	36 240	9 060	9 060	-			Mayo kebbi et N'Djamena	PTF : BM, BAD et EU 293 000 000 \$ dont part Tchad 151 000 000\$

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
	8) Accélérer l'exécution du Projet Tchad/Nigéria	8) Le Projet Tchad/Nigéria est finalisé	✓	✓	✓	-	-	Le coût reste à définir après les études	Le coût reste à définir après les études	Le coût reste à définir après les études	Le coût reste à définir après les études	-			Le tracé n'est pas encore défini	Le coût reste à définir après les études
TOTAL ACTION 58								276 702	261 012	103 057	92 497	83 437				
Effets de l'action 58 :	1) Le Tchad enregistre une large couverture des ménages en électricité/énergie thermique, éolienne & solaire 2) L'éclairage public renforce la sécurité des personnes, des biens et l'activité économique 3) De nouveaux acteurs économiques émergent sur l'échiquier national 4) L'énergie booste l'activité économique															

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
Action 59: Développer l'installation de petites unités autonomes de 1 à 10 MW dans les arrondissements, les communes et les petites localités du pays.	1) Installer des unités de production autonome basées sur le solaire, l'éolien et le gaz naturel dans les villes moyennes (chefs-lieux des départements 128)	1.1) 128 d'unités de production autonomes de 5 MW hybride installées	✓	✓	✓	✓	✓	153 600	153 600	153 600	153 600	153 600	Eau & Energie, Commerce, Administration du territoire	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan, Aménagement du Territoire	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 768 000 000 000
	2) Promouvoir la concurrence et baisser le prix du KWh à 50F dans le secteur à l'horizon 2029	2.1) Les fonds de l'énergie sont opérationnels 2.2) La Loi PPP est appliquée 2.3) La Loi 036/PR/2019 du secteur de l'énergie est révisée 2.4) Des garanties des investissements sont octroyées	✓	-	-	-	-	700	-	-	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 700 000 000
TOTAL ACTION 59								154 300	153 600	153 600	153 600	153 600				
Effets de l'action 59 :	1) Les entités territoriales disposent des capacités énergétiques suffisantes et stables 2) La couverture énergétique de proximité améliore les conditions des populations et le fonctionnement des institutions															
Action 60 : Réformer la SNE afin de la rendre plus performante	1) Accélérer la mise en œuvre de la réforme du secteur énergétique conformément à la Loi 036/PR/2019	1.1) La SNE est restructurée par la création de la société de transport et distribution de l'énergie	✓	✓	-	-	-	50	50	-	-	-	Eau & Energie, Commerce	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 100 000 000
		1.2) Les fonds propres de la SNE sont renforcés	✓	✓	-	-	-	50	50	-	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 100 000 000
		1.3) Le recrutement et la formation des employés sont renforcés	✓	✓	-	-	-	50	50	-	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 100 000 000
		1.4) Le prix du kWh est révisé	✓	✓	-	-	-	-								
	2) Exécuter le Projet Tchad-Chine	2) Le réseau de la ville de N'Djamena est renforcé	✓	✓	✓	✓	✓	27 600	27 600	27 600	27 600	27 600			Ensemble du territoire national	PTF : Les banques chinoises (230 000 000\$ = 138 000 000 000)
TOTAL ACTION 60								27 750	27 750	27 600	27 600	27 600				
Effets de l'action 60 :	1) La SNE améliore sa performance opérationnelle 2) La SNE répond à la demande de consommation énergétique nationale															

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
Action 61 : Rehausser la production pétrolière et gazière à 250 000 barils par jour.	1) Développer des partenariats internationaux afin de renforcer les investissements	1) Nombre de partenariats internationaux développés au renforcement des investissements dans le secteur	✓	✓	✓	✓	✓	400	400	400	400	400	Pétrole, Eau & énergie, Finances, Commerce	Présidence, SGG, Affaires Étrangères	Tchad et Étranger	ÉTAT : 2 000 000 000
	2) Réviser le dispositif légal (code pétrolier, statuts des sociétés, etc.)	2) Le dispositif légal (code pétrolier, statuts des sociétés, etc.) est révisé	✓	✓	-	-	-	425	425	-	-	-			N'Djamena et étranger	ÉTAT : 850 000 000
	3) Promouvoir les potentialités pétrolières et gazières	3) Les potentialités pétrolières et gazières du Tchad sont vulgarisées dans le secteur pétrolier mondial	✓	✓	✓	✓	✓	32 000	32 000	32 000	32 000	32 000			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 160 000 000 000 PTF : à rechercher
	4) Développer le champ de Sédigui	4)Le développement intégré du champ de Sédigui est effectif	✓	-	-	-	-	40 000	-	-	-	-			Sedigui	ÉTAT : 40 000 000 000
	5) Mettre en production, mini-raffinerie et unité de traitement de gaz	5) Sédigui contribue à atteindre la capacité totale de production pétrolière à 250 000 barils par jour	✓	-	-	-	-	50 000	-	-	-	-			Sedigui/Ngouri	ÉTAT : 50 000 000 000
TOTAL ACTION 61								122 825	32 825	32 400	32 400	32 400				
Effets de l'action 61 :	1) Le Tchad connaît une augmentation de son indice de production pétrolière et gazière 2) La surproduction pétrolière et gazière améliore les revenus de l'ÉTAT et favorise une meilleure prise en charge du Programme Quinquennal du Chef de l'ÉTAT															
Action 62 : Réformer la Société de Raffinage de N'Djaména.	1) Réaliser l'audit technique, financier et environnemental	1) Processus de l'audit technique, financier et environnemental est effectué	✓	-	-	-	-	90	-	-	-	-	Pétrole, Eau & énergie, Finances, Commerce	Présidence, Primature, SGG, Affaires Étrangères	N'Djamena	ÉTAT : 90 000 000
	2) Moderniser la SRN (nouvelles technologies, énergie verte, etc.)	2) Processus de modernisation de la SRN enclenché	✓	✓	✓	✓	✓	SRN	SRN	SRN	SRN	SRN			N'Djamena	Financement en cours : SRN
	3) Augmenter la capacité de production des produits pétroliers	3) Hausse observée de la production de produits pétroliers raffinés (60 000 barils raffinés à l'horizon 2029	✓	✓	✓	✓	✓	SRN	SRN	SRN	SRN	SRN			N'Djamena	Financement en cours : SRN
	4) Étendre la capacité de stockage de la SRN (7 bacs de stockages de 5000 m3 soit 35000 m3)	4) Capacité de stockage de la SRN augmenté à 35 000 m3	✓	✓	✓	-	-	SRN	SRN	SRN	-	-			N'Djamena	Financement en cours : SRN
TOTAL ACTION 62								90								

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
Effets de l'action 62 :	1) Le Tchad affirme sa souveraineté sur ses ressources énergétique et augmente ses parts dans la joint-venture internationale 2) Le Tchad assure la rentabilité économique des sous-produits pétroliers et répond à la demande nationale															
Action 63: Assurer la couverture en eau potable pour tous les Tchadiens à l'horizon 2030.	1) Remettre en état la fonctionnalité des adductions d'eau villageoises vétustes	1) Nombre d'adductions d'eau villageoises vétustes sont réhabilitées	✓	✓	-	-	-	2 250	2 250	-	-	-	Eau & Energie, Commerce	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan, Aménagement du Territoire	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 4 500 000 000
	2) Réformer le cadre organisationnel impliquant l'ÉTAT, l'Agence de l'Eau Potable en milieu rural, les communes ainsi que des opérateurs privés	2) Le cadre organisationnel impliquant l'ÉTAT, l'Agence de l'Eau Potable en milieu rural, les communes ainsi que des opérateurs privés est réformé	✓	-	-	-	-	373	-	-	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 372 000 000
	3) Réviser et mettre en œuvre des documents stratégiques : Schéma Directeur de l'Eau et de l'Assainissement, Plan d'Investissements Régionaux, Stratégie de Pérennisation des Ouvrages et Plan de Contingence	3) Les documents de stratégie sont révisés	✓	✓	-	-	-	1 500	1 500	-	-	-			Ensemble du territoire national	PTF = 250 000 000 annoncés
	4) Augmenter la capacité de desserte/distribution en milieu rural et dans les grands centres urbains	4) Volume de production d'eau (en mètres cubes)	✓	✓	✓	✓	-	242 074	242 074	242 074	242 074	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 968 294 000 000
	5) Rétrocéder les grands centres de production à la STE (9370257500)	5) Rétrocession effective des grands centres de production opérationnels à la STE	✓	✓	-	-	-	6 000	6 000	-	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 10 000 000 000 PTF : Activité en cours (2 000 000 000 annoncés)
	6) Renforcer la coopération avec les PTF	6) Signature des nouveaux accords de coopération avec les PTF	✓	✓	-	-	-	PM	PM	-	-	-			Ensemble du territoire national	Pour mémoire : Activité en cours
	7) Optimiser les investissements dans le secteur	7) Montant des investissements dans le secteur	✓	✓	✓	✓	✓	PM	PM	PM	PM	PM			Ensemble du territoire national	Pour mémoire : Démarche en cours
	8) Prendre les textes d'application (Loi 16/PR/99)	8) Décret d'application de la Loi 16/PR/99	✓	✓	✓	✓	✓	PM	PM	PM	PM	PM			Ensemble du territoire national	Pour mémoire : Activité en cours

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
	9) Recenser les projets en lien avec l'eau potable (localités, partenaires)	9) Projets/Localités/PT	✓	✓	✓	✓	✓	PM	PM	PM	PM	PM			Ensemble du territoire national	Pour mémoire : Démarche entreprise
TOTAL ACTION 63								252 196	251 824	242 074	242 074					
Effets de l'action 63 :	1) Le secteur augmente le taux de la desserte en eau potable 2) Les ménages améliorent leurs besoins en eau potable 3) Les populations améliorent leur santé relative aux vecteurs hydriques															
Action 64 : Optimiser la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE).	1) Mettre en œuvre de la Stratégie d'Adaptation au Changement Climatique	1) La Stratégie d'Adaptation au Changement Climatique est mise en œuvre	✓	✓	✓	-	-	36 045	36 045	36 045	-	-	Environnement, Eau & Energie,	Présidence, Primature, SGG, Agriculture, Élevage, Transport/Aviation civile/Météorologie, Finances/Plan Aménagement du territoire	Ensemble du territoire national	ÉTAT: 108 134 250 000
	2) Mettre en place des systèmes d'alerte précoce	2) Le système d'alerte précoce est mis en œuvre	✓	-	-	-	-	560	-	-	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT: 560 000 000
	3) Reboiser les bassins versants pour leur conservation et la protection	3) Nombre Ha des bassins reboisés et entretenus	✓	✓	✓	-	-	833	833	833	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT: 2 500 000 000
	4) Améliorer des prévisions météorologiques pour une meilleure planification de l'utilisation de l'eau	4.1) De nouvelles stations agrométéorologiques installées 4.2) Bulletin d'information actualisé 4.3) Salle de veille météorologique créée et opérationnelle	✓	✓	✓	✓	✓	110	110	110	110	110			Ensemble du territoire national	ÉTAT: 550 000 000
	5) Récupérer les eaux des bassins pour revalorisation	5) Volume des eaux récupérés et projets économiques rentabilisés	✓	✓	✓	✓	✓	7 300	7 300	7 300	7 300	7 300			Ensemble du territoire national	ÉTAT: 36 500 000 000
	6) Renforcer la sauvegarde du Lac Tchad & autres Lacs (Léré, Tréné, Domon, Ounianga, Iro, Fitri)	6) Le Lac Tchad & autres Lacs (Léré, Tréné, Domon, Ounianga, Iro, Fitri) disposent de cadre réglementaire de protection	✓	✓	✓	✓	-	3 750	3 750	3 750	3 750	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT: 18 750 000 000
	7) Mettre en œuvre des projets (Projet RAMSAR des zones humides Fitri, Salamat, Mont Illi, NDJ, etc.)	7) Les projets (Projet RAMSAR des zones humides Fitri, Salamat, Mont Illi, NDJ, etc.) ont renforcés la protection des zones humides	✓	✓	✓	✓	✓	708	708	708	708	708			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 3 537 820 945

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
	8) Faire des études en vue de quantifier la disponibilité du gré de Nubie	8) L'Étude en vue de quantifier la disponibilité du gré de Nubie est réalisée	✓	✓	-	-	-	2 000	2 000	-	-	-			Ensemble du territoire national	PTF : 4 000 000 000 BAD / État Chinois (en phase de démarrage)
	9) Renforcer les bassins de rétention d'eaux pluviales	9) Nombres de bassins de rétention d'eaux pluviales renforcés	✓	✓	✓	✓	✓	Budget à déterminer après étude	Budget à déterminer après étude	Budget à déterminer après étude	Budget à déterminer après étude	Budget à déterminer après étude			Ensemble du territoire national	Étude en cours
TOTAL ACTION 64								51 306	50 746	48 746	11 868	8 118				
Effets de l'action 64 :	1) Les politiques & plans de la GIRE encadrent la protection et la sauvegarde des ressources en eau 2) Le Tchad valorise les zones humides et les aires fragiles disposant des ressources en eau															
TOTAL CHANTIER 7								1 330 355	1 215 059	899 211	658 038	403 154				

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
GRANDES REALISATIONS : CONSTRUIRE LES INFRASTRUCTURES DU DESENCLAVEMENT (CHANTIER 8)																
Impact du chantier 8 :	1) Le Tchad dispose d'un système de transport diversifié et de qualité 2) Le Tchad augmente les trafics internes et externes et favorisent la cohésion nationale et l'intégration régionale. 3) Les infrastructures du désenclavement propulsent l'économie tchadienne															
Action 65 : Consolider les infrastructures existantes et engager la construction de 7 000 km de routes.	1) Renforcer l'entretien des routes	1) 2 953,5 km de routes entretenues	✓	✓	✓	✓	✓	31 200	31 200	31 200	31 200	31 200	Infrastructures, Transport, Administration du territoire, Aménagement du territoire	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 156 000 000 000
	2) Construire les routes bitumées	2) 2 346,5 km de nouvelles routes bitumées construites	✓	✓	✓	✓	✓	280 640	280 640	280 640	280 640	280 640			Ouaddai, Wadi Fira, Mandoul, Guera, Salamat,Moyen chari, Logone Occidental, Barh El Gazel,Kanem,Lac, Batha;Hadjar Lamise; Tandjile,Chari-Baguirmi,Moye Kebbi Ouest	ÉTAT : 990 750 000 000 PTF : 412 450 000 000
	3) Construire les pistes rurales	3) 1 500 km de pistes rurales construites	✓	✓	✓	✓	✓	10 800	10 800	10 800	10 800	10 800			Ouaddai, Wadi Fira, Mandoul, Guera, Moyen chari, Logone Occidental	ÉTAT : 32 000 000 000 PTF : 22 000 000 000
	4) Construire les voiries urbaines	4) 200 km de voiries urbaines sont construites	✓	✓	✓	✓	✓	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000			N'Djamena, Doba, Sarh, Moussoro, Mongo, Amdjarass, Faya, Ati et Mao	ÉTAT : 400 000 000 000
		5.1) Baisse de 50% du taux actuel (5000 cas) d'accidents de circulation par an ;	✓	✓	✓	✓	✓	328	328	328	328	328			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 1 642 000 000 PTF : à rechercher
Action 65 : Consolider les infrastructures existantes	5) Renforcer la sécurité routière	5.2) 14 aires de repos construites	-	✓	✓	✓	✓	-	653	653	489	489	Infrastructures, Transport, Administration du territoire, Aménagement du territoire	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 2 284 000 000 PTF : à rechercher
		5.3) L'installation des panneaux de signalisation et des feux tricolores, les marquages au sol	-	✓	✓	✓	✓	-	250	250	250	250			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 1 000 000 000 PTF : à rechercher

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
et engager la construction de 7 000 km de routes.	6) Actualiser les documents de stratégie : Stratégie Nationale des Transports et Stratégie nationale de la sécurité ET Stratégie Nationale du Transport Rural	6) 3 documents de stratégie (Stratégie Nationale des Transports, Stratégie Nationale du Transport Rural, Stratégie nationale de sécurité) routière actualisés	-	✓	✓	✓	-	-	150	150	150	-			N'Djamena	ÉTAT : 450 000 000
	7) Réaliser des ouvrages de franchissement des ponts	7) 6 Ponts construits	✓	✓	✓	✓	✓	12 955	12 955	12 955	12 955	12 955			Wadi Fira(Wadi dourwey,Wad Kadja,Bahr Sinere et Bahr Azoum) ;Ouaddai et Sila	ÉTAT : 64 775 539 484
	8) Développer de nouveaux corridors routiers	8) 3 de nouveaux corridors routiers	✓	✓	✓	✓	✓	216 568	216 568	216 568	216 568	216 568			(Tchad-RCA, Tchad-Soudan et Tchad-Lybie-Égypte)	ÉTAT : 1 147 614 539 484
Action 65 : Consolider les infrastructures existantes et engager la construction de 7 000 km de routes.	9) Raccorder les bornes géodésiques	9) 10 villes raccordées aux bornes géodésiques	✓	✓	✓	-	-	171	128	128	-	-			Pala, Koumra, Bongor, Doba, Sarh, Am-Timan, Mongo, Bol, Ati, Abeche.	ÉTAT : 427 767 000
	10) Réaliser des ouvrages de franchissement - des ponts (15 Provinces) et réalisation de la protection contre les inondations fluviales et pluviales	10.1) 12 Villes protégées contre les inondations fluviales et pluviales	✓	✓	✓	-	-	200	200	200	-	-	Infrastructures, Transport, Administration du territoire, Aménagement du territoire	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan	Logone Occidentale, Moyen-Chari, Mayo-Kebbi-Est, Wadi-Fira, Ennedi-Ouest, Salamat, Sila, Tibesti, Kanem,Batha,N'djamena,Hadjar-Lamis	ÉTAT : 600 000 000
		10.2) 27,5 km de digues rénovées	✓	✓	-	-	-	14 117	6 050	-	-	-			N'Djamena	ÉTAT : 20 166 666 600
		10.3) Extension de 2,7 km de digues	✓	✓	-	-	-	986	986	-	-	-			N'Djamena	ÉTAT : 1 971 000 000
		10.4) 32 000 mètres linéaire des berges des fleuves aménagés	✓	✓	✓	✓	✓	11 520	6 720	6 720	6 720	6 720			N'Djamena	ÉTAT : 38 400 000 000
	11) Construire 5 000 logements sociaux pour	11) 5000 logements construites	✓	✓	✓	✓	✓	16 500	11 000	11 000	11 000	5 500			N'Djamena	ÉTAT : 55 000 000 000

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
	les sinistrés des inondations															
	12) Viabiliser les espaces urbains (aires de loisirs)	12) 1 000 ha d'espaces urbains viabilisés														Sous action à planifier et budgétiser par la mairie
TOTAL ACTION 65								675 985	658 628	651 592	651 101	645 451				
Effets de l'action 65 :	1) Le Tchad augmente le linéaire de son réseau routier 2) Le Tchad augmente les trafics commerciaux internes et internationaux et la circulation des personnes 3) Le réseau routier amélioré impulse le progrès économique 4) La sécurité routière est renforcée 5) Les coûts des transports routiers et des prix des biens sont réduits 6) Amélioration de la qualité de l'habitat et de l'urbanisme 7) Réduction du nombre de victimes des inondations pluviales															
Action 66 : Créer 5 ports secs dotés de zones logistiques de pointe.	1) Réaliser l'état des lieux et les études des ports secs dans le territoire	1) L'état des lieux et études réalisés pour les ports secs	✓	✓	-	-	-	30	1 500	-	-	-	Infrastructures, Transport	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan, Affaires Etrangères, Commerce, Parlement, Aménagement du Territoire	N'Djamena, et les frontières	Budget en attente des partenaires qui se prononcent (PPP, PTF)
	2) Identifier les sites d'installation des Hubs de transports	2) les sites d'installation des hubs de transports sont identifiés	✓	-	-	-	-	20	-	-	-	-			N'Djamena, et les frontières	Budget en attente des partenaires qui se prononcent (PPP, PTF)
	3) Créer et opérationnaliser cinq (05) ports secs dotés de zones logistiques de pointe	3.1) Port sec de N'gueli est renforcé et modernisé	-	✓	x	-	-	-	3 800	3 800	-	-			N'Djamena, et les frontières	Budget en attente des partenaires qui se prononcent (PPP, PTF)
		3.2) Quatre (04) autres Port sec créés et opérationnels ;	-	✓	✓	✓	✓	-	7 600	7 600	7 600	7 600			N'Djamena, et les frontières	Budget en attente des partenaires qui se prononcent (PPP, PTF)
	4) Développer de nouveaux corridors de transports et de transit.	4) Nombre des Accords de coopérations signé et ratifié (05 Accords)	✓	✓	✓	✓	-	-	50	100	100	50			N'Djamena, et les frontières	Budget en attente des partenaires qui se prononcent (PPP, PTF)
TOTAL ACTION 66								50	12 950	11 500	7 700	7 650				
Effets de l'action 66 :	1) La création et la densification des hubs logistiques consolident l'intégration sous-régionale 2) Les secteurs des transports enregistrent des capitaux additionnels 3) Les hubs logistiques d'importation et d'exportation augmentent les échanges multilatéraux															
Action 67 : Créer le Bus Rapid	1)Réaliser l'étude de faisabilité du Bus Rapid Transit (BRT) de N'Djaména	1) L'étude de faisabilité du Bus Rapid Transit de N'Djaména est réalisée	✓	✓	✓	-	-	150	600	750	-	-	Transport, Infrastructures, Aménagement du Territoire,	Présidence, Primature,	N'Djamena	ÉTAT : 1 500 000 000

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
Transit de N'Djaména.	2) Créer une Société Nationale de Transport BRT	2) La Société Nationale BRT est créée	-	✓	✓	-	-	PM	PM	PM	PM	PM	Commerce, Administration du Territoire	SGG, Finances, Parlement	N'Djamena	Etude en cours pour définir le budget
	3) Construire les infrastructures dédiées au BRT et acquérir les moyens roulants et équipements	3.1) Les infrastructures dédiées au BRT sont construites	-	-	-	✓	✓	PM	PM	PM	PM	PM			N'Djamena	Etude en cours pour définir le budget
		3.2) Les moyens roulants et équipement sont acquis.	-	-	-	✓	✓	PM	PM	PM	PM	PM			N'Djamena	
	4)Opérationnaliser le BRT	Le BRT est opérationnel														
		4.1) Nombre de bus mis en circulation	-	-	-	-	✓	PM	PM	PM	PM	PM			N'Djamena	Etude en cours pour définir le budget
		4.2) Nombre de stations d'arrêts	-	-	-	-	✓	PM	PM	PM	PM	PM			N'Djamena	Etude en cours pour définir le budget
TOTAL ACTION 67								150	600	750	PM	PM				
Effets de l'action 67 :	1) N'Djaména optimise son trafic urbain 2) Le Bus Rapid Transit améliore la qualité des transports 3) Le Bus Rapid Traffic diminue l'utilisation des engins personnels et contribue à la baisse de la pollution (CO2) urbaine 4) De nouveaux hub commerciaux se forment dans les terminaux 5) Le trafic urbain connaît une fluidité appréciée sur la durée															
Action 68. Faciliter l'investissement dans les infrastructures de transport et de communication.	1) Renforcer la promotion le Partenariat Public-Privé dans la construction des infrastructures de transport et de communication	1) Le cadre légal de Partenariat Public-Privé est renforcé	✓	✓	✓	✓	✓	100	100	100	100	100	Infrastructures, Transport, Commerce, Administration du Territoire, Finances/plan	Présidence, Primature, SGG, Aménagement du Territoire	N'Djamena	ÉTAT : 500 000 000 PTF : en cours
	2) Organiser un forum international sur les infrastructures au Tchad	2) Un forum international sur les infrastructures est réalisé	✓	-	-	-	-	300	-	-	-	-			N'Djamena	ÉTAT : 300 000 000
	3) Réaliser des études de faisabilité	3) 37 études de faisabilité sont réalisés à l'issue du Forum pour 7406 KM	✓	-	-	-	-	37 030	-	-	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 37 030 000 000
	4) Promouvoir le financement des infrastructures par les partenaires	4) Les Projets d'infrastructures sont financés à plus de 50% par les partenaires	✓	✓	✓	✓	✓	-	-	-	-	-			Ensemble du territoire national	Aucune incidence financière

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
	5) Mettre en place un système de prêts avantageux et d'incitations fiscales afin d'encourager les investissements dans les infrastructures de transport	5) Le système de prêts avantageux et incitations fiscales est mis en place														Sous action à planifier et budgetiser par le ministere des finances
	6) Réhabiliter et construire les aéroports et aérodromes	6.1) L'Aéroport International Hassan Djamous est réhabilité,	✓	✓	-	-	-	4 000	19 478	-	-	-			N'Djamena, Amdjarass, Moundou, Abéché, Faya, Doba, Sarh, Ati, Mao.	ÉTAT : 64 860 700 745 PTF : Recherche
		6.2) Les aéroports et aérodromes MIDI d'Amdjarass, Moundou, Abéché, Faya, Doba, Sarh, Ati, Mao sont réhabilités et mis aux normes OACI ;	✓	✓	✓	✓	✓	12 972	12 972	12 972	12 972	12 972				
		6.3) L'Aéroport International de Djemaya est construit	-	✓	✓	✓	✓	-	140 134	140 134	140 134	140 134	140 134			
	7) Développer les chemins de fer	7.1) La construction de chemins de fer (ligne Ngaoundéré-N'Djamena) est effective	-	✓	✓	✓	✓	-	1 020 000	1 020 000	1 020 000	1 020 000	1 020 000			Ngaoundéré - N'Djamena, N'Ndjamena-Maiduguri, N'Djamena - Tripoli
7.2) Les études de faisabilité des lignes ferroviaires Tchad - Nigeria (N'Ndjamena-Maiduguri) - et Tchad - Libye (N'Djamena – Tripoli) sont réalisées.		-	✓	✓	✓	✓	-	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000				
TOTAL ACTION 68								54 402	1 193 684	1 174 207	1 174 207	1 174 207				
Effets de l'action 68 :	1) Le partenariat public-privé investit les secteurs de transport et des voies de communication 2) L'attractivité du secteur des transports capture de nouveaux investisseurs (nationaux & internationaux) 3) Les secteurs de transport et de communication génèrent de revenus additionnels 4) Les secteurs de transport et de communication contribuent au PIB															
TOTAL CHANTIER 8								730 587	1 865 862	1 838 049	1 833 007	1 827 307				

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
GRANDES REALISATIONS : DEVELOPPER UNE ECONOMIE RESILIENTE ET DIVERSIFIEE (CHANTIER 6)																
Impact du chantier 6 :	1) L'économie tchadienne se dynamise et répond aux besoins des populations 2) Le secteur économique enregistre une diversification des sous-secteurs valorisés 3) Le développement du Tchad porté par son économie															
Action 46 : Assurer la stabilité macroéconomique.	1) Renforcer la stabilisation de la politique budgétaire	1.1) Des mesures de contrôle de l'inflation sont mises en place 1.2) Le solde budgétaire est stable	✓	✓	✓	✓	✓	10	10	10	10	10	Finances, Mines	Présidence, Primature, SGG, Commerce	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 50 000 000
	2) Renforcer la maîtrise de la dette publique	2) Le Taux d'endettement est maîtrisé	✓	✓	✓	✓	✓	10	10	10	10	10			Ndjamena	ÉTAT : 50 000 000
	3) Mobiliser les ressources propres de manière optimale	3) Les ressources propres sont mobilisées	✓	✓	✓	✓	✓	100	100	100	100	100			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 500 000 000 PTF : en cours
	4) Soutenir le contrôle judiciaire permanent et efficace des Lois de finances (Lois de règlement)	4) Les Lois de Règlement sont annuellement transmises et adoptées	✓	✓	✓	✓	✓	8	8	8	8	8			Ndjamena	ÉTAT : 40 000 000
	5) Mettre en œuvre le Projet d'Appui au Développement Local Inclusif et Intégré au Tchad (PADLIIT) dans les Provinces de l'Ennedi ouest, Borkou Kanem, Tibesti et Wadi Fira et les projets suivants (Projet d'appui au développement des chaines de valeurs dattes et natron, Projet d'appui de renforcement des capacités commerciales de la filière karité	5) Taux d'exécution du Projet d'Appui au Développement Local Inclusif et Intégré au Tchad	✓	✓	✓	✓	-	737	982	982	982	-			Ennedi Ouest Borkou Kanem Tibesti Wadi Fira	PTF : 3 684 175 780
	6) Poursuivre le déploiement du Système Intégré de la Gestion des Finances Publiques (SIGFIP)	6) Taux de couverture/déploiement de SIGFIP dans les Provinces	✓	✓	✓	-	-	500	500	500	-	-			Toutes les Provinces	ÉTAT : 1 500 000 000 PTFs

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
	7) Créer la Société Nationale de Recouvrement des Créances	7) La Société Nationale de Recouvrement des Créances est créée et opérationnelle	✓	✓	✓	✓	✓	50	100	100	100	100	Finances, Mines	Présidence, Primature, SGG, Commerce	Ndjamena	ÉTAT : 450 000 000
	8) Mettre en place un système plus élaboré pour maîtriser le recouvrement des recettes minières	8) Recettes minières maîtrisées	✓	✓	✓	✓	✓	20	20	20	20	20			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 100 000 000
	9) Mettre en service de la facturation électronique normalisée pour une meilleure administration de la TVA	9) Régies financières digitalisées (ressources propres sont mobilisées de manière optimale)	✓	✓	✓	✓	✓	80	80	80	80	80			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 400 000 000
	10) Poursuivre le système de gestion des impôts et taxes E-Tax avec le développement du module contrôle fiscal	10) Le module de contrôle fiscal est développé dans le système E-tax	✓	✓	✓	✓	✓	20	5	5	5	5			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 40 000 000
	11) Renforcer les capacités des cadres de la Direction Générale des Impôts	11) Les capacités des cadres de la Direction Générale des Impôts sont renforcées	✓	✓	-	-	-	50	50	-	-	-			Ndjamena	ÉTAT : 100 000 000
	12) Mettre en service l'application E-enregistrement	12) L'application E-enregistrement est opérationnelle	✓	✓	✓	✓	✓	40	40	10	10	10			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 110 000 000
	13) Mettre en service l'application E-Conservation	13) L'application E-conservation est opérationnelle	✓	✓	✓	✓	✓	40	40	10	10	10	Finances, Mines	Présidence, Primature, SGG, Commerce	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 110 000 000
	14) Développer et mettre en service l'application E-Notaire	14) L'application E-notaire est enveloppée et mise en service	✓	✓	✓	✓	✓	40	40	10	10	10			Ndjamena	ÉTAT : 110 000 000
	15) Accélérer la réforme législative pour la modification des dispositifs fiscaux et douaniers	15) Les dispositifs fiscaux et douaniers sont modifiés	✓	✓	-	-	-	25	25	-	-	-			Ndjamena	ÉTAT : 50 000 000

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
	16) Poursuivre la modernisation de la Direction Générale des Douanes avec l'attribution d'un nouveau site pour la construction de l'immeuble siège de la DGD	16.1) La DGD est modernisée 16.2) un site est attribué à la DGD 16.3) le siège de la DGD est construit	✓	✓	✓	✓	✓	1 800	900	900	450	450			Ndjamena	ÉTAT : 4 500 000 000
	17) Poursuivre les travaux de mise en place du compte unique de Trésor	17) Le compte unique du trésor est fonctionnel	✓	-	-	-	-	20	-	-	-	-			Ndjamena	ÉTAT : 20 000 000
TOTAL ACTION 46								3 550	2 910	2 745	1 795	813				
Effets de l'action 46 :	1) L'économie tchadienne enregistre de faibles taux d'inflation (inférieur ou égal à 3%) 2) La situation des finances publiques est stable 3) Le Tchad respecte l'ensemble des critères de convergence multilatérale de la CEMAC 4) Le Tchad enregistre une croissance économique dynamique															
Action 47: Relancer la Politique Nationale d'Investissements	1) Améliorer le climat des affaires par la simplification et la digitalisation des procédures, l'offre d'une flexibilité fiscale et la révision de la Charte Nationale des Investissements (1 MILLIARD)	1.1) Réduction substantielle des délais de création d'entreprise 1.2) La fiscalité est plus flexible et incitative 1.3) La Charte Nationale des Investissements est révisée	✓	✓	✓	✓	✓	10	10 000	100	50	50	Commerce, Mines	Présidence, Primature, SGG, Finances	N'Djaména	ÉTAT : 10 210 000 000 PTF : PNUD/BAD/BANQUE MONDIALE/UNION EUROPEENNE/BID
	2) Réviser, élaborer et mettre en œuvre les documents de stratégie (Stratégie Nationale de Commerce, Stratégie Nationale de Développement du Secteur Privé, PDIDE, SNEF, Politique d'Appui aux Coopératives, etc.)	2) Les documents de stratégie sont révisés, élaborés et mis en œuvre	✓	✓	✓	-	-	150	150	150	-	-			N'Djaména	ÉTAT : 450 000 000 PTF : PNUD/BAD/BANQUE MONDIALE/UNION EUROPEENNE/BID
	3)Renforcer le Partenariat Public-Privé & promotion des financements alternatifs par la	3) Le nombre de projets Partenariat Public Privé augmente	✓	✓	✓	✓	✓	50	50	50	50	50			N'Djaména	ÉTAT : 250 000 000 PTF : PNUD/BAD/BANQUE MONDIALE/UNION EUROPEENNE/BID

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
	protection judiciaire des investissements															
	4) Renforcer les Accords de garanti d'investissements (voir Affaires Étrangères)	4) Les accords de garanti d'investissements sont renforcés	✓	✓	✓	✓	✓	40	40	40	40	40			N'Djaména	ÉTAT : 200 000 000
	5) Mettre en œuvre la ZLECAF & traduire les engagements du Tchad	5) Le Tchad met en œuvre la ZLECAF (Zone de Libre Échange Continentale Africaine)	✓	✓	✓	✓	✓	50	50	50	50	50			International	ÉTAT : 250 000 000 PTF : /PNUD/BAD/BANQUE MONDIALE/UNION EUROPEENNE/BID
	6) Mettre en œuvre un système national de métrologie	6) Un système national de métrologie est mis en place	✓	✓	-	-	-	50	50	-	-	-			N'Djaména	ÉTAT : 100 000 000
	7) Opérationnaliser 4 Zones Économiques Spéciales	7) 4 ZES sont opérationnelles	✓	✓	✓	✓	✓	200	200	200	200	200			N'Djaména+Logo ne+Ouaddai+Mo yen chari	ÉTAT : 1 000 000 000 PTF : PNUD/BAD/BANQUE MONDIALE/UNION EUROPEENNE/BID
	8) Créer et Opérationnaliser la chambre de commerce féminin	8) La chambre de commerce féminin est opérationnelle	✓	✓	-	-	-	60	40	-	-	-			N'Djaména	ÉTAT : 100 000 000
	9) Réactiver la Brigade de Contrôle Économique	9) La Brigade de Contrôle Économique est opérationnelle	✓	✓	-	-	-	100	100	-	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 200 000 000
	10) Renforcer le respect de la norme qualité des produits	10) Les producteurs et exportateurs respectent les normes	✓	✓	✓	✓	✓	50	50	50	50	50	Commerce, Mines	Présidence, Primature, SGG, Finances	N'Djaména	ÉTAT : 250 000 000 PTF : PNDU/BAD/BANQUE MONDIALE/UNION EUROPEENNE/BID
	11) Mettre en œuvre de la politique de désengagement de l'ÉTAT	11) Le secteur privé investit pour reprendre les entreprises publiques	✓	✓	✓	-	-	300	300	400	-	-			N'Djaména	ÉTAT : 1 000 000 000 PTF : PNDU/BAD/BANQUE MONDIALE/UNION EUROPEENNE/BID
	12) Suivre et évaluer les accords commerciaux	12) Un nombre plus important de partenaires commerciaux établi	✓	✓	✓	✓	✓	50	50	50	50	50			N'Djaména	ÉTAT : 250 000 000 PTF : PNDU/BAD/BANQUE MONDIALE/UNION EUROPEENNE/BID
	13) Réviser le code minier et ses textes d'applications	13) Le code minier et ses textes d'applications sont révisés	-	✓	-	-	-	-	600	-	-	-			N'Djamena	ÉTAT : 600 000 000

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
	14) Réviser la politique minière et élaborer le plan stratégique	14) La politique minière est révisée et le plan stratégique élaboré	✓	✓	-	-	-	70	30	-	-	-			N'Djamena	ÉTAT : 100 000 000
	15) Remplir les obligations nécessaires à l'accréditation du fonds spécial en faveur de l'Environnement (FSE)	15) Le FSE (fonds spécial en faveur de l'Environnement) est accrédité	✓	✓	-	-	-	150	100	-	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 100 000 000 PTF : 150 000 000
	16) Faire la revue globale des permis et autorisations délivrés et évaluer la régularité des sociétés bénéficiaires au regard des textes applicables	16) Répertoire des permis et autorisations à jour disponible, Régularisation de la délivrance des permis et autorisations	✓	✓	-	-	-	30	20	-	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 50 000 000
	17) Mettre en place la Commission Nationale des Mines	17) Arrêté du PM mettant en place la commission signé	✓	-	-	-	-	25	-	-	-	-			N'Djamena	ÉTAT : 25 000 000
	18) Opérationnaliser le Cadastre minier et élargir ses activités dans les services déconcentrés	18) Cadastre minier opérationnel aux niveaux central et déconcentrés, Niveau de satisfaction des exigences de l'ITIE	✓	✓	-	-	-	50	50	-	-	-			N'Djamena	ÉTAT : 100 000 000
	19) Poursuivre la mise en place des Comités de gestion de 5% des revenus minières dans les Provinces productrices	19) Décrets mettant en place les comités dans les Provinces productrices signés, Satisfaction des exigences des Communautés	✓	-	-	-	-	30	-	-	-	-			N'Djamena et zones Productrice	ÉTAT : 30 000 000
	20) Organiser le Salon International des Mines	20) Salon Organisé, Attraction des partenaires et des grandes sociétés minières	✓	-	-	-	-	100	-	-	-	-			N'Djamena	ÉTAT : 100 000 000
	21) Diversifier la coopération et le partenariat dans le domaine minier	21) Nombre des Chartes, Conventions et Protocoles d'accords signés, Niveau d'échanges et de coopérations minières amélioré	-	✓	✓	✓	✓	-	75	25	25	25			Afrique du Sud, Arabie Saoudite, Canada, Algérie, Maroc, Burkina Faso et Mali	ÉTAT : 150 000 000
	22) Adopter le code domanial et foncier	22) Le code domanial et foncier Adopté et vulgarisé	✓	-	-	-	-	40	-	-	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 40 000 000
	TOTAL ACTION 47								1 605	11 955	1 115	515			515	

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
Effets de l'action 47 :	1) Le climat des affaires est plus attractif (indicateur de la Banque Mondiale) 2) La création de nouvelles entreprises s'accélère (Développement maitrisé des activités minières) 3) Les entreprises de droit tchadien ont une durée de vie plus longue 4)Le Tchad enregistre un afflux plus important des Investissements Directs Étrangers (IDE) et crédible vis à vis des partenaires 5) Le Tchad enregistre une augmentation du PIB et des emplois 6) Amélioration significative des revenus des provinces productrices 7) Signature des Contrats de recherche et d'exploitation minière 8) Amélioration du Niveau d'investissement étranger dans le domaine minier															
Action 48 : Mettre en place un grand plan d'investissements de 3 000 milliards sur cinq années.	1) Prendre en compte les recommandations de l'évaluation du PND 2017-21	1) Les recommandations de l'évaluation du PND 2017-21 sont pris en compte	✓	-	-	-	-	50	-	-	-	-	Infrastructures, Finances, Commerce	Présidence, Primature, SGG	Ndjamena	ÉTAT : 50 000 000
	2) Finaliser le nouveau PND 2025-2029 soutenu d'une stratégie de mobilisation des ressources et de mécanisme de suivi de sa mise en œuvre	2) Le nouveau PND 2025-2029 est finalisé et soutenu d'une stratégie de mobilisation des ressources	✓	-	-	-	-	1 500	-	-	-	-			Ndjamena	ÉTAT : 1 500 000 000 PTF :
	3) Prendre en compte des investissements dans les secteurs prioritaires (infrastructures de base, désenclavement, santé, éducation, agro-industrie, transformation et la promotion de nos produits) du PND dans le budget-programme	3) Un Plan Triennal d'Investissement Public en phase avec le PND est exécuté dans le cadre du budget-programme	✓	✓	✓	✓	✓	900 000	525 000	525 000	525 000	525 000			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 3 000 000 000 000 PTF :
TOTAL ACTION 48								901 550	525 000	525 000	525 000	525 000				
Effets de l'action 48 :	1) De ressources additionnelles sont mobilisées pour la mise en œuvre du PND 2) Le niveau d'exécution des dépenses prioritaires d'investissement est élevé 3) Les dépenses d'investissement soutiennent la croissance économique et la création d'emplois															
Action 49 : Transformer les (grandes) provinces du Tchad en pôles industriels	1) Réaliser l'étude des potentiels économiques des Provinces & mise en cohérence des complémentarités interprovinciales	1) Une Étude des potentiels économiques des Provinces est réalisée	✓	✓	✓	-	-	180	180	180	-	-	Infrastructures, Finances, Commerce, Mines	Présidence, Primature, SGG	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 540 000 000 PTF :

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
et économique s	2) Créer et opérationnaliser une école des mines et de l'industrie	2) L'École des Mines et de l'Industrie est opérationnelle (Faya/Borkou)	-	✓	✓	✓	-	-	14 000	9 000	6 000	-			Faya Largeau (Borkou)	ÉTAT : 29 000 000 000
	3) Réhabiliter les industries existantes dans les provinces	3) Les industries existantes dans les provinces sont réhabilitées	✓	✓	✓	✓	✓	200	200	200	200	200			N'Djaména+Logo ne+Ouaddai+Moyen chari	ÉTAT : 1 000 000 000 PTF : PNUD/BAD/BANQUE MONDIALE/UNION EUROPEENNE/BID
	4) Faciliter la création de nouvelles unités industrielles	4) La création de nouvelles unités industrielles est facilitée	✓	✓	✓	✓	✓	50	50	50	50	50			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 250 000 000 PTF : PNUD/BAD/BANQUE MONDIALE/UNION EUROPEENNE/BID
	5) Revaloriser les acteurs exerçant dans le secteur des mines à petite échelle	5) Opérateurs encadrés & accompagnés dans le secteur des mines à petite échelle (kits techniques + Autorisation d'exploitation délivrées + unités de traitement)	-	✓	✓	✓	-	-	100	50	50	-			Toutes les Provinces du Tchad	ÉTAT : 200 000 000
	6) Construire 4 raffineries de transformation de l'or	6) 4 raffineries de transformation de l'or sont construites	✓	✓	✓	✓	✓	9 000	13 500	18 000	22 500	27 000			N'Djamena	ÉTAT : 90 000 000 000
	7) Démarrer l'exploitation pilote du fer de Hadjer Hadid	7) Le projet pilote d'exploitation du fer Hadjer Hadid est réalisé	✓	✓	✓	✓	✓	300	500	500	200	275			Hadjer Hadid	ÉTAT : 1 775 000 000
	8) Démarrer l'exploitation Pilote du Natron	8) Le projet pilote d'exploitation du Natron est réalisé	✓	✓	✓	✓	✓	300	500	200	100	34			Borkou, Lac, Kanem, etc.	ÉTAT : 1 134 175 783
	9) Réaliser les études de faisabilité pour l'exploitation du marbre, du natron, du kaolin, du gypse et du fer	9) Les études de faisabilité pour l'exploitation du marbre, du natron, du kaolin, du gypse et du fer sont réalisées	-	✓	✓	-	-	-	750	750	-	-			Borkou, sila, salamat, lac, kanem	ÉTAT : 1 500 000 000
	10) Renforcer les capacités du laboratoire de recherche géologique et minière avec extension d'une Annexe (Btibesti)	10) Extension effective du laboratoire de recherche géologique et minière	-	✓	✓	-	-	-	1 000	600	-	-			N'Djamena	ÉTAT : 1 600 000 000
TOTAL ACTION 49								10 030	30 780	29 530	29 100	27 559				

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS		
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés	
Effets de l'action 49 :	1) Les collectivités autonomes enregistrent une croissance de leurs activités économiques. 2) La création de nouveaux emplois génère des revenus additionnels. 3) Les acteurs locaux connaissent une amélioration de leurs revenus. 4) Les produits locaux (sylvo--agro-pastoraux) sont transformés. 5) La consommation nationale est autonome.																
Action 50: Mettre en place un Grand Plan industriel	1) Mettre en œuvre le Plan Directeur d'Industrialisation et de Diversification de l'Économie (PDIDE) des petites industries	1) Une stratégie nationale de développement industriel (PDIDE) est mise en place	✓	✓	✓	-	-	10	10	10	-	-	Commerce, Finances, Agriculture, Élevage, Mines, Administration Territoire	Présidence, Primature, SGG	N'Djamena	ÉTAT : 30 000 000 PTF : PNUD/BAD/BANQUE MONDIALE/UNION EUROPEENNE/BID	
	2) Mettre en place des incitations fiscales pour les secteurs prioritaires (industrie, mines, Agriculture, Élevage, pêche, gomme arabique)	2) Des incitations fiscales pour les secteurs prioritaires (industrie, mines, Agriculture, Élevage, pêche, gomme arabique) sont mises en place	✓	✓	-	-	-	50	50	-	-	-			N'Djamena	ÉTAT : 100 000 000 PTF : PNUD/BAD/BANQUE MONDIALE/UNION EUROPEENNE/BID	
	3) Créer des fonds d'investissement dédiés au Grand Plan Industriel	3) Création de fonds d'investissement dédiés au Grand Plan Industriel	✓	✓	✓	✓	✓	200	200	200	200	200			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 1 000 000 000 PTF : PNUD/BAD/BANQUE MONDIALE/UNION EUROPEENNE/BID	
	4) Opérationnaliser le Fonds pour la recherche géologique et minière créé par le code minier	4) Décret portant statut du fonds signé, le niveau d'activité de recherche géologique et minière amélioré	-	✓	-	-	-	-	600	-	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 600 000 000	
	5) Développer la recherche et l'exploitation minière industrielle et semi-industrielle	5) Conventions et contrats signés, Mines industrielles et semi-industrielles implantés	✓	✓	✓	✓	✓	200	200	200	200	200			Tchad et autres pays	ÉTAT : 1 000 000 000	
	6) Élaborer et mettre en œuvre le plan de développement des ressources humaines dans les différentes chaines de valeur minière	6) Plan de développement élaboré, capacité nationale en RH renforcée	✓	✓	✓	✓	✓	100	150	75	75	100			N'Djamena	ÉTAT : 500 000 000	

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
	7) Assurer le recouvrement des frais d'appui institutionnel et des frais de formation des Sociétés minières et des carrières en conformités avec les applicables et les conventions établies avec le Ministère	7) Niveau de ressources pour la formation et équipement disponible, le niveau de mise en œuvre effective du plan de développement des RH	-	✓	✓	-	-	-	250	250	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 500 000 000
	8) Instituer la responsabilité sociétale et environnementale des entreprises minières	8) Textes règlementaires pris, et satisfaction des communautés locales	-	✓	✓	-	-	-	300	300	-	-			N'Djamena et les autres Provinces Productrices	ÉTAT : 600 000 000
	9) Renouveler le Programme d'Appui au Développement du Secteur Minier (PADSMT 2024-2027)	9.1) Décrets de renouvellement signé 9.2) Accès au financement du Programme d'Appui au Développement du Secteur Minier (PADSMT 2024-2027)	-	✓	✓	✓	-	-	500	1 000	500	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 2 000 000 000
TOTAL ACTION 50								560	2 260	2 035	975	500				
Effets de l'action 50 :	1) La stratégie d'industrialisation est adoptée et exécutée 2) L'industrie tchadienne émerge & est compétitive 3) Les demandes nationales sont résorbées par l'industrie tchadienne 4) La réduction des importations des biens de consommation améliore la balance de paiement 5) Le secteur industriel crée des emplois et améliore les revenus 6) Contribution significative des revenus miniers à l'économie nationale 7) Amélioration de niveau national de connaissance géologique et minière 8) Ressources humaines formés, capacité logistique du ministère améliorée 9) Développement durable 10) Diversification des projets miniers opérationnels															
Action 51: Créer une Caisse des Dépôts et des Consignations.	1) Promulguer la Loi portant création de la Caisse de Dépôts et des Consignations	1) La loi portant création de la Caisse de Dépôts et des Consignations est promulguée (au plus tard juin 2025)	✓	-	-	-	-	10	-	-	-	-	Finances/Plan	Présidence, Primature, SGG, Justice, AILC, CRIEF	N'Djaména	ÉTAT
	2) Créer et opérationnaliser la Caisse de Dépôts et des Consignations	2) La Caisse de Dépôts et des Consignations est créée et opérationnelle	✓	✓	✓	✓	✓	70	100	100	100	100			N'Djaména	ÉTAT
TOTAL ACTION 51								80	100	100	100	100				

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
Effets de l'action 51 :	1) Fonds de dépôts & de consignation constitués. 2) Les ressources immobilisées sont optimisées et réinvesties.															
Action 52 : Favoriser l'émergence des start-up à travers un start-up act.	Elaborer une politique nationale de valorisation des start-up	Adoption d'un projet de politique de promotion des start-up	-	-	✓	-	-	-	-	5	-	-	Communication	Présidence, Primature, SGG, Finances	Faya, Moussoro,	ÉTAT : 5 000 000
TOTAL ACTION 52										5						
Effets de l'action 52 :	1) La politique de promotion des start-up produit des PME et PMI estimé à 100 PME et PMI à l'horizon 2029 2) Les start-up peuvent impacter positivement le PNB/PIB numérique qui va enclenché l'essor des PME/PMI à hauteur de 3% d'ici 2029 3) Les centres numériques sont construits, équipés et rendu opérationnels															
Action 53: Créer des Maisons des Entrepreneurs dans chaque province afin de favoriser le développement d'entreprises locales.	1) Promulguer la Loi créant les Maisons des Entrepreneurs	1) la Loi créant les Maisons des Entrepreneurs est promulguée	✓	✓	-	-	-	-	-	-	-	-	Commerce, Finances/Plan	Présidence, Primature, SGG, Agriculture, Élevage, Environnement, Administration Territoire, Culture, Aménagement du Territoire, Fonction Publique	N'Djaména	Aucune incidence financière
	2)Créer des Maisons d'Entrepreneurs dans les provinces	2) Des maisons des entrepreneurs créées & opérationnelles dans les 23 provinces	✓	✓	✓	✓	✓	8 500	8 500	8 500	8 500	13 600			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 47 600 000 000 PTF : PNDU/BAD/BANQUE MONDIALE/UNION EUROPEENNE/BID
	3) Créer un cadre de concertation des entrepreneurs locaux	3) Le cadre juridique & institutionnel mis en place	-	✓	✓	✓	✓	-	10	10	10	10			N'Djaména	ÉTAT : 40 000 000 PTF : PNDU/BAD/BANQUE MONDIALE/UNION EUROPEENNE/BID
	4) Inscrire et former les entrepreneurs locaux auprès desdites Maisons	4) Nombre Entrepreneurs locaux inscrits et formés	-	✓	✓	✓	✓	-	30	30	30	30			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 120 000 000 PTF : PNDU/BAD/BANQUE MONDIALE/UNION EUROPEENNE/BID
TOTAL ACTION 53								8 500	8 540	8 540	8 540	13 640				
Effets de l'action 53 :	Les Provinces connaissent une émergence des petites et moyennes entreprises															
Action 54 : Créer un Fonds Prioritaire pour l'Entrepreneuriat doté de 500	1) Créer le Fonds pour l'entrepreneuriat	1) le Fonds pour l'entrepreneuriat est créé et opérationnel	-	-	✓	✓	✓	-	-	-	-	-	Commerce, Enseignement supérieur, Finances/Plan	Présidence, Primature, SGG, Fonction Publique	N'Djaména	Aucune incidence financière
	2) Élaborer et mettre en œuvre une stratégie de mobilisation des ressources au profit du fonds	2) Les ressources du Fonds pour l'entrepreneuriat sont mobilisées progressivement	-	✓	✓	✓	✓	-	3	3	3	3			N'Djaména	ÉTAT : 120 000 000

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS		
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés	
milliards sur le quinquennat .	3) Finaliser le document de politique Nationale de l’Entrepreneuriat	3) La politique Nationale de l’Entrepreneuriat est disponible	✓	-	-	-	-	50	-	-	-	-	-			N'Djaména	ÉTAT : 50 000 000 PTF : PNDU/BAD/BANQUE MONDIALE/UNION EUROPEENNE/BID
	4) Institutionnaliser et organiser la semaine nationale de l’entrepreneuriat	4) La semaine nationale est institutionnalisée	✓	✓	✓	✓	✓	500	500	500	500	500				Ensemble du territoire national	ÉTAT : 2 500 000 000
	5) Mettre en œuvre le projet pilote d’insertion des jeunes dans l’expérimentation en agriculture et élevage	5) Le projet pilote d’insertion des jeunes dans l’expérimentation en agriculture et élevage est réalisé	✓	✓	✓	✓	✓	250	250	250	250	250				Ensemble du territoire national	ÉTAT : 1 250 000 000
	6) Former les filles aux métiers porteurs en fonction des offres d’emploi locales	6) Nombre de filles par provinces formées aux métiers porteurs	✓	✓	✓	✓	✓	20 000	20 000	20 000	20 000	9 540				Ensemble du territoire national	ÉTAT : 99 540 000 000
TOTAL ACTION 54								20 800	20 753	20 753	20 753	10 293					
Effets de l'action 54 :	1) Le financement important de l'entrepreneuriat soutient l'émergence de nouveaux acteurs économiques et améliore le PIB 2) Le Tchad forme un hub entrepreneuriat dans la sous-région																
Action 55. Engager un Grand Plan Numérique de haut débit sur Ensemble du territoire national à l'horizon 2030.	1) Mettre en place un Grand Plan Numérique de haut débit	1) Le Grand Plan Numérique de haut débit est opérationnel	✓	✓	✓	✓	✓	20 000	15 000	10 000	10 000	10 000	MCENDA, Finances/Plan, SOTEL, STPE et ADETIC	Présidence, Primature, SGG, Sécurité publique	Chefs-lieux des Régions	ÉTAT : études en cours, à déterminer PTF : 40 920 000 000 (66 millions de Dollars BM)	
	2) Redynamiser le groupe SOTEL	2,1 le Groupe SOTEL est redynamise avec la relance du réseau GSM, des réseaux fixe et l'optimisation de la fibre optique (Ndjamena-Mbéré)	✓	✓	✓	✓	✓	30 000	25 000	20 000	20 000	15 000			Chefs-lieux des Régions	ÉTAT : PTF : 40 920 000 000 (66 millions de Dollars BM)	
	3) Redynamiser la Société Tchadienne des Postes et d'Epargne (STPE)	3) La Société Tchadienne des postes et d'épargne est redynamisée par l'interconnexion du CCP au système de paiement de la BEAC, SYSTAC et SYGMA.	✓	✓	✓	-	-	1 500	1 000	500	-	-			Chefs-lieux des régions	ÉTAT : 3 000 000 000 PTF : 40 920 000 000 (66 millions de Dollars BM)	
	4) Mettre en place une feuille de route de l'interconnexion à la	4) Une feuille de route de l'interconnexion à la fibre optique est mise en place	✓	-	-	-	-	85	-	-	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 85 000 000 PTF : 40 920 000 000 (66 millions de Dollars BM)	

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
	fibre optique sur le plan national															
	5) Doter & opérationnaliser la SOTEL d'un hub du numérique	5) La SOTEL est dotée d'un hub du numérique	✓	✓	-	-	-	3 000	2 000	-	-	-			N'Djamena	ÉTAT : 5 000 000 000 PTF : 40 920 000 000 (66 millions de Dollars BM)
	6) Réaliser E-gouvernemental	6) E-gouvernemental est opérationnel : - Les structures publiques sont interconnectées - Les plateformes et services numériques publiques sont opérationnels	✓	✓	✓	✓	✓	10 000	7 000	5 000	5 000	3 000			Ensemble du territoire national	ÉTAT : PTF : 40 920 000 000 (66 millions de Dollars BM)
	7) Poursuivre la réalisation des centres communautaires numériques	7) Les 15 centres communautaires numériques sont créés et opérationnels	✓	✓	✓	✓	✓	2 000	1 000	1 000	700	500			MONGO - ABECHE - BILTINE - DOBA - AMDJARASS - BONGOR - KALAIT - MOUNDOU - MAO - AM-TIMAN - LAI - BOL - GOZ BEIDA - ATI - PALA	ÉTAT : 5 200 000 000 PTF : 40 920 000 000 (66 millions de Dollars BM)
	8) Mettre en œuvre le Projet de transformation numérique	8) Taux d'exécution du Projet	✓	✓	✓	✓	✓	-	-	-	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 1 517 674 605 112 (Budget global du projet dans lesquels nous retrouvons les composantes de l'action 55 qui la compose)
TOTAL ACTION 55								66 585	51 000	36 500	35 700	28 500				
Effets de l'action 55 :	1) L'ensemble du territoire national connecté au haut débit 2) Le haut débit rehausse l'activité technologique, économique et commerciale 3) la souveraineté numérique est atteinte															
TOTAL CHANTIER 6								1 013 260	653 298	626 323	622 478	606 920				

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
GRANDES REALISATIONS : PROMOUVOIR LES MERVEILLES CULTURELLES ET TOURISTIQUES DU TCHAD (CHANTIER 12)																
Impact du chantier 12 :	1) Le Tchad devient une destination touristique privilégiée 2) Le patrimoine culturel et touristique du Tchad est attractif et productif des dividendes économiques															
Action 90 : Lancer une initiative de réappropriation du récit national.	1) Créer un comité scientifique pluridisciplinaire qui fixe les axes du récit national	1) Le comité scientifique pluridisciplinaire créé, fixe les axes du récit national	✓	✓	-	-	-	25	10	-	-	-	Enseignement supérieur, Éducation, Culture	Présidence, Primature, SGG, Parlement, Finances/Plan	N'Djamena	ÉTAT : 35 000 000
	2) Vulgariser le registre et la production du rapport scientifique	2) Le registre du récit national et rapport scientifique validés	-	✓	-	-	-	-	100	-	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 100 000 000
	3) Élaborer le récit national	3) Le récit national élaboré et vulgarisé aux échelles	-	✓	✓	-	-	-	1 000	1 000	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 2 000 000 000
	4) Affirmer la souveraineté du Tchad à la relecture de son histoire	4) La souveraineté du Tchad à la relecture de son histoire est affirmée à travers la réforme de ses programmes de formation.	-	✓	-	✓	-	-	45	-	40	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 85 000 000
	5) Intégrer le récit national dans le curricula de formation.	5) Le récit national intégré dans les curricula réformés	-	-	-	✓	✓	-	-	-	500	2 000			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 2 500 000 000
	6) Préserver et valoriser les archives nationales issues du fonds colonial (1895-1959) et post colonial (1960-1988)	6) Les archives nationales du fond colonial (1895-1958) et post colonial (1960-1988) sont reconstituées	✓	✓	✓	✓	✓	300	1 000	1 000	600	1 000			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 3 900 000 000
	7) Mettre en place une base de données des archives nationales	7) La base de données des archives nationales est constituée et sécurisée	-	✓	✓	✓	✓	-	500	700	700	500			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 2 400 000 000
	8) Numérisation des archivages nationales	8) Les archives nationales sont numérisées, publiées et vulgarisées	-	✓	✓	✓	-	-	1 000	1 000	500	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 2 500 000 000
TOTAL ACTION 90								325	3 655	3 700	2 340	3 500				
Effets de l'action 90 :	1) Le Tchad dispose d'un document consensuel de récit national 2) Le Tchad vulgarise le registre de son récit national dans les principaux vecteurs 3) L'ÉTAT tchadien reconstitue les mémoires communautaires historiques pré coloniales & post coloniale de la rencontre des cultures & des peuples															

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
	4) L'offre éducative du Tchad enseigne et vulgarise le récit national tel le sédiment à la fabrique d'une communauté nationale/nation 5) L'ÉTAT tchadien réussit les réparations mémorielles par des mécanismes de la justice transitionnelle															
Action 91 : Rédiger l'histoire du Tchad.	1) Identifier des experts et personnes ressources capables de rédiger l'Histoire du Tchad	1) Des experts et personnes ressources capables de rédiger l'histoire du Tchad sont identifiés ;	✓	✓	✓	✓	✓	50	150	150	150	150	Enseignement supérieur, Education, Culture	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan, Parlement	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 650 000 000
	2) Écrire l'Histoire du Tchad	2) Un comité scientifique pluridisciplinaire est constitué pour écrire l'histoire du Tchad	✓	✓	✓	✓	✓	20	50	50	50	50			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 220 000 000
	3) Affirmer la souveraineté du Tchad à la réécriture de son histoire	3) La souveraineté du Tchad à la réécriture de son histoire affirmée	✓	✓	✓	✓	✓	15	50	50	50	50			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 215 000 000
	4) Intégrer l'Histoire du Tchad dans les curricula	4) L'histoire du Tchad intégrée dans les curricula pédagogiques	✓	✓	✓	✓	✓	15	50	50	50	50			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 215 000 000
TOTAL ACTION 91								100	300	300	300	300				
Effets de l'action 91 :	1) Le Tchad restitue fidèlement (réduction des falsifications) sa fabrique historique 2) Le Tchad décolonise son Histoire 3) Le Tchad réaffirme la notoriété de son histoire globale 4) L'histoire du Tchad est vulgarisée dans les milieux scolaires, universitaires, scientifiques, culturels, etc.															
Action 92 : Mettre en place un Fonds de développement culturel de 100 Milliards sur le Quinquennat.	1) Identifier les mécanismes de mise en place du Fonds et initier les textes de création et de fonctionnement y afférents.	1) les mécanismes de mise en place du Fonds et les textes de création et de fonctionnement sont disponibles.	✓	✓	-	-	-	15	35	-	-	-	Finances/Plan, Culture, Commerce	Présidence, Primature, SGG, PTF	N'Djamena	ÉTAT : 50 000 000
	2) Identifier les partenaires de mise en œuvre (les organisations culturelles et artistiques) et les partenaires d’appui (partenaires techniques et financiers)	2) les partenaires de mise en œuvre (les organisations culturelles et artistiques) et les partenaires d’appui (partenaires techniques et financiers) sont mobilisés	✓	✓	-	-	-	25	25	-	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 50 000 000
	3) Opérationnaliser le fonds de développement culturel	3) Le Fonds de développement culturel est opérationnel	-	-	✓	✓	✓	-	-	20 000	35 000	45 000			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 100 000 000 000

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
	4) Restructurer et opérationnaliser les structures d'accueil	4) Les structures d'accueil sont restructurées et opérationnalisées	-	✓	✓	✓	✓	-	-	-	-	-			Ensemble du territoire national	Aucune incidence financière
	5) Instaurer le E-Visa pour les touristes à l'aéroport Hassan Djamouss	5) E-visa pour les touristes est opérationnel à l'aéroport	-	✓	✓	✓	✓	-	Après étude de faisabilité en cours	Après étude de faisabilité en cours	Après étude de faisabilité en cours	Après étude de faisabilité en cours			Ensemble du territoire national	Budget après étude de faisabilité en cours
	6) Supprimer le décret interdisant la prise des taxes des touristes	6) Le décret interdisant la prise des taxes des touristes est abrogé	-	✓	✓	✓	✓	-	-	-	-	-			Ensemble du territoire national	Aucune incidence financière
	7) Soutenir la participation du Tchad au Salon des Pays à forte prédominance économique et culturelle	7) La participation du Tchad aux Salons est soutenus.	✓	✓	✓	✓	✓	300	500	500	500	500			International	ÉTAT : 2 300 000 000
TOTAL ACTION 92								340	560	20 500	35 500	45 500				
Effets de l'action 92 :	1) Le Tchad impulse l'essor de son industrie culturelle 2) Les attractivités touristiques et artisanales produisent de nouveaux dividendes économiques															
Action 93 : Créer l'Agence Nationale des Industries Culturelles et Créatives.	1) Créer et opérationnaliser l'Agence Nationale des Industries Culturelles, Artisanales et Créatives	1) Une Agence Nationale des Industries Culturelles, Artisanales et Créatives créée & opérationnelle	✓	✓	✓	✓	✓	10	500	2 000	1 000	2 000	Culture, Commerce, Finances/Plan, SGG	Présidence, Primature, Parlement	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 5 510 000 000
	2) Structurer le secteur des industries culturelles et créatives	2) Les acteurs du secteur sont structurés et promus aux échelles extérieures	-	✓	✓	✓	✓	-	200	100	200	200			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 700 000 000
	3) Restructurer le secteur (programme, création des résidences d'artistes, formation, financement, promotion).	3) Le secteur (programme, création des résidences d'artistes, formation, financement, promotion) est restructuré et rentabilisé	-	✓	✓	✓	✓	-	800	800	1 000	1 000			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 3 600 000 000
TOTAL ACTION 92								10	1 500	2 900	2 200	3 200				
Effets de l'action 93 :	1) Le Tchad détient des labels culturels standardisés & vulgarisés à l'international. 2) Le Tchad célèbre son potentiel culturel & des créativité.															

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
Action 94 : Créer un Grand Musée National.	1) Élaborer les plans de création et de construction du Grand Musée National (plan architectural, études techniques, etc.).	1) Les plans de création et de construction du Grand Musée National (plan architectural, études techniques, etc.) sont disponibles	-	✓	-	-	-	-	100	-	-	-	Culture, Affaires étrangères, Commerce, Finances/Plan, SGG	Présidence, Primature, Parlement	N'Djamena	ÉTAT : 100 000 000
	2) Identifier les partenaires de mise en œuvre (partenaires techniques et financiers, Banque, etc.)	2) Les partenaires de mise en œuvre (partenaires techniques et financiers, Banque, etc.) sont identifiés	-	✓	-	-	-	-	100	-	-	-			International	ÉTAT : 100 000 000
	3) Construire et équipé le Grand Musée National	3) Le Grand Musée National est construit et équipé	-	✓	✓	✓	-	-	5 000	5 000	8 000	-			N'Djamena	ÉTAT : 18 000 000 000
	4) Créer un Musée militaire	4) Un Musée militaire est créé et chargé des symboles	-	-	✓	✓	✓	-	-	1 500	1 500	3 000			N'Djamena	ÉTAT : 6 000 000 000
	5) Élaborer une feuille de route à court terme du rapatriement du patrimoine artistique et culturel (identité nationale) au Tchad	5) Une feuille de route à court terme du rapatriement du patrimoine artistique et culturel (identité nationale) du Tchad est co-signé	✓	✓	-	-	-	95	275	-	-	-			International	ÉTAT : 370 000 000
	6) Financer les opérations de rapatriement du patrimoine externalisé (pré/post colonisation)	6) Les opérations de rapatriement du patrimoine externalisé (pré/post colonisation) sont financées	✓	✓	✓	✓	✓	55	1 000	2 000	2 000	4 000			International	ÉTAT : 9 055 000 000
TOTAL ACTION 94								150	6 475	8 500	11 500	7 000				
Effets de l'action 94 :	1) Le Tchad rapatrie son patrimoine national externalisé 2) Le Tchad dispose de son patrimoine national internalisé dans le GMN 3) Le Tchad réussit la sauvegarde & la conservation du patrimoine culturel															
Action 95 : Bâtir une Cité Panafricaine des Arts, du Patrimoine et de la Culture.	1) Élaborer les plans de création et de construction du CPAPC (plan architectural, études techniques, etc.).	1) Les plans de création et de construction du CPAPC (plan architectural, études techniques, etc.) sont disponibles	-	x	-	-	-	-	145	-	-	-	Culture, Affaires étrangères, Commerce, Finances/Plan	Présidence, Primature, Parlement, SGG, Aménagement du territoire	N'Djamena	ÉTAT : 145 000 000

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
	2) Identifier les partenaires de mise en œuvre (partenaires techniques et financiers, Banque, etc.) et construire la cité des arts, du patrimoine et de la Culture	2) Les partenaires de mise en œuvre (partenaires techniques et financiers, Banque, etc.) sont identifiés	-	x	x	x	-	-	975	9 000	9 000	-			International	ÉTAT : 18 975 000 000
	3) Restructurer le secteur des Arts, Patrimoine et de la Culture	3) Le secteur des Arts, Patrimoine et de la Culture restructurée	-	-	x	x	x	-	435	877	986	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 2 298 000 000
	4) Internaliser le programme des APC dans les curricula universitaires tchadiens.	4) Le Programme des APC est intégré dans les curricula universitaires tchadiens	-	-	✓	✓	-	-	100	600	600	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 1 300 000 000
	5) Prendre le décret de (l'École Nationale d'Enseignement Artisanal et des Arts Appliqués (ENEAAP)	5) L'École Nationale d'Enseignement Artisanal et des Arts Appliqués (ENEAAP) est opérationnelle	-	✓	✓	-	-	-	-							Aucune incidence financière
TOTAL ACTION 95									1 655	10 477	10 586					
Effets de l'action 95 :	1) L'état tchadien valorise son potentiel artisanal et rentabilise son patrimoine culturel 2) Des dividendes additionnels brassés améliorent les capacités économiques des acteurs du secteur															
Action 96 : Investir dans les infrastructures culturelles modernes.	1) Études et mobilisation de fonds pour la construction de dix (10) Centres Culturels à N'Djamena et rénovation et redynamisation des Maisons de Culture dans les Provinces	1) les résultats des études et les fonds pour la construction de dix (10) Centres Culturels à N'Djamena, rénovation et redynamisation des Maisons de Culture dans les Provinces sont disponibles	✓	✓	✓	✓	✓	400	20 000	20 000	25 000	40 000	Culture, Infrastructures	Présidence, Primature, SGG, Aménagement, Finances/Plan	N'Djamena	ÉTAT : 105 400 000 000
	2) Créer, préserver et rénover les nouveaux espaces culturels	2) 10 nouveaux espaces culturels créés, préservés et rénovés	✓	✓	✓	✓	✓	1 000	7 000	7 000	7 000	8 000			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 30 000 000 000
	3) Encourager la création des Maisons	3) 3 des Maisons de production/disques audio-visuels créées	-	✓	✓	✓	-	-	1 000	1 000	1 000	-			N'Djamena	ÉTAT : 3 000 000 000

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
	de production/disques audio-visuels															
	4) Soutenir le développement du Bureau des Droits d'Auteur	4) Le Bureau du Droit des Auteurs est financé annuellement et autonome	✓	✓	✓	✓	-	100	990	750	500	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 2 340 000 000
TOTAL ACTION 96								1 500	28 990	28 750	33 500	48 000				
Effets de l'action 96 :	1) Les infrastructurelles culturelles modernes diversifient les sources de revenus 2) Création des emplois additionnels & essor des PME dans le secteur de la culture															
Action 97 : Faire de l'éducation artistique et culturelle un enjeu pédagogique.	1) Promouvoir l'Éducation artistique et culturelle à travers des activités de formation, de sensibilisation de masse et de leur intégration dans les curricula scolaires	1) La promotion de l'Éducation artistique et culturelle à travers des activités de formation, de sensibilisation de masse et leur intégration dans les curricula scolaires est effective	-	✓	✓	✓	✓	-	1 000	700	700	500	Culture, Éducation nationale, Enseignement supérieur	Présidence, Primature, Parlement, SGG	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 2 900 000 000
	2) Augmenter les subventions pour les écoles et organisations offrant des programmes éducatifs extra scolaires en art et culture garantissant un accès équitable à une éducation artistique de qualité pour tous les jeunes	2) Les subventions pour les écoles et organisations, offrant des programmes éducatifs extra scolaires en art et culture garantissant l'accès équitable à une éducation artistique de qualité aux jeunes augmentées (valeur estimée)	-	✓	✓	✓	✓	-	3 000	3 000	5 000	4 000			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 15 000 000 000
	3) Former les enseignants en éducation artistique & culturelle (ENI, ENS)	3) Nombre des enseignants en éducation artistique et culturelle formés	-	✓	✓	✓	✓	-	250	200	200	150			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 800 000 000
	4) Restaurer l'organisation de la semaine nationale culturelle et des colonies de vacances des élèves	4.1) La semaine nationale culturelle est systématisée 4.2) L'organisation des colonies de vacances des élèves est systématisée	-	✓	✓	✓	✓	-	800	800	800	800			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 3 200 000 000
TOTAL ACTION 97									5 050	4 700	6 700	5 450				

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
Effets de l'action 97 :	1) L'offre pédagogique vulgarise les arts & cultures tchadiens 2) Le Tchad enregistre l'éclosion des talents artistiques & culturels compétitifs															
Action 98 : Créer de nouvelles réserves naturelles et de parcs nationaux.	1) Financer le Schéma Directeur d'Aménagement de Développement Durable du Tourisme, du Business Plan de l'aménagement des sites touristiques, d'études de faisabilités et de mise en œuvre des projets touristiques structurants (Construction et/ou réhabilitation des hôtels et sites touristiques, École Nationale Supérieure du Tourisme et de l'Hôtellerie, projets de Tourisme durable)	1) le financement du Schéma Directeur d'Aménagement de Développement Durable du Tourisme, du Business Plan de l'aménagement des sites touristiques, d'études de faisabilités et de mise en œuvre des projets touristiques structurants (Construction et/ou réhabilitation des hôtels et sites touristiques, École Nationale Supérieure du Tourisme et de l'Hôtellerie, projets de Tourisme durable) est effectif	✓	✓	✓	✓	✓	800	55 000	55 000	110 000	110 000	Environnement, Aménagement, Administration du territoire, Tourisme	Présidence, Primature, Parlement, SGG, Affaires étrangères, Finances/Plan, Agriculture et élevage	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 330 800 000 000
	2) Faire la promotion du tourisme intérieur	2) La promotion du tourisme intérieur est réalisée	✓	✓	✓	✓	✓	300	2 000	2 000	3 000	2 000			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 9 300 000 000
	3) Réaliser un diagnostic des nouveaux sites touristiques	3.1) Trois études de diagnostic de nouveaux sites touristiques réalisées 3.2) Augmentation des superficies des aires protégées de 10%	-	✓	✓	-	-	-	200	100	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 300 000 000
	4) Créer et conserver les aires protégées (parc nationaux, réserves de faune, réserves communautaires, réserves halieutiques, etc.)	4) Création de dix nouvelles aires protégées (Massif de kapka/Ennedi Est et Wadi fira, Aouk/Salamat, Ndam/Tandjilé, Kouh /Logone Oriental, Doum doum/Lac, Aboutelfan/Guera Daffra/Tandjilé/Logone Occidentale, Nanguigoto/MKE, Dembo-Marou/Moyen Chari), Manga Eguey/Transfrontalier	✓	✓	✓	✓	✓	200	800	1 200	1 200	800			Massif de kapka/Ennedi Est, Wadi fira, Aouk/Salamat, Ndam/Tandjilé, Kouh /Logone Oriental, Doum doum/Lac, Aboutelfan/ Guera Daffra/ Tandjilé/ Logone Occidentale, Nanguigoto/MKE, Dembo-Marou/ Moyen Chari), Manga Eguey/ Transfrontalier	ÉTAT : 3 360 000 000 PTF : 640 000 000 (à mobiliser)

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
Action 98 : Créer de nouvelles réserves naturelles et de parcs nationaux.	5) Valoriser et protéger les zones humides et aires/écosystèmes fragiles	5.1) Quatre (4) Corridors créés (corridor Nord Zakouma/Salamat/Guera, Corridor Manda-Siniaka Minia/Moyen Chari/Guera, Corridor Aboutelfan Siniaka Minia/Guera, Corridor Sena Oura et Binder Léré/Mayo Kebbi Ouest),	✓	✓	✓	-	-	600	1 200	1 200	-	-	Environnement, Aménagement, Administration du territoire, Tourisme	Présidence, Primature, Parlement, SGG, Affaires étrangères, Finances/Plan, Agriculture et élevage	corridor Nord Zakouma/Salamat/Guera, Corridor Manda-Siniaka Minia/Moyen Chari/Guera, Corridor Aboutelfan Siniaka Minia/Guera, Corridor Sena Oura et Binder Léré/Mayo Kebbi Ouest,	ÉTAT : 2 400 000 000 PTF : 600 000 000 (à mobiliser)
		5.2) Trois (03) Blocs de Chasse : Zakouma/Salamat/Guera, Ooadi Rimé Ouadi Hachim/Batha, Sena Oura/Salmata/Moya Kabbi Ouest	✓	✓	✓	✓	-	500	600	600	600	-			Zakouma/Salamat/Guera, Ooadi Rimé Ouadi Hachim/Batha, Sena Oura/Salmata/Moya Kabbi Ouest	ÉTAT : 1 840 000 000 PTF : 460 000 000 (à mobiliser)
		5.3) Trois (3) Schémas d'aménagement des zones de Corridors	✓	✓	✓	-	-	300	400	800	-	-			*Corridor Manda-Siniaka Minia/Moyen Chari/Guera, *Corridor Aboutelfan Siniaka Minia/Guera, *Corridor Sena Oura et Binder Léré/Mayo Kebbi Ouest,	ÉTAT : 1 200 000 000 PTF : 300 000 000 (à mobiliser)
		6) Réhabiliter le parc de Zakouma (Salamat) et de Manda (Moyen Chari)	✓	✓	✓	-	-	500	750	750	-	-			Zakouma et de Manda	ÉTAT : 1 600 000 000 PTF : 400 000 000 (à mobiliser)
	7) Constituer des brigades communautaires et les rendre opérationnelles	7) 7 Brigades communautaires constituées et opérationnelles	✓	✓	✓	-	-	500	2 000	2 000	-	-			Parc National de Zakouma, Manda, Sena - oura, Zah-Soo, Siniaka Minia, Wadi Rimé - Wadi Hachim, Reserve naturelle	ÉTAT : 4 000 000 000 PTF : 1 000 000 000 (à mobiliser)

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS		
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés	
																et culturelle de l'Ennedi	
	8) Développer les Programmes de foresterie/conservation communautaire	8) 23 Programmes de foresterie/conservation communautaire développé	✓	✓	✓	✓	✓	500	1 125	1 125	1 125	1 125				Ensemble du territoire national	ÉTAT : 3 660 000 000 PTF : 340 000 000 (à mobiliser)
TOTAL ACTION 98								4 200	64 075	64 775	115 925	113 925					
Effets de l'action 98 :	1) Les espèces fauniques et végétales se réintroduisent et se reconstruisent dans leurs bassins vitaux, à l'avantage des équilibres écosystémiques 2) Les communautés développent une conscience responsable à la protection et la conservation de la biodiversité 3) Les communautés participent aux initiatives locales & collectives de protection et de conservation des écosystèmes																
Action 99 : Favoriser les investissements dans le secteur touristique.	1) Organisation des états généraux de l'Artisanat	1) Les états généraux de l'Artisanat sont réalisés et le rapport disponible	-	✓	-	-	-	-	700	-	-	-	Environnement, Aménagement, Commerce, Administration du territoire	Présidence, Primature, Parlement, SGG, Affaires étrangères, Finances/Plan, Défense et Sécurité	N'Djamena	ÉTAT : 700 000 000	
	2) L'opérationnalisation de l'École Nationale d'Enseignement Artisanal et des Arts Appliqués (ENEAAP)	2) L'École Nationale d'Enseignement Artisanal et des Arts Appliqués est opérationnelle (ENEAAP)	-	✓	✓	✓	✓	-	800	800	800	800			N'Djamena	ÉTAT : 3 200 000 000	
	3) Organisation du recensement Général des artisans	3.1) Le recensement Général des artisans est effectif 3.2) Base de données des artistes informatisés et disponibles	-	✓	-	-	-	-	250	-	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 250 000 000	
	4) Réactualiser la stratégie de promotion du tourisme au Tchad	4) La stratégie de promotion du tourisme au Tchad est réactualisée	-	✓	-	-	-	-	90	-	-	-			N'Djamena	ÉTAT : 90 000 000	
	5) Élaborer un code d'investissement touristique spécifique (Charte d'Investissement, Levier d'établissement)	5) Un code d'investissement touristique est élaboré et opérationnel	-	✓	-	-	-	-	80	-	-	-			N'Djamena	ÉTAT : 80 000 000	
TOTAL ACTION 99									1 920	800	800	800					
Effets de l'action 99 :	1) Le Tchad développe l'écotourisme, producteur des dividendes locaux & nationaux 2) Les sites touristiques enregistrent une croissance forte des nouveaux emplois du secteur touristique 3) Le tourisme tchadien contribue à la création des richesses diversifiées																

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
Action 100 : Développer les circuits touristiques de découverte des merveilles culturelles.	1) Mettre en valeur des sites historiques, monuments, musées	1.1) 25 monuments et musées mis en valeur 1.2) Les sites touristiques sont aménagés (Archi, Ghottio, Emi-Koussi, Toundja natron etc.)	-	✓	✓	✓	✓	-	975	900	1 000	900	Culture & Tourisme, Environnement, Aménagement, Commerce, Transport, Administration du territoire	Présidence, Parlement, SGG, Affaires étrangères, Finances/Plan, PTF	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 3 775 000 000
	2) Soutenir la réalisation des événements culturels nationaux	2) 30 événements culturels nationaux encadrée et soutenue	✓	✓	✓	✓	✓	400	2 000	2 000	2 000	2 000			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 8 400 000 000
	3) Mise en œuvre du Document de la Politique Culturelle du Tchad	3) Le Document de la Politique Culturelle du Tchad est mise en œuvre	✓	✓	✓	✓	✓	500	1 000	3 000	3 000	3 000			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 10 500 000 000
	4) Responsabiliser les communautés locales à la préservation et à la promotion du patrimoine (matériel)	4) Les communautés locales responsables participent à la préservation et à la promotion du patrimoine (matériel & immatériel) tchadien	✓	✓	✓	✓	✓	100	300	300	300	300			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 1 300 000 000
	5) Dresser l'inventaire du patrimoine Culturel immatériel du Tchad	5) L'inventaire du patrimoine culturel immatériel est effectuée.	✓	✓	-	-	-	100	400	-	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 500 000 000
	6) Recenser les potentialités touristiques aux fins de tracer les circuits touristiques	6) 15 potentialités touristiques recensées (sites touristiques, culturels, naturels, etc.) aux fins de tracer les circuits touristiques	-	✓	✓	-	-	-	200	250	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 450 000 000
	7) Créer et opérationnaliser une école supérieure de tourisme, de l'hôtellerie et du patrimoine	7) Une école supérieure de tourisme, de l'hôtellerie et du patrimoine est créée et opérationnalisée	-	✓	✓	✓	-	-	100	250	400	-			N'Djamena	ÉTAT : 750 000 000
	8) Mettre en valeur les Musées des Provinces	8.1) ÉTAT des lieux des Musées des Provinces est réalisé et Rapport vulgarisé 8.2) 150 agents spécialisés déployés dans les Musées provinciaux pour leur revitalisation 8.3) 400 patrimoine immatériel et matériel restauré et sauvegardé 8.4) Registre des objets (matériels et immatériels) constitué et numérisé	✓	✓	✓	✓	✓	55	280	750	800	1 000			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 2 885 000 000

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
TOTAL ACTION 100								1 155	5 255	7 450	7 500	7 200				
Effets de l'action 100 :	1) Les merveilles culturelles sont réappropriées par la communauté nationale 2) Les communautés capitalisent de la rencontre des "ailleurs globaux" (brassages culturels) 3) Le secteur enregistre une forte émergence des ambassadeurs 4) Les communautés locales diversifient leurs revenus par le développement de l'écotourisme															
TOTAL CHANTIER 12								7 780	119 435	152 852	226 851	234 875				



03 SECTEUR RURAL

- ▶ Production et industrialisation agricole
- ▶ Élevage et production animale
- ▶ Environnement, pêche et développement durable

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
GRANDES REALISATIONS : INDUSTRIALISER NOTRE AGRICULTURE ET NOTRE ELEVAGE (CHNATIER 9)																
Impact du chantier 9 :	1) Le Tchad garantit son autosuffisance alimentaire 2) Les secteurs agricoles contribuent à l'essor industriel & économique															
Action 69: Créer une chaîne de valeurs dans la filière de l'élevage.	1) Créer trois complexes laitiers et opérationnaliser un existant (Mandalia, Complexe industriel), (Djermaya, Am-timan, Kalait)	1) Trois complexes laitiers créés à Djermaya, Am-timan, Kalait et Mandalia opérationnels	✓	✓	✓	✓	-	2 000	20 000	5 000	5 000	-	Ministère de l'Élevage, Environnement	Présidence, Primature, Ministère SGG, Finances/Plan, Commerce, Agriculture	Mandalia, Djermaya, Am-timan, Kalait.	ÉTAT : 6 400 000 000 PTF : 25 600 000 000 à rechercher 01 en cours, 03 à rechercher
	2) Accompagner les acteurs du secteur et des organisations professionnelles	2) Trois (3) fédérations du secteur et les organisations professionnelles sont restructurés.	-	✓	-	-	-	-	100	-	-	-			Ensemble du territoire national	PTF : A rechercher PF :100%
	3) Améliorer de manière optimale les conditions d'exploitation des chaînes de valeurs	3) Chaînes de valeurs (production, transformation, conservation, transport, commercialisation et consommation) assurées et sécurisées	✓	✓	✓	✓	-	2 000	3 422	3 000	5 000	-			N'Djamena, Chari-Baguirmi, Hadjer-Lamis, Logone occidentale, Logone Oriental, Mandoul et Tandjilé	ÉTAT : 1 342 200 000 PTF : Annoncé 90% = 12 079 800 000
	4) Vulgariser les meilleures pratiques de production animale auprès des éleveurs	4) 5 ateliers zonaux sont organisés pour vulgariser les bonnes pratiques en élevage	-	✓	-	-	-	-	300	-	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 300 000 000
	5) Renforcer la recherche dans le secteur (nutrition & génétique et santé animales)	5) Cinq (5) études sur la nutrition, la santé et la reproduction animales sont disponibles	-	✓	-	-	-	-	300	-	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 300 000 000
	6) Renforcer les moyens de prévention et de prise en charge des maladies zoonotiques.	6) La peste des petits ruminants éradiquée et les autres maladies animales contrôlées.	✓	✓	✓	✓	✓	2 000	4 000	4 000	3 000	2 000			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 3 000 000 000 PTF : 12 000 000 000 annoncé
	7) Equiper et connecter le secteur au marché international (systèmes d'informations, etc.)	7) Le secteur d'élevage équipé et connecté au marché international (SIM-Bétail)	-	✓	-	-	-	-	500	-	-	-			N'Djamena	PTF : Annoncé PF : 100%

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
	8) Créer les périmètres pastoraux et développement des cultures fourragères (Ifénath/Batha, Bachom/Hadjer Lamis, Nord Kanem)	8) Trois (3) périmètres pastoraux créés intégrant des cultures fourragères	-	✓	✓	✓	-	-	10 000	40 000	10 000	-	Ministère de l'Elevage, Environnement	Présidence, Primature, Ministère SGG, Finances/Plan, Commerce, Agriculture	Batha (Ifénath), Hadjer-Lamis (Bachom) et le Nord Kanem	ÉTAT : 6 000 000 000 PTF : 54 000 000 000 à rechercher
	9) Créer les complexes industriels des abattoirs (Batha, Ouaddaï, Ennedi est) & opérationnalisation optimale de l'existant (Mandalia)	9) Trois (3) complexes industriels des abattoirs (viande, peau, corne) créés et Trois (3) existants rendus opérationnels (1)	✓	✓	✓	✓	✓	9 000	40 000	5 000	3 000	3 000			ATI, Abéché, Amdjarass, Moundou et Djarmaya	ÉTAT : 14 400 000 000 PTF : 45 600 000 000 à rechercher
	10) Doter le Tchad d'un code pastoral (Organiser cinq ateliers zonaux et un atelier national pour moderniser et adapter la législation pastorale aux réalités du terrain)	10) Le code pastoral est promulgué	✓	-	-	-	-	200	-	-	-	-			Ensemble du territoire national	Annoncé par les PTFs à hauteur de 100%
	11) Mettre en place le Label Tchad de tous les produits d'élevage exportés et le promouvoir.	11) Système de labélisation et de certification des produits et sous-produits d'origine animale est mis en place	✓	-	-	-	-	500	-	-	-	-			N'Djamena	ÉTAT : 500 000 000 PTF : A rechercher
	12) Développer une stratégie de gouvernance des conflits liés aux ressources naturelles (agriculteurs/éleveurs/pêcheurs) résultant du changement climatique et de l'explosion démographique	12) La stratégie de gouvernance de conflits agriculteurs - éleveurs développée (comité de prévention et de gestion des conflits créées et redynamisés dans les 23 provinces)	✓	✓	-	-	-	300	200	-	-	-			N'Djamena	ÉTAT : 500 000 000 PTF : A rechercher
	13) Installer quatre unités industrielles de production d'aliments du bétail (Lac, Mandoul, Salamat, Wadi Fira)	13) Quatre (4) usines d'aliments du bétail sont installées (Lac, Mandoul, Salamat, Wadi Fira)	✓	✓	✓	✓	✓	500	2 500	4 000	1 000	1 000			Bol, Koumra, Am-Timane et Biltine	ÉTAT : 9 000 000 000 PTF : A rechercher
	14) Optimiser les données statistiques de l'élevage	14) Les données sont réactualisées par des services opérationnel	-	✓	-	-	-	-	200	-	-	-			Ensemble du territoire national	Annoncé PF : 100%

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
	15) Réactualiser les conventions/accords sociaux pour limiter les conflits agriculteurs-éleveurs	15) Les conflits agriculteurs-éleveurs sont limités par les conventions/accords sociaux réactualisés	-	✓	-	-	-	-	200	-	-	-	Ministère de l'Élevage, Environnement	Présidence, Primature, Ministère SGG, Finances/Plan, Commerce, Agriculture	Ensemble du territoire national	Annoncé PF : 100%
	16) Initier les agriculteurs à la culture systématique des fourrages dans les exploitations individuelles	16) Les agriculteurs sont initié à la culture systématique des fourrages dans les exploitations individuelles	✓	✓	✓	✓	✓	200	200	100	400	300			Ensemble du territoire national	Annoncé PF : 100%
	17) Construire et équiper 04 Débarcadères pour la conservation de poisson (Bol/Lac, Boum-Kebbir/Lac Iro, Lougoue Gana/Chari et Bousso/Loug Chari)	17) 04 Débarcadères sont construits et équipés	✓	✓	✓	✓	✓	200	300	300	300	300			Bol/Lac, Boum-Kebbir/Lac Iro, Lougoue Gana/Chari et Bousso/Loug Chari	ÉTAT : 1 120 000 000 PTF : 280 000 000
	18) Réhabiliter 08 Débarcadères (Guitté et Mahada/Haraz- albiar, Léré/Lac Léré, Sarh/Barh Koh, Kouno/Loug Chari, Yao/Fitri, Bongor/Mayo Boné, 6 ^{ème} Arrondissement/Ndjame na)	18) 08 Débarcadères réhabilités	✓	✓	✓	✓	✓	200	400	400	300	300			Guitté et Mahada/Haraz-albiar, Léré/Lac Léré, Sarh/Barh Koh, Kouno/Loug Chari, Yao/Fitri, Bongor/Mayo Boné, 6 ^{ème} Arrondissement/Ndjame na	ÉTAT : 1 280 000 000 PTF : 320 000 000
	19) Construire et équiper 03 marchés à poisson (Guitté/Haraz-Albiar, N'Djamena Bilala/Fitri et 10 ^{ème} Arrondissement/N'Djam ena)	19) 03 marchés à poisson et construits	✓	✓	✓	✓	-	100	200	300	300	-			Guitté/Haraz-Albiar, N'Djamena Bilala/Fitri et 10 ^{ème} Arrondissement/N'Djamena	ÉTAT : 720 000 000 PTF : 180 000 000
	20) Construire et équiper deux centres d'alevinage pour produire des semences halieutiques de qualité (Mani/Harz-Albiar et Mailao/Chari)	20) 02 centres d'alevinage construits et équipés	✓	✓	✓	-	-	200	500	500	-	-			Mani/Harz-Albiar et Mailao/Chari	ÉTAT : 960 000 000 PTF : 240 000 000

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
	21) Construire et équiper une station de recherche en aquaculture (Linia/Chari)	21) 01 station de recherche en aquaculture construite et équipées	✓	✓	✓	-	-	500	2 500	1 000	-	-			Linia/Chari	ÉTAT : 2 400 000 000 PTF : 600 000 000
TOTAL ACTION 69								17 900	85 822	63 600	27 900	6 900				
Effets de l'action 69 :	1) L'État dispose des statistiques optimales du secteur de l'élevage qui renforcent ses capacités de réponses stratégiques (prophylaxie, alimentation) 2) Les filières porteuses de l'élevage accroissent l'émergence des acteurs organisés 3) L'État revalorise les professionnels du secteur 4) Les acteurs du secteur augmentent leurs revenus 5) La réorganisation des filières absorbe les demandes locale et nationale des sous-produits d'élevage 6) La restructuration des chaines des valeurs dans la filière booste l'économie rurale et renforce la capacité des acteurs															
Action 70: Développer les filières agricoles durables afin de garantir la souverainet é alimentaire • •	1) Restructurer les coopératives autour des modèles économiques viables	1) 250 coopératives restructurées (50 coopératives/an. ANADER & SODELAC)	✓	✓	✓	✓	✓	150	150	300	75	75	Agriculture, Commerce	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan, Enseignement supérieur	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 750 000 000 PTF : SAN/UE-RENFORT/FIDA- ONG TRACC
	2) Revaloriser les périmètres et polders à double vocation agricole	2) 3 Casiers rizicoles (Casiers B, Boumou, N'Djamena-Fara) et les polders du Lac à double production; les Casiers A et C en maitrise partielle sont revalorisés pour les cultures de maïs, blé, tournesol, pomme de terre.	✓	✓	✓	✓	✓	17 224	17 224	17 224	17 224	17 224			* (Casiers de Tcharaye-Bongor, Kim, Nahaina, Ham et Kolobo)/Mayo-Kebbi Est ; *(Boumou, Beré , Delbian et Tamyo)/Tandjilé; *(N'Djamena-Fara)/Hadjer-Lamis et *(Polders)/Lac	ÉTAT : 86 120 170 800 PTF : * Coopération bilatérale (Tchad-Chine)

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
	3) Réaliser des études de faisabilité et réhabiliter les périmètres : - Réaliser les études de faisabilité; - Réhabiliter les casiers en maîtrise totale; - Réaliser de nouveaux aménagements hydroagricoles; - Contractualiser les tâches de contrôle des aménagements hydroagricoles	3.1) 9 APD finalisés 3.2) 8 606 ha réhabilités en maîtrise totale (Tcharaye-Bongor: 2 000 ha; Kim: 1 800 ha; Nahaina: 146 ha, Ham: 340 ha, Kolobo: 120 ha, Boumou: 3 000 ha, Bere: 400 ha, Delbian: 400 ha et Tamyo: 400 ha, 176 000 ha reliquats de la BAD 3.3) 7000 ha nouvellement aménagés, rizerie et minoterie installés par la Chine (Boumou: 2000 ha; N'Djamena-Fara: 2000 ha ; Polders du Lac : 2000 ha; Yao: 1000 ha); 3.4) 240 ha par la BAD à Ere ; 3.5) 600 ha par la BADEA dans le Hadjer-Lamis: 200 ha; Chari-Baguirmi: 200 ha; Mayo-Kebbi Est: 200 ha. 3.6) Nombre de contrats établis avec les bureaux de contrôle des aménagements hydroagricoles réalisés	✓	✓	✓	✓	✓	44 640	44 640	44 640	44 640	44 640			Casiers de Tcharaye-Bongor, Kim , Nahaina, Ham et Kolobo/Mayo-Kebbi Est ; Boumou, Beré , Delbian et Tamyo/Tandjilé; Fitri/Batha; Chari-Baguirmi	ÉTAT : 223 200 000 000 *Coopération bilatérale (Tchad-Chine) (179 milliards FCFA) * BADEA (18,6 milliards FCFA) *BAD (3,6 milliards FCFA) * 22 milliards FCFA a rechercher pour le reliquat de la BAD
	4) Exploiter la partie aménagée précédemment du périmètre de N'Djamena-Fara	4) 80 ha du périmètre aménagé de N'Djamena-Farah exploités	✓	-	-	-	-								Province du Hadjer-Lamis	ÉTAT : 201 200 000 000
	5) Acquérir les intrants agricoles	5.1) Engrais : NPK : 60 000 tonnes/5ans; Urée : 30 000 tonnes/5 ans	✓	✓	✓	✓	✓	201 200	-	-	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : Financement pour les engrais (soit 14,8 milliards FCFA/an)
		5.2) Semences améliorées : 90 000 tonnes/5ans	✓	✓	✓	✓	✓	14 800	14 800	14 800	14 800	14 800	Agriculture, Commerce	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan ,E nseignement supérieur	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 135 000 000 000 PTF : Programmes et Projets à rechercher
		5.3) Produits phytosanitaires et Kits de protection des végétaux acquis	✓	✓	✓	✓	✓	27 000	27 000	27 000	27 000	27 000			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 7 500 000 000
		5.4) 50 000 litres de produits de prévention contre les criquets pèlerins sur 4 ans soit 12 500 litres/an et 2 000 kg de biopesticides acquis	✓	✓	✓	✓	✓	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500			Bande sahélienne et saharienne	ÉTAT : 1 590 000 000 PTF : Partenaires (CLCPRO) annoncé

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
	6) Augmenter la production agricole : céréales : riz, maïs, sorgho, mil et le blé / Oléagineuses et légumineuses : sésame, arachide / Plantes à racines et à tubercules ; manioc, taro et patate douce	6.1) Productions attendues : céréales (mil, sorgho, riz, maïs, berbéré, blé)) = 2 643 417 tonne en 2023 et en 2029 : 3 000 000 tonnes, 6.2) Produits de rente (arachide, sésame, niébé) en 2023 ; 1 142 184 tonnes et en 2029 ; 1 500 000 tonnes 6.3) Tubercules (manioc, patate, taro et pois de terre) ; 564 808 tonnes en 2023 et en 2029 1 900 000 tonnes	-	-	-	-	✓	318	318	318	318	318			Ensemble du territoire national	PTF et Coopération bilatérale
	7) Acquérir les matériels agricoles	7) Charrues : 15 000 unités ; charrettes : 5 000; Semoirs : 7 000; porte tout : 2000; motoculteurs avec accessoires : 1500; tracteurs avec pièces travaillantes : 500; batteuses à céréales : 5000; décortiqueuses d'arachide : 5000; décortiqueuses à céréales : 15 000 et kits maraîchers (motopompes, brouettes, pelles, pioches et râpeaux) acquis	✓	✓	✓	✓	✓	-	-	-	-	"PM			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 61 050 000 000 PTF : recherché
	8) Réhabiliter et équiper le Centre de fabrication de matériels agricoles et de formation des tractoristes de Fianga	8) Centre de Fianga réhabilité, équipé et fonctionnel	✓	✓	✓	-	-	(Résultat e des activités de l'Action 70)					Agriculture, Commerce	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan, Enseignement supérieur	Fianga/Mayo-Kebbi Est	ÉTAT : 1 500 000 000
	9) Acquérir les engins de terrassement pour les Polders	9) 2 pelles mécaniques (Poclain); 2 chargeurs; 2 Bulldozers; 2 Niveleuses; 2 Tractopelles; 1 Compacteur; 5 Benne; 2 Citernes.	✓	✓	✓	-	-	12 210	12 210	12 210	12 210	12 210			Province du Lac	ÉTAT : 7 100 000 000
	10) Acquérir 4 chaines de conditionnement de semences	10) 4 chaines acquises et installées	✓	✓	✓	✓	✓	500	500	500	-	-			Laï, Amtiman, Bebedjia, Moussafoyo	ÉTAT : 1 021 500 000

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
	11) Construire et équiper les laboratoires de recherche agronomique	11) 3 laboratoires de recherche agricole construits et équipés (Phytopathologie, Entomologie, Biotechnologie)	✓	✓	✓	✓	✓	2 367	2 367	2 367	-	-	Agriculture, Commerce	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan, Enseignement supérieur	N'Djamena et Bebedja	ÉTAT : 2 500 000 000
	12) Construire et équiper une banque des gènes	12.1) 1 banque des gènes construite et équipée	✓	✓	✓	✓	✓	204	204	204	204	204			Bebedja	ÉTAT : 400 000 000
		12.2) 2 banques de gènes sont acquises et installées	✓	✓	-	-	-	500	500	500	500	500			N'Djaména et Bébédja	ÉTAT : 770 000 000
	13) Construire et équiper les laboratoires d'analyse des semences	13) 2 laboratoires d'analyse des semences construits et équipés	✓	✓	✓	✓	-	80	80	80	80	80			Kolobo et Mongo	ÉTAT : 120 000 000
	14) Construire et équiper un insectarium et une chambre froide	14) Un insectarium et une chambre froide construits et équipés	✓	✓	✓	✓	-	385	385	-	-	-			Abéché/Province du Ouaddaï	ÉTAT : 725 000 000
	15) Promouvoir et industrialiser la production et la commercialisation des dattes	15) Quantité produite, transformée et vendue/année	✓	✓	✓	✓	-	30	30	30	30	-			BET et Kanem Géographique	ÉTAT : 15 000 000 000 PTF : à rechercher
	16) Promouvoir et valoriser la production de la spiruline	16) Quantité produite, transformée et vendue/année	✓	✓	✓	✓	✓	181	181	181	181	-			Lac et Kanem	ÉTAT : 300 000 000 PTF : à rechercher
	17) Réaliser les études de faisabilité sur les filières porteuses (karité, néré, gomme arabique)	17) Les études de faisabilité sur les filières porteuses sont réalisées	✓	✓	✓	-	-	3 750	3 750	3 750	3 750	-			Zones sahélienne et soudanienne	État : 800 000 000 PTF : 200 000 000
	18) Acquérir les matériels de gestion et production	18) les matériels de gestion et production sont acquis	-	✓	✓	✓	-	60	60	60	60	60	Agriculture, Commerce	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan, Enseignement supérieur	Ensemble du territoire national	État : 1 200 000 000 PTF : 300 000 000
	19) Promouvoir et valoriser la production des filières porteuses	19) Quantité produite, transformée et vendue/année	✓	✓	✓	✓	✓	250	500	250	-	-			zones sahélienne et soudanienne	État : 1 600 000 000 PTF : 400 000 000
	20) Développer les pépinières et organiser les reboisements	20) 23 pépinières créées, nombre de plants produits et superficie reboisées	✓	✓	✓	✓	✓	-	500	500	500	-			Ensemble du territoire national	État : 18 400 000 000 PTF : 4 600 000 000
	21) Créer une banque de semence forestière	21) Une banque de semence forestière créée	✓	✓	✓	✓	✓	400	400	400	400	400			N'Djamena	État : 1 600 000 000 PTF : 400 000 000

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
TOTAL ACTION 70								330 049	133 249	132 464	129 123	124 461				
Effets de l'action 70 :	1) Les acteurs restructurent les filières agricoles rentières & alimentaires (oléagineux, céréales, légumineux) et augmentent leur productivité 2) De nouveaux bassins de productions agricoles valorisées augmentent les réponses à la demande alimentaire nationale 3) Les avantages comparatifs (locaux) compensent les déficits agricoles des territoires 4) Le Tchad exporte ses produits agricoles certifies et labélisés 5) Les revenus des acteurs du secteur augmentent et contribuent au PIB 6) Le secteur agricole absorbe la main d'œuvre locale et la dynamise 7) La restructuration des chaines agricoles booste l'économie rurale & finance le développement local															
Action 71: Réformer la Gouvernan ce du secteur agricole.	1) Améliorer les statistiques agricoles	1.1) Les données de productions agricoles collectées, traitées, analysées et rendues disponibles de 2025 à 2029; 1.2) Les Rapports des enquêtes agricoles disponibles 2025 à 2029.	✓	✓	✓	✓	✓	305	170	267	190	268	Agriculture, Commerce	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan, Enseignement supérieur	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 1 200 000 000 PTF : PRSA- PHASAOOC
	2) Assurer un suivi régulier des marchés des produits agricoles	2) Des bulletins mensuels sur les prix des produits agricoles sont produits	✓	✓	✓	✓	✓	18	18	18	18	18			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 90 250 000 PTF : PRSA- PHASAOOC- PROJET D’HARMONISATION ET D’AMÉLIORATION DES STATISTIQUES EN AFRIQUE DE L’OUEST ET DU CENTRE
	3) Créer des centres nationaux de spécialisation sur les cultures du blé, maïs et sésame	3) Trois (03) Centres Nationaux de spécialisation sur les marchés du blé, maïs et sésame sont créés	✓	✓	-	-	-	1 088	1 088	-	-	-			Lac, Longone oriental, Mayo-kebbi ouest	PTF : PRSA - Programme de résilience du système alimentaire (2 175 000 000)
	4) Créer le Système National de Recherche Agricole	4) Un arrêté interministériel est pris, un comité de pilotage tenu.	✓	-	-	-	-	2	-	-	-	-			N'Djamena	ÉTAT : 2 000 000
	5) Adopter les textes d'application de la Loi d'Orientation Agro-Sylvo-Pastorale et Halieutique	5) Les textes d'application de la Loi d'Orientation Agro-Sylvo-Pastorale et Halieutique sont adoptés et vulgarisés	✓	✓	-	-	-	50	50	-	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 100 000 000
	6) Renforcer l'autonomie financière des organes de gouvernance des Comités (CNSP, CNGP, Comité de veille de la chenille légionnaire, Comité d'Engrais et	6) Deux sessions par comité par an réalisées	✓	✓	✓	✓	✓	100	100	100	100	100	Agriculture, Commerce	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan, Enseignement supérieur	N'Djamena	ÉTAT : 500 000 000

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
	Comité des mesures Sanitaires et Phytosanitaires)															
	7) Reformier la SODELAC	7) Les statuts de la SODELAC sont redéfinis et les textes de réforme de la SODELAC sont adoptés.	✓	-	-	-	-	50	-	-	-	-			N'Djamena	ÉTAT : 50 000 000
	8) Restructurer la SIMATRAC	8) La SIMATRAC est restructurée et les textes sont adoptés	✓	-	-	-	-	70	-	-	-	-			N'Djamena	ÉTAT : 70 000 000
	9) Réaliser une étude de faisabilité sur l'industrialisation agricole	9) Une étude de faisabilité sur l'industrialisation est réalisée	✓	-	-	-	-	100	-	-	-	-			les zones de grandes productions	ÉTAT : 100 000 000
	10) Installer des unités industrielles dans les zones de grande productions agricoles dans le cadre de PPP	10) Des unités industrielles sont installées dans les zones de grande production agricole dans le cadre de PPP	✓	✓	✓	✓	✓	PM	PM	PM	PM	PM			les zones de grandes productions	Les études prévues détermineront le cout indicatif de ces unités
	11) Tenir régulièrement des réunions mensuelles du groupe de travail interdisciplinaire (GTI) du SISAAP	11) 01 bulletin d'information sur la sécurité alimentaire est publié mensuellement	✓	✓	✓	✓	✓	5	5	5	5	5	Agriculture, Commerce	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan, Enseignement supérieur	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 24 000 000 PTF : à rechercher
	12) Organiser les sessions de l'analyse du Cadre Harmonisé	12) Deux (02) sessions d'analyse du Cadre Harmonisé réalisées par an.	✓	✓	✓	✓	✓	41	41	41	41	41			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 206 275 000 PTF : à rechercher
	13) Produire et diffuser l'information (étude, évaluation et publication)	13.1) Évaluation Nationale de la Sécurité Alimentaire (ENSA) ; 13.2) 02 bulletins spéciaux par ans sur les résultats du Cadre Harmonisé ; 13.3) Fiche de communication sur les résultats du Cadre Harmonisé	✓	✓	✓	✓	✓	544	544	544	544	544			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 2 720 000 000 PTF : à rechercher
	14) Élaborer le Plan National de Réponses aux populations vulnérables à l'insécurité	14) 02 Plans Nationaux de Réponses aux personnes vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle sont	✓	✓	✓	✓	✓	23	23	23	23	23			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 114 500 000 PTF : à rechercher

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
	alimentaire et nutritionnelle	élaborés par an (mars et décembre)														
	15) Renforcer les capacités techniques et opérationnelles de la cellule nationale d'analyse sur le Cadre Harmonisé	15) 02 séances de formations organisées par an (février et novembre)	✓	✓	✓	✓	✓	20	20	20	20	20			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 100 000 000 PTF : à rechercher
	16) Renforcer les capacités des agents de l'ANLA en techniques de lutte antiacridienne	16) 30 agents formés annuellement sur 3 différentes thématiques de lutte antiacridienne	-	✓	✓	✓	✓	5	5	5	5	5			Ati et Kalaït	ÉTAT : 57 000 000 PTF : à rechercher
TOTAL ACTION 71								2 416	2 087	1 047	970	1 048				
Effets de l'action 71 :	1) Le code agricole consolide la gouvernance du secteur 2) La réforme du secteur renforce l'intégration des organisations agricoles et la synergie dans le partenariat varié															
Action 72: Mettre en place un paquet de mesures pour booster la production agricole.	1) Mettre en place un mécanisme de gestion des risques agricoles	1) Le mécanisme de gestion des risques agricoles est mis en place	✓	-	-	-	-	50	-	-	-	-	Agriculture, Élevage, Environnement, Enseignement supérieur	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan, Parlement	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 50 000 000 PTF : PRSA, ProAGRI BUSINESS
	2) Faciliter l'accès aux crédits agricoles	2) Un fonds d'intervention de gestion des risques agricoles mis en place (fonds de garantie pour l'accès aux crédits effectifs)	✓	✓	✓	✓	✓	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 10 000 000 000
	3) Mettre en place une Chambre Nationale de Prévoyance Agricole	3) Chambre Nationale de Prévoyance Agricole créée et testée avec 50 coopératives agricoles.	✓	✓	-	-	-	500	500	-	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 1 000 000 000
	4) Valoriser les produits agricoles	4) Nombre de produits agricoles labellisés	✓	✓	✓	✓	✓	10	10	10	10	10			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 50 000 000
TOTAL ACTION 72								2 560	2 510	2 010	2 010	2 010				
Effets de l'action 72 :	1) La diversification et l'intensification contrôlée de la production agricole soutient la sécurité alimentaire et la rentabilité du secteur. 2) Les nouvelles technologies agrégées aux processus de production améliorent la productivité agricole. 3) La capacitation augmentées des acteurs favorise leur adaptation & leur résilience aux variations climatiques. 4) Le partenariat soutenu avec des centres de recherche agricole améliore la qualité des cultures.															

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS				
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés			
Action 73 : Réformer la Banque Agricole & Commerciale du Tchad.	1) Réformer la banque agricole	1) Banque agricole réformée et adaptée à la nouvelle politique de développement	✓	✓	✓	-	-	PM	PM	PM	-	-	Finances/Plan, Agriculture	Présidence, Primature, SGG,	N'Djamena	Pour mémoire			
TOTAL ACTION 73								-	-	-	-	-							
Effets de l'action 73 :	1) Les établissements de financement fournissent des mécanismes simplifiés aux organisations des producteurs et allègent les coûts de productions																		
TOTAL CHANTIER 9								352 925	223 668	199 121	160 002	134 419							



04 SECTEUR JUSTICE, DIPLOMATIE & SOUVERAINE

- ▶ Armées, anciens combattants et victimes de guerre
- ▶ Sécurité publique et immigration
- ▶ Affaires Étrangères, de l'intégration africaine, coopération internationale et des Tchadiens de l'étranger
- ▶ Justice et droits humains
- ▶ Administration du territoire et décentralisation
- ▶ Secrétariat Général du Gouvernement

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS				
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés			
GRANDES REALISATIONS : RENFORCER LA PAIX, LA RECONCILIATION NATIONALE ET LA SECURITE POUR TOUS LES TCHADIENS (CHNATIER 1)																			
Impact du chantier 1 :	L'état assure la stabilité sécuritaire & la paix dans l'ensemble du territoire national et contribue aux équilibres régionaux.																		
Action 1 : Renforcer la coopération militaire et sécuritaire régionale avec les pays du Sahel.	1) Ratifier les accords & conventions bilatérales signés.	1) Accords & conventions bilatérales de la coopération militaire ratifiés	✓	✓	✓	✓	✓	3	3	3	3	3	Armées, Sécurité Publique, Affaires Étrangères	Présidence, Primature, SGG, Finances, Économie/Plan, Parlement	N'Djamena	ÉTAT : 15 000 000			
	2) Réviser les cadres juridiques & institutionnels de la coopération militaire (CEN-SAD, G5Sahel, FM-Tchad/Soudan, FM/CBLT, etc.)	2) Cadres (a) juridiques & (b) institutionnels existants révisés	✓	✓	✓	✓	✓	NA							N'Djamena	Actions à mener au fur et à mesure durant toute la durée du PPQ			
	3) Renforcer la mise en œuvre de la coopération militaire & sécuritaire avec les États du Sahel	3) Les mécanismes régionaux revisités.	✓	✓	✓	✓	✓												
TOTAL ACTION 1								3	3	3	3	3							
Effets de l'action 1 :	1) Le Tchad est stable et en paix sur le plan sécuritaire. 2) Les Tchadiens (communauté nationale & diaspora) vivent en sécurité dans la sous-région.																		
Action 2: Consolider la coopération militaire avec les partenaires historiques et s'ouvrir à des nouveaux partenaires.	1) Relire & renégocier les Accords coloniaux en tenant compte des besoins spécifiques du Tchad en considération des dynamiques globales actuelles	1) Les accords coloniaux sont renégociés avec les partenaires historiques.	✓	✓	✓	✓	✓	150	150	150	150	150	Armées, Sécurité Publique, Affaires Étrangères	Présidence, Primature, SGG, Finances, Économie/Plan, Parlement	International	ÉTAT : 750 000 000			
	2) Développer les accords plus techniques, ouverts aux partages des technologies & compétences (transmission, appropriation, contrôle) avec de nouveaux partenaires.	2) Les accords techniques sont développés avec des nouveaux partenaires.	✓	✓	✓	✓	✓	NA							N'Djamena	Actions à mener au fur et à mesure durant toute la durée du PPQ			
TOTAL ACTION 2													150	150	150	150	150		

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
Effets de l'action 2 :	1) Le Tchad affirme sa souveraineté par la révision de sa coopération militaire avec ses partenaires historiques. 2) Le Tchad diversifie son partenariat militaire avec de nouveaux acteurs et consolide ses garanties préventives et défensives (face aux menaces).															
Action 3: Raffermir la défense préventive en dotant les FDS des moyens adéquats.	1) Actualiser l'état des besoins spécifiques des Forces de défense et de sécurité	1.1) Le registre des besoins spécifiques des Forces de défense et de sécurité est actualisé										Armées, Sécurité Publique	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan			
		1.2) Construction infrastructures militaires & OPS (Air, Terre, État-major) cf. tableau A ;	✓	✓	✓	-	-	5 314	5 314	5 314	5 314	5 314			Amdjarass, Kouri Bougoudi, Ounianga Kebbir, Mao, OPS/Lac	ÉTAT : 26 569 995 019
		1.3) Constructions des bases de déploiements opérationnels en circuit Cf. Tableau B	✓	✓	✓	-	-	792	792	792	792	792			Baou, Tissi, Bagassola, Tiné et Adré.	ÉTAT : 3 958 073 426
		1.4) Construction des casernes modernes. Cf. Tableau C	✓	✓	✓	✓	✓	9 382	9 382	9 382	9 382	9 382			Moundou, Abéché, Faya, Amdjarass, Goré, Baïbokoum (tous en circuit) Bagassola, Sarh, N'Djamena, Loumia (travaux arrêtés)	ÉTAT : 46 912 311 208
		1.5) Constructions des ouvrages de protections et de franchissement dans les zones opérationnelles Cf. tableau D	✓	✓	✓	✓	-	2 031	2 031	2 031	2 031	2 031			OPS/Lac (projet) ; Daboua (Circuit) ; 10 camps/OPS Est en circuit.	ÉTAT : 10 154 837 573
		1.6) Projets de constructions des infra indispensables pour l'ANT (EMGA, hôpitaux militaires, hangars engins blindés ; infrastructures de maintien en condition opérationnelle ; centre d'entrainement etc.) cf. tableau E	✓	✓	✓	✓	-	7 409	7 409	7 409	7 409	7 409			N'Djamena, ZD/OPS, Mongo, Ops/Lac, Tissi	ÉTAT : 37 043 090 990

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
		1.7) Projets de constructions des infrastructures de l'Armée de l'air Cf. tableau H	✓	✓	✓	✓	-	7 217	7 217	7 217	7 217	7 217			N'Djamena, Faya, Abéché, Sarh, Moundou, Amdjarass, Koro-Toro, Wadi doum, Tanoua, Lac etc.	ÉTAT : 36 084 404 000
	2) Renforcer les expertises du capital humain entre les académies de formation militaire et des forces de sécurité	2) Les expertises du capital humain entre les académies de formation militaire et des Forces de sécurité sont renforcées.	✓	✓	✓	✓	✓	NA							Ensemble du territoire national	Actions et projets dont les détails feront l'objet d'un document spécifique à transmettre ultérieurement.
	3) Renforcer les équipements (primaires, de guerre/lourds, amphi bique, maintenance)	3.1) Les Forces de défense et de sécurité disposent des équipements : 3.2) Primaires (nature et nombre) 3.3) De guerre/lourds (nature et nombre) 3.4) Amphi bique (nature et nombre) 3.5) Maintenance (nature et nombre)	✓	✓	✓	✓	✓									
	4) Soutenir les formations spécialisées au développement des compétences des Forces de défense et de sécurité	4) Les Forces de défense et de sécurité disposent des compétences spécialisées.	✓	✓	✓	✓	✓									
	5) Renforcer les équipes spécialisées en équipement de maintien de l'ordre	5) Les équipes spécialisées en maintien de l'ordre (Police Nationale et Gendarmerie Nationale) sont dotées des matériels spécifiques	✓	✓	✓	✓	✓	2 000	2 000	1 900	1 800	1 700			N'Djamena	ÉTAT : 9 400 000 000
TOTAL ACTION 3								34 145	34 145	34 045	33 945	33 845				
Effets de l'action 3 :	Les FDS sont outillées et capables de faire face efficacement aux éventualités sécuritaires.															
Action 4: Poursuivre le Programme	1) Mettre en place un programme Désarmement,	1) Le programme DDR est opérationnel	✓	✓	✓	✓	✓	NA					Armées, Sécurité publique, Médiature,			

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
Désarmement, Démobilisation et Réinsertion des combattants issus des groupes politico-militaires (DNIS).	Démobilisation et Réinsertion global												Finance/Économie, Administration du Territoire, Justice			
	2) Formuler les programmes de formation pour la réinsertion des catégories, des sujets (formations politico-militaires)	2) Les centres de formations sont opérationnels dans les zones de stationnement et de cantonnement	✓	✓	✓	✓	✓									
	3) Former les ex-combattants à leur réinsertion socio-institutionnelle	3) Nombre des ex-combattants réinsérés et réinstallés	✓	✓	✓	✓	✓									
	4) Diversifier les partenaires techniques & financiers pour l'opérationnalisation du Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (cf. Programme)	4) Les partenaires internationaux engagés, ressources mobilisées	✓	✓	✓	✓	✓									
	5) Participer à l'exécution du Fonds Commun de la Paix	5) Le taux d'exécution du Peace Bulding Fund est apprécié	✓	✓	✓	✓	✓									
TOTAL ACTION 4								-	-	-	-	-				
Effets de l'action 4 :	Le Tchad consolide la réconciliation nationale & la paix par la réintégration des groupes armés (politico-militaires).															
Action 5: Poursuivre la réforme de l'armée et de la police	1) Augmenter les effectifs des Forces de défense et de sécurité	1) Effectifs des Forces de défense et de sécurité maîtrisés & contrôlés et 5000 policiers recrutés	✓	✓	✓	✓	✓	1 413	1 413	1 463	1 463	1 463	Armée, Sécurité Publique	Présidence, Primature, SGG, Finances, Présidence, Parlement	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 7 213 500 000
	2) Revaloriser les salaires et les pensions des Forces de défense et de sécurité	2) Les salaires (indice) et les pensions (coefficient) des Forces de défense et de sécurité sont revalorisés	✓	-	-	-	-	77 387	-	-	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 77 386 928 692
	3) Opérationnaliser la justice militaire	3) Justice militaire est opérationnelle	✓	✓	✓	✓	✓	NA							Ensemble du territoire national	Actions et projets dont les détails feront l’objet d'un document spécifique à transmettre ultérieurement au SGG.
	4) Bancariser les salaires des Forces de défense et de sécurité	4) Salaires des Forces de défense et de sécurité bancarisés (planification en pourcentage An4-5)	✓	✓	✓	✓	✓								Ensemble du territoire national	

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
	5) Organiser les Journées Portes Ouvertes des Armées	5.1) Journées Portes Ouvertes organisées 5.2) Nombre de Lycées et Collèges 5.3) Nombre des élèves mobilisés	✓	✓	✓	✓	✓								Ensemble du territoire national	
	6) Acter les différents textes d'applications de la Loi N°019	6) La Loi N°019 est mise en œuvre	✓	✓	✓	✓	✓								Ensemble du territoire national	
TOTAL ACTION 5								78 800	1 413	1 463	1 463	1 463				
Effets de l'action 5 :	1) L'Armée et la Police servent efficacement & mieux la République et ses citoyens. 2) La Justice militaire renforce la discipline dans le métier des armes.															
Action 6: Construire et rénover les commissariats de police dans les Provinces.	1) Rénover les commissariats de police et les Légions de Gendarmerie	1) Cinquante-deux (52) Commissariats de sécurité publique et les Légions de Gendarmerie rénovés	✓	✓	✓	✓	✓	2 080	320	320	320	320	Sécurité Publique, Finance, SGG, Infrastructures	Présidence, Primature, PTF	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 3 360 000 000
	2) Construire les commissariats de police et les Légions de Gendarmerie	2.1) Construction de 27 casernes et de plusieurs infrastructures de la GNNT	✓	✓	✓	✓	✓	6 142	6 142	6 142	6 142	6 142			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 30 707 500 800 + 30 684 326 222 En projet sous le contrôle technique de l’office du Génie Militaire NB : ministère de la SP
		2.2) 17 casernes des légions de la gendarmerie	✓	✓	✓	✓	✓	6 137	6 137	6 137	6 137	6 137				
	3) Auditer et apurer les arriérés locatifs des Commissariats	3) Dette locative de vingt-trois (23) sièges privés (commissariats et légions de gendarmeries) apurée.	✓	✓	✓	✓	✓	600	1 413	400	200	100			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 2 713 000 000
TOTAL ACTION 6								14 958	14 011	12 998	12 798	12 698				
Effets de l'action 6 :	La Police opère dans des conditions optimales sur l’Ensemble du territoire national.															
Action 7: Renforcer les liens entre l'armée et la population.	1) Décentraliser les recrutements des Forces de défense et de sécurité	1) Recrues ventilées par province.	✓	✓	✓	✓	✓	NA					Armées, Sécurité publique, Education nationale, Communication	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan	Ensemble du territoire national	Actions à mener au fur et à mesure durant toute la durée du PPQ
	2) Réaliser les formations initiales (Droits de l'Homme, instruction civique) & continues sur des thèmes spécifiques	2) Renforcement des capacités des agents en formations continues et spécialisées.	✓	✓	✓	✓	✓								Ensemble du territoire national	

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
	3) Renforcer le climat de confiance entre les Forces de Sécurité Intérieure et la population	3) le climat de confiance entre la FSI et la population renforcés	✓	✓	✓	✓	✓	180	180	180	180	180			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 900 000 000
	4) Redynamiser la Police de Proximité	4) La sécurité de proximité est assurée	✓	✓	✓	✓	✓	120	120	120	40	40			N'Djamena, Abéché, Moundou, Sarh, Amdjarass	ÉTAT : 440 000 000
	5) Soutien de l'armée aux initiatives humanitaires et de développement	5) Agents mobilisés dans les opérations humanitaires.	✓	✓	✓	✓	✓	NA							Ensemble du territoire national	Actions et projets dont les détails feront l’objet d’un document spécifique à transmettre ultérieurement au SGG.
	6) Faire participer les armées aux programmes éducatifs pour sensibiliser les jeunes à l'importance de la défense nationale	6) Ecoles & centres d'apprentissage couverts.	✓	✓	✓	✓	✓								Ensemble du territoire national	
	7) Multiplier les séances de sensibilisation sur la nécessité des actions civilo-militaires	7) Séances de sensibilisation sur la nécessité des actions civilo-militaires sont multipliées	✓	✓	✓	✓	✓								Ensemble du territoire national	
	8) Vulgariser les codes de déontologie des Forces de défense et de sécurité	8) Les codes de déontologie des FDS - Police sont vulgarisés	✓	✓	✓	✓	✓								Ensemble du territoire national	
TOTAL ACTION 7								300	300	300	220	220				
Effets de l'action 7 :	1) Une République inclusive et juste consolide l'unité et le sentiment d'appartenance à la communauté nationale. 2) Les citoyens respectent les textes de la République. 3) L'état assure la sécurité des personnes et des biens. 4) Les citoyens reconnaissent l'ÉTAT comme une puissance publique effective															
Action 8 : Approfondir la réforme du 31 Août 2021 (Armée).	1) Fédérer une grande communauté de protection nationale incluant tous les acteurs de la sécurité publique (élus, chefs coutumiers, Organisations de la société civile)	1) Cadre inclusif de protection nationale est opérationnel	-	✓	✓	✓	✓	-	1 200	1 200	1 200	1 200	Armées, Sécurité publique	Présidence, Primature, SGG, Parlement, Finances/Plan	N'Djamena	ÉTAT : 4 800 000 000

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
	2) Moderniser les équipements de la Police	2) Dispositif opérationnel de la Police modernisé avec des agents formés	-	✓	✓	✓	✓	-	1 000	1 500	1 500	1 500			N'Djamena	ÉTAT : 5 500 000 000
	3) Renforcer la formation des policiers	3) Dix-sept Mille (17 000) policiers bénéficient des formations continues	-	✓	✓	✓	✓	-	578	578	578	578			N'Djamena	ÉTAT : 2 312 000 000
	4) Moderniser les Forces de sécurité intérieure	4) L'offre de service sécurité des différentes Forces est améliorée et respectueuse des droits humains	-	✓	✓	✓	✓	-	2 890	2 890	2 890	2 890			N'Djamena	ÉTAT : 11 560 000 000
TOTAL ACTION 8			✓	✓	✓	✓	✓		5 668	6 168	6 168	6 168				
Effets de l'action 8 :	1) Les acteurs civils (chaîne de la sécurité publique) bénéficient du cadre de la protection sociale des FDS. 2) Accroissement de rendement des services FDS et Police															

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
Action 9: Instituer un Prytanée militaire d'excellence.	1) Créer un Prytanée militaire	1.1) Le Prytanée militaire, un cadre d'excellence de formation des jeunes est opérationnel 1.2) Les structures et infrastructures renforcées et opérationnelles	✓	✓	✓	✓	✓	NA					Armée, Sécurité Publique	Présidence, Primature, SGG, Enseignement Supérieur, Finances/Plan	Ensemble du territoire national	Les projets de renforcement des structures seront élaborés et envoyés.
	2) Mettre en place des programmes de formation militaire et académique de haut niveau	2) Militaires formés dans les programmes de haut niveau	✓	✓	✓	✓	✓								Ensemble du territoire national	
TOTAL ACTION 9								-	-	-	-	-				
Effets de l'action 9 :	L'élite militaire tchadienne est compétitive.															
TOTAL CHANTIER 1								128 356	55 690	55 126	54 746	54 546				

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
GRANDES REALISATIONS : RENFORCER LE RAYONNEMENT DU TCHAD A L'ETRANGER ET FAIRE DE LA DIASPORA UN VERITABLE LEVIER DE DEVELOPPEMENT (CHANTIER 11)																
Impact du chantier 11 :	1) Le Tchad utilise sa diplomatie efficacement à son rayonnement international 2) La diaspora tchadienne devient un nouvel acteur de la dynamique internationale du Tchad															
Action 80 : Faire du Tchad une puissance régionale et panafricai ne de paix, de dialogue et de médiation.	1) Renforcer la diplomatie humanitaire et valoriser la dimension "Tchad, terre d'accueil"	1) 80% des partenaires du Tchad au développement orientent leurs activités dans les domaines humanitaires (santé, éducation, alimentation, etc.)	✓	✓	✓	✓	✓	-					Affaires étrangères, Finances/Plan	Présidence, Primature, SGG, Armées, Médiature, Parlement	Ensemble du territoire national	Aucune incidence financière
	2) Valoriser l'expérience tchadienne dans la gestion des conflits régionaux	2) Des experts tchadiens en matière de gestion de conflit et de médiation régionale est connu, structuré et les concernés sont impliqués dans la mise en œuvre de leurs domaines de compétence	✓	✓	✓	✓	✓	-							Ensemble du territoire national	Aucune incidence financière
	3) Opérationnaliser la Cellule de Veille Diplomatique, haut comité de consultation technique et politique chargé de mission spéciale, notamment celle d’analyser les tendances mondiales, politiques, économiques et sociales afin d’anticiper les évolutions futures et de formuler des recommandations stratégiques pour la politique étrangère de la République du Tchad	3) La Cellule de veille diplomatique est créée et opérationnelle	✓	✓	✓	✓	✓	50	40	40	40	40			N'Djamena	ÉTAT : 210 000 000
	4) Projet d'appui à la transition "Basket Fund"	4) Le taux d'exécution du "Basket Fund"	✓	✓	✓	✓	✓	-							N'Djamena	Recherche de financement avec les partenaires en cours
	5) Fonds commun pour le maintien de la paix (Peace Bulding Fund)	5) Le taux d'exécution du Peace Bulding Fund	✓	✓	✓	✓	✓	-							N'Djamena	Recherche de financement avec les partenaires en cours
	6) Tenir régulièrement la Conférence des Ambassadeurs	6) Conférence des Ambassadeurs systématisées tous les 2 ans	✓	-	✓	-	✓	150	-	150	-	150			N'Djamena	ÉTAT : 450 000 000

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
TOTAL ACTION 80								200	40	190	40	190				
Effets de l'action 80 :	1) Le Tchad augmente sa puissance régionale dans les initiatives de paix 2) Le leadership du Tchad s'affirme dans la médiation continentale															

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
Action 81 : Renforcer la présence et le poids du Tchad au sein des instances africaines et internationales.	1) Recenser, évaluer et honorer les cotisations près des organisations internationales	1) Le Tchad s'acquitte à 50% de ses cotisations statutaires et contribue régulièrement au renforcement des fonds spéciaux issus des agendas internationaux	✓	✓	✓	✓	✓	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	Affaires étrangères, Finances/Plan	Présidence, Primature, SGG, Parlement	N'Djamena	ÉTAT : 20 000 000 000
	2) Participer aux rencontres statutaires et extrastatutaires organisées par les institutions internationales auxquelles le Tchad est parti ou observateur	2) Chaque année, le Tchad participe à environ 90% des rencontres internationales auxquelles il est convié	✓	✓	✓	✓	✓	700	700	700	700	700			N'Djamena	ÉTAT : 3 500 000 000
TOTAL ACTION 81									4 700	4 700	4 700	4 700	4 700			
Effets de l'action 81 :	1) Le Tchad respecte ses engagements dans les instances africaines et internationales (UA, CEMAC, CEEAC, UN, EU, LA, OCI, CBLT, etc.) 2) Le Tchad renforce sa présence dans les instances inter/continentales avec une élite diplomatique variée															
Action 82 : Renforcer les coopérations économiques internationales à travers le développement et la consolidation du	1) Organiser un Forum de la diplomatie économique réunissant tous les Conseillers Economiques des Ambassades tchadiennes, les hauts cadres des institutions tchadiennes ainsi que des experts régionaux en la matière (2025)	1.1) Des accords bilatéraux et multilatéraux ont été intensifiés 1.2) La diplomatie économique est renforcée par l’attrait des investisseurs étrangers, les échanges commerciaux, le transfert des technologies, le développement du tourisme et du secteur privé, la construction des infrastructures aux normes internationales, etc.	✓	-	✓	-	✓	50	-	50	-	50	Finances/Plan, Commerce, Affaires étrangères	Présidence, Primature, SGG	N'Djamena	ÉTAT : 150 000 000

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
Partenariat Public-Privé.																
TOTAL ACTION 82								50		50		50				
Effets de l'action 82 :	1) Le PPP national & international favorise la densification du tissu industriel et son commerce international 2) Le Tchad modifie son profil industriel par la relocalisation des multinationales (hub industriel à la résorption de la demande régionale) 3) La diplomatie économique active attire & sécurise les IDE															
Action 83: Entretenir les relations bilatérales intenses avec les autres États dans un esprit d'équilibre et d'indépendance.	1)Affirmer la souveraineté et la neutralité du Tchad sur la scène internationale	1)Le Tchad en toute souveraineté entretient des relations économiques, politiques, culturelles avec tous les États du monde	✓	✓	✓	✓	✓	-					Affaires étrangères, Finances/Plan	Présidence, Primature, Parlement, SGG	International	Aucune incidence financière
TOTAL ACTION 83								-	-	-	-	-				
Effets de l'action 83 :	1) L'état tchadien augmente ses parts dans les négociations internationales (Accords, Conférences, Conventions) 2) Le Tchad capitalise les avantages économiques des relations bilatérales entretenues.															
Action 84 : Elargir les partenariats internationaux et favoriser la connaissance mutuelle.	1) Revaloriser le partenariat diplomatique, économique & culturel avec la zone Amérique Latine	1) Deux (02) missions diplomatiques et consulaires créées et opérationnelles dans la zone Amérique Latine	-	✓	-	✓	-	-	300	-	300	-	Affaires étrangères, SGG, Finances/Plan	Présidence, Primature, Parlement	International	ÉTAT : 600 000 000
	2) Revaloriser le partenariat diplomatique, économique & culturel avec l'Asie et l'Océanie	2) Deux (02) des missions diplomatiques et consulaires créées et opérationnelles dans la zone Asie et Océanie	✓	-	✓	-	-	300	-	300	-	-			International	ÉTAT : 600 000 000
TOTAL ACTION 84✓								300	300	300	300					
Effets de l'action 84 :	1) Le Tchad accroît son rayonnement diplomatique par la coopération technique/scientifique avec les acteurs de la société civile internationale 2) L'état tchadien marque son influence sur la scène internationale															
Action 85: Promouvoir	1) Mettre en œuvre la politique nationale de placement des cadres	1) 50% des tchadiens assumant des fonctions sont placés dans les instances internationales	✓	✓	✓	✓	✓	100	100	100	100	100	SGG, Affaires étrangères, Finances/Plan,	Présidence, Primature, Parlement	International	ÉTAT : 500 000 000

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
activement les hauts cadres Tchadiens dans les instances internationales.	tchadiens dans les organisations internationales												Ministère du cadre concerné			
	2) Constituer une base de données des compétences compétitives à valoriser dans les instances internationales pour le rayonnement diplomatique	2) Une base de données des compétences compétitives est mise sur pied et actualisée	✓	✓	✓	✓	✓	300	50	50	50	50			N'Djamena	ÉTAT : 500 000 000
	3) Renforcer et suivre la présence du Tchad au sein des instances politiques des organisations intergouvernementales dont il est parti	3) L'observatoire de suivi des ressources humaines de l'état est renforcé et opérationnel	✓	✓	✓	✓	✓	300	250	250	250	250			International	ÉTAT : 1 300 000 000
TOTAL ACTION 85								700	400	400	400	400				
Effets de l'action 85 :	1) Le capital humain tchadien élève sa compétitivité dans les instances internationales 2) L'état tchadien soutient la carrière internationale de son capital humain et internalise/capitalise les avantages diplomatiques multisectoriels															
Action 86 : Développer la diplomatie climatique et en faire un enjeu de notre politique étrangère.	1) Elaborer un plan de contingence de gestion des crises climatiques (quinquennal)	1) Le plan quinquennal de contingence de gestion des crises climatiques élaboré	✓	✓	-	-	-	100	200	-	-	-	Affaires étrangères, Environnement, Finances/Plan, Eau & Energie	Présidence, Primature, SGG, Agriculture, Elevage, Commerce, Enseignement supérieur	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 300 000 000
	2) Réactualiser le plan d'adaptation au changement climatique	2) Le plan d'adaptation au changement climatique réactualisé	✓	✓	✓	✓	✓	2 693	2 882	3 065	3 249	3 433			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 12 257 920 000 PTF : 3 064 480 000
	3) Valoriser les énergies alternatives renouvelables	3) Les énergies alternatives renouvelables valorisées	✓	✓	✓	✓	✓	200	100 000	100 000	100 000	100 000			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 200 100 000 000 PTF : 200 100 000 000
	4) Affirmer la tutelle du plaidoyer international (Sahel) dans les compensations des effets du changement climatique	4) La tutelle du plaidoyer international (Sahel) dans les compensations des effets du changement climatique affirmée	✓	✓	✓	✓	✓	200	150	2 000	2 000	2 000			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 3 175 000 000 PTF : 3 175 000 000
	5) Valoriser les répercussions (dépression du Bodelé) sur la biotope internationale.	5) Les répercussions (dépression du Bodelé) sur la biotope internationale valorisées	✓	✓	✓	✓	✓	100	100	100	100	100			BET	ÉTAT : 500 000 000

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS		
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés	
TOTAL ACTION 86									3 293	103 332	105 165	105 349	105 533				
Effets de l'action 86 :	1) Le Tchad réaffirme sa position dans le Sahel comme un acteur majeur dans la protection de la résilience climatique 2) L'état tchadien fournit des matériaux innovants de résilience face au changement climatique (écosystèmes fragiles, zones humides, variations saisonnières) 3) Le Tchad augmente sa capacité de négociation et de mobilisation des financements des initiatives d'adaptation au changement climatique																
Action 87 : Faire de la culture et des arts des outils de diplomatie d'influence pour renforcer les relations internationales.	1) Systématiser le festival international des arts et culturels tchadiens	1) Le festival international des arts et culture tchadiens organisé périodiquement	-	✓	✓	✓	✓	-	800	800	800	800	Culture, Affaires étrangères, Finances/Plan	Présidence, Primature, SGG, Parlement	International	ÉTAT : 3 200 000 000	
	2) Valoriser les échanges/découvertes des cultures	2) Les échanges/découvertes des cultures valorisés avec les états amis	✓	✓	✓	✓	✓	1 000	1 500	1 500	1 500	1 500			International	ÉTAT : 7 000 000 000	
	3) Accroître la participation des artistes et artisans des opérateurs tchadiens aux différents salons,, foires	3) Nombre d'artistes tchadiens et opérateurs présents dans les salons internationaux	✓	✓	✓	✓	✓	800	975	975	975	975			International	ÉTAT : 4 700 000 000	
	4) Créer et booster la coopération dans les 3 secteurs avec toutes les nations du monde en vue de renforcer la diplomatie tchadienne	4) La coopération dans les secteurs de culture, art et humanitaires est soutenue	✓	✓	✓	✓	✓	300	1 000	1 000	1 500	1 500			International	ÉTAT : 5 300 000 000	
	5) Plaider pour la présence artistique du Tchad pendant les grandes rencontres internationales	5.1) Nombre de participation du Tchad dans les grandes rencontres internationales 5.2) Nombre des représentants par catégories présents	✓	✓	✓	✓	✓	100	800	700	750	1 000			International	ÉTAT : 3 350 000 000	
TOTAL ACTION 87									2 200	5 075	4 975	5 525	5 775				
Effets de l'action 87 :	1) Le patrimoine culturel vulgarisé et valorisé à l'international 2) La redécouverte de la culture et des arts tchadiens produit des dividendes économiques au PNB																
Action 88 : Valoriser la diaspora pour accroître l'investissement	1) Faciliter les transferts financiers de la diaspora tchadienne	1) Les flux des transferts financiers de la diaspora tchadienne sont facilités et volume évalué	✓	✓	✓	✓	✓	-					Affaires étrangères, Finances/Plan	Présidence, Primature, SGG, PTF	International	Aucune incidence financière	
	2) Revaloriser la diaspora tchadienne dans les pôles de regroupement	2) La contribution de la diaspora tchadienne dans le PNB mise en valeur	✓	✓	✓	✓	✓	-							International	Aucune incidence financière	

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
dans l'économie tchadienne.	3) Concevoir la cartographie des Tchadiens de l'Étranger	3) Une cartographie des Tchadiens de l'Étranger est mise à jour	✓	-	✓	-	✓	100	-	100	-	100			International	ÉTAT : 300 000 000
	4) Organiser le forum des Tchadiens de l'étranger (2025)	4) Le forum des Tchadiens de l'étranger est effectif (2025)	✓	-	✓	-	✓	400	-	400	-	400			N'Djamena	ÉTAT : 1 200 000 000
	5) Instituer un courrier diplomatique (Voir le ministère des Affaires Étrangères)	5) Le courrier diplomatique est institué et opérationnel	✓	✓	✓	✓	✓	50	50	50	50	50			N'Djamena	ÉTAT : 250 000 000
TOTAL ACTION 88								550	50	550	50	550				
Effets de l'action 88 :	1) Les représentations diplomatiques du Tchad mobilisent la diaspora tchadienne à l'injection de la plus-value migratoire/monétaires aux financements des initiatives locales de développement 2) Les ménages des communautés/territoires marqués des dynamiques migratoires voient leurs capacités économiques renforcées/augmentées 3) Le Tchad réinvestit les répercussions monétaires de la migration dans l'économie des ménages															
Action 89 : Instaurer l'élection des députés de la diaspora.	1) Affirmer l'affectation de quota de la diaspora à l'Assemblée nationale	1) L'affectation de quota de la diaspora à l'Assemblée nationale	✓	✓	-	-	-	3 500 000 000	500 000 000	-	-		Affaires étrangères, Administration territoire	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan, ANGE	Ensemble du territoire national et les ambassades	ÉTAT : 4 000 000 000
	2) Valoriser les recommandations de la diaspora dans la vie politique & économique nationale	2) Les recommandations de la diaspora dans la vie politique & économique nationale valorisées	✓	✓	✓	✓	✓	-							N'Djamena	Aucune incidence financière
TOTAL ACTION 89								3 500	500	-	-					
Effets de l'action 89 :	1) Les institutions/instances de la République prennent en compte les préoccupations & besoins de la diaspora tchadienne 2) La diaspora disposent des voix directes, légales & légitimes dans le processus de la fabrique des lois de la République 3) La diaspora brasse, synthétise et contextualise les modèles de gouvernance d'ailleurs à l'essor global du Tchad															
TOTAL CHANTIER 11								15 493	114 397	116 330	116 364	117 198				

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
GRANDES REALISATIONS : REFORMER L'ÉTAT, BATIR UNE REPUBLIQUE FORTE ET JUSTE (CHANTIER 2)																
Impact du chantier 2:	1) Une République inclusive et juste consolide l'unité et le sentiment d'appartenance à la communauté nationale. 2) Les citoyens respectent les textes de la République. 3) L'état assure la sécurité des personnes et des biens. 4) Les citoyens reconnaissent l'état comme une puissance publique effective															
Action 10. Promouvoir les valeurs républicain es au sein de la société	1) Renforcer l'autorité de l'État	1.1) Les citoyens ont accès aux textes digitalisés de l'état et le Journal Officiel de la République est mis en ligne	✓	✓	-	-	-	1 623	1 082	-	-	-	SGG, Education nationale, Enseignement Supérieur, Justice, Femme et de la Petite Enfance, Administration du territoire	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan/JS	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 2 704 873 930
		1.2) Le patrimoine immobilier et mobilier de l'état est respecté et sa gestion optimisée : - Les textes régissant les patrimoines immobilier et mobilier de l'état sont vulgarisés et respectés : - Les réserves de l'État spoliée sont récupérés - Les infrastructures de l'État anarchiquement occupées sont récupérées - L'inventaire du patrimoine immobilier et mobilier de l'État par province est actualisé tous les ans (géolocalisation, état physique factuel, registre mis à jour) 1.3) Les textes relatifs au respect du patrimoine public sont vulgarisés auprès des citoyens (écoles, milieu associatif et syndicaux)	✓	✓	-	-	-	100	100	-	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 200 000 000

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
	2) Promouvoir le patriotisme et la citoyenneté au Tchad	2.1) Le service civique est instauré 2.2) L'enseignement de l'instruction civique dans les curricula de formation à tous les niveaux (pré scolaire, primaire, secondaire) est instauré 2.3) La levée des couleurs est rendue obligatoire dans les établissements et dans l'administration publique, le secteur privé, les ONG et les Agences.	✓	✓	-	-	-	Acte à prendre	Acte à prendre	-	-	-			Ensemble du territoire national	Aucune incidence financière
Action 10. Promouvoir les valeurs républicaines au sein de la société	3) Promouvoir les valeurs d'intégrité, de redevabilité et d'impartialité au sein de la société	3.1) Le contrôle de l'exécution des marchés publics est renforcé : - Le dispositif de contrôle de l'exécution des marchés publics est renforcé et performant	✓	✓	✓	✓	✓	74	74	74	74	74	SGG, Education nationale, Enseignement Supérieur, Justice, Femme et de la Petite Enfance, Administration du territoire	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan/JS	Ensemble du territoire national	ÉTAT: 370 310 000
		3.2) Le mercuriale des prix est révisé & actualisé														SOUS ACTION À PLANIFIER ET BUDGETISER PAR LE MINISTERE DES FINANCES
		3.3) Des émissions radiotélévisées afin de permettre à la population de s'informer sur les procédures judiciaires, l'accès à la justice, la lutte et la répression de la corruption, les valeurs de la république et les principes qui en découlent sont réalisés : Une cellule autonome et indépendante de vérification des prix est créée et opérationnelle	✓	✓	✓	✓	✓	30	30	30	30	30			Ensemble du territoire national	ÉTAT: 150 000 000
		3.4) Le train de vie de l'État est réduit de 10-15% par an - Les ordres professionnels (Ingénieurs, Architectes, Urbanistes etc.) sont soumis au serment républicain dans l'exécution et le contrôle des marchés publics														SOUS ACTION À PLANIFIER ET BUDGETISER PAR LE MINISTERE DES FINANCES

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
Action 10. Promouvoir les valeurs républicaines au sein de la société		4.1) Les mécanismes de recrutement et de promotion des compétences du capital humain dans l'Administration publique sont renforcés et L'Observatoire de suivi du capital humain de l'ÉTAT est opérationnel	✓	✓	✓	✓	✓	345	242	242	161	161	SGG, Education nationale, Enseignement Supérieur, Justice, Femme et de la Petite Enfance, Administration du territoire	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan/JS	N'Djamena	ÉTAT : 1 150 000 000
		4.2) La loi sur quota des femmes est appliquée	✓	✓	✓	✓	✓	-								
		4.3.1) Le bilinguisme dans l'administration est effectif :														
Action 10. Promouvoir les valeurs républicaines au sein de la société	4) Renforcer les valeurs de justice, d'équité et d'inclusivité dans l'administration publique	4.3.2) La stratégie nationale de promotion du bilinguisme dans l'administration publique est élaborée et mise en œuvre ;	✓	✓	✓	✓	✓	1 619	1 619	719	719	719			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 5 395 000 000
		4.3.3) Agents et cadres bilingues de l'administration publique formés, dotés et déployés dans les Ministères et les Grandes Institutions (6000 agents, points focaux (X) et cadres bilingues formés d'ici 2027)	✓	✓	✓	-	-	890	449	449	-	-	SGG, Education nationale, Enseignement Supérieur, Justice, Femme et de la Petite Enfance, Administration du territoire	Présidence, Primature, SGG, Finances/Plan/JS	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 1 779 499 600
		4.3.4) Une base de données des Agents bilingues est constituée et mise à jour	✓	-	-	-	-	45	-	-	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 45 000 000
		4.3.5) Un pool de 220 Traducteurs bilingues est constitué, opérationnel et déployé dans les Ensemble du territoire national	✓	-	-	-	-	30	-	-	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 30 000 000
		4.3.6) Le lexique bilingue des termes administratifs est élaboré	✓	-	-	-	-	20	-	-	-	-			N'Djamena	ÉTAT : 20 000 000
		4.3.7) Un centre spécialisé de formation dans les langues officielles est créé	✓	✓	-	-	-	186	124	-	-	-	SGG, Éducation nationale, Enseignement	Présidence,	N'Djamena	ÉTAT : 300 000 000

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
républicain es au sein de la société		4.4.1) La stratégie nationale de promotion du bilinguisme dans l'enseignement est élaborée et mise en œuvre ; 4.4.2) Nombre Formateurs mobilisés par An 4.4.3) Nombre Citoyens formés par An	✓	✓	✓	✓	✓	255	255	255	255	255	Supérieur, Justice, Femme et de la Petite Enfance, Administration du territoire	Primature, SGG, Finances/Plan/JS	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 1 275 000 000
	5) Créer et opérationnaliser les principales institutions découlant de la Constitution (2024)	5) Nombre de nouvelles institutions publiques (Constitution 2024) créées : - Le Conseil Constitutionnel - La Cour Suprême - L'ANGE (Agence Nationale de Gestion des Élections) - La Cour des Comptes - Le Conseil Supérieur de la Magistrature - Le Conseil Économique, Social, Culturel et Environnemental - La HAMA (Haute Autorité de Média Audiovisuel) - Le Médiateur - La Justice Militaire - La CNDH (...) - L'Autorité des Chefferies Traditionnelles	✓	-	-	-	-	-								
TOTAL ACTION 10								5 216	3 974	1 769	1 239	1 239				
Effets de l'action 10 :	1) Les citoyens tchadiens développent des valeurs républicaines (respect des lois & de l'autorité de l'ÉTAT, tolérance, l'amour de la patrie, le vivre ensemble, etc.). 2) Les citoyens tchadiens forgent une communauté nationale inclusive.															
Action 11: Renforcer l'indépendance et les moyens de la Justice	1) Assainir l'appareil judiciaire	1) Toutes les juridictions nationales doivent promouvoir les valeurs de Justice, d'équité & d'égalité.	✓	✓	✓	✓	✓	50	50	50	50	50	Justice, SGG, Finances, Infrastructures	Présidence, Primature	5 cours d'appel et juridictions de leurs ressorts	ÉTAT : 250 000 000
	2) Réaliser des investissements adaptés /Réhabiliter les infrastructures existantes	2) Le Palais de Justice de N'Djamena et autres juridictions et des maisons d'arrêt construits, réhabilitation des infrastructures existantes /Les infrastructures existantes sont réhabilitées	✓	✓	✓	✓	✓	591	591	591	591	591			N'Djamena, Abéché, Fada, Amdjarass, Amtiman, Koumra	ÉTAT : 2 956 293 270

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
	3) Exécuter souverainement toutes les décisions de justice	3) La justice exécute souverainement toutes ses décisions et concoure à la restauration de la confiance au sein de la nation	✓	✓	✓	✓	✓	-	-	-	-	-			Ensemble du territoire national	Aucune incidence financière
	4) Rendre opérationnelles les Cours d'Appel des villes suivantes : - Bongor, Am-djarass, Moussoro, Faya.	4) Les cours d'Appel suivantes (Bongor, Am-djarass, Moussoro, Faya) sont opérationnelles	✓	✓	✓	✓	✓	400	400	400	400	400			Bongor, Am-djarass, Moussoro, Faya	ÉTAT : 2 000 000 000
	5) Améliorer les conditions de travail des magistrats	5) Les conditions de travail des Magistrats sont améliorés	✓	✓	✓	✓	✓	-	-	-	-	-			Ensemble du territoire national	À définir par le Ministère des Finances
	6) Renforcer les capacités de l'inspection judiciaire par les moyens d'exercice de leur fonction	6.1) Les capacités opérationnelles de l'inspection judiciaire sont renforcées 6.2) Inspecteurs mobilisés (mandat, serment) 6.3) Recommandations appliquées	✓	✓	✓	✓	✓	200	200	200	200	200			N'Djaména	ÉTAT : 1 000 000 000 PTF : en cours
	7) Renforcer la formation initiale des magistrats, des greffiers, des agents de la police judiciaire, des agents ... et de tous les acteurs de l'appareil judiciaire.	7) Les acteurs de l'appareil judiciaire (magistrats, des greffiers, des agents de la police judiciaire, des agents) sont formés	✓	✓	✓	✓	✓	500	500	500	500	500			N'Djaména	ÉTAT : 2 500 000 000 PTF : en cours
	8) Adopter la Loi de programmation de 2025-2035	8) La loi de programmation de 2025-2035 adoptée, promulguée et exécutée	✓	✓	✓	✓	✓	-	-	-	-	-			Ensemble du territoire national	Aucune incidence financière
	9) Mettre en œuvre la stratégie de la digitalisation de la Justice	9.1) La stratégie de la digitalisation est mise en œuvre 9.2) Les procédures digitalisées (plaintes, recours, frais, suivi des dossiers) 9.3) Les détenus préventives (en baisse) 9.4) L'état de droit consolidé (Sentiment/Ressenti)	✓	✓	✓	✓	✓	900	900	900	900	900			N'Djaména et Ensemble du territoire national	ÉTAT : 4 500 000 000 PTF : en cours
	10) Renforcer la protection du droit des détenus et	10) Les agents de l'administration pénitentiaire sont formés et mise en place des ateliers de formation	✓	✓	✓	✓	✓	500	500	500	500	500			N'Djaména, Bongor, Mongo, Moussoro, Amtiman,	ÉTAT : 2 500 000 000 PTF : en cours

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS		
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés	
	accompagnement à leur réinsertion sociale	spécialisée (menuiserie, électricité, plomberie, couture, culture maraichère, etc.) dans le cadre d'une politique nationale de réinsertion des détenus														Abéché, Kelo, Moundou, Lai, Pala, Doba, Koumra, Sarh	
	11) Former les agents de l'administration pénitentiaire	11) Agents de l'administration pénitentiaire formés (nombres par catégorie)	✓	✓	✓	-	-	833	833	833	-	-				Ensemble du territoire national	ÉTAT : 2 500 000 000
	12) Doter le Ministère de la Justice des Fourgonnettes	12) Maisons d'arrêt dotées de fourgonnette (24)	✓	✓	-	-	-	500	500	-	-	-				N'Djaména et Ensemble du territoire national	ÉTAT et PTF
	13) Créer une chambre foncière et la rendre opérationnelle	13) La Chambre foncière est créée et opérationnelle	✓	-	-	-	-	50	-	-	-	-				N'Djaména	ÉTAT : 50 000 000
	14) Appliquer le principe de l'inamovibilité du juge de siège	14) Le Ministère de la Justice et le CSM produiront un document cadre qui régit les conditions d'affectation des juges de siège	✓	✓	✓	✓	✓	-	-	-	-	-				Ensemble du territoire national	Aucune incidence financière
TOTAL ACTION 11								4 525	4 475	3 975	3 141	3 141					
Effets de l'action 11 :	1) La justice redevient le pilier de l'état de droit par son action et son efficacité. 2) Les citoyens tchadiens ont confiance en la Justice.																
Action 12: Renforcer les moyens d'action de l'autorité indépendante de lutte contre la corruption (AILC)	1) Renforcer les ressources et les outils d'action de l'AILC	1) Les ressources et les outils d'action de l'AILC sont renforcés et performance relevée, recrutement de 8 Chefs de services + 2 Conseillers	✓	-	-	-	-	8	-	-	-	-	AILC, Justice, SGG, Finances, Infrastructures	Présidence, Primature, SGG, Finances, Fonction publique, Administration du territoire, Sécurité publique	N'Djamena	ÉTAT : 7 622 000	
	2) Renforcer la cellule en charge des repressions des crimes économiques en moyens humains et matériels	2.1) Création de la cellule d'enquête (6 enquêteurs) 2.2) Équipements en faveur de la police Judiciaire	✓	✓	-	-	-	4	80	-	-	-			N'Djamena	ÉTAT : 84 389 000 PTF : OIDC (en cours)	
		3) Recommandations de l'AILC exécutées :															
	3) Appliquer strictement les conclusions des missions de contrôle de l'AILC	3.1) Toutes les recommandations faites pas la mission et validé par la hiérarchie seront relayés à toutes les structures	✓	✓	✓	✓	✓			-							

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
		contrôlées pour leurs mises en œuvres														
		3.2) Des missions de suivi des recommandations sont réalisés	✓	✓	✓	✓	✓	10	10	10	10	10			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 10 000 000
		3.3) Renforcement de la Direction Générale du contentieux et de suivi des recommandations par le recrutement de 2 Juristes	✓	-	-	-	-	2	-	-	-	-			N'Djamena	ÉTAT : 1 770 000
	4) Organiser les séminaires en faveur des agents sur l'éthique et la déontologie administrative et des organisations syndicales et intensifier la sensibilisation des agents de l'État	4.1) Séminaires organisés, les organisations syndicales atteintes	-	✓	-	-	-	-	80	-	-	-			N'Djamena	ÉTAT: annoncé
		4.2) Mise en place d'un comité technique en charge d'élaborer le guide d'éthique et de déontologie	✓	-	-	-	-	7	-	-	-	-			N'Djamena	ÉTAT: 7 000 000
		4.3) Vulgarisation dans l'ensemble du territoire national du guide d'éthique et de déontologie	✓	✓	✓	✓	✓	350	350	350	350	350			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 1 750 000 000
		4.4) Organisation d'un forum National sur la Corruption : (Société Civile, organisations syndicales, état et les partenaires techniques et financiers)	✓	-	-	-	-	40	-	-	-	-			N'Djamena	ÉTAT: 40 000 000
		4.5) Organisation d'un Atelier régional pour des échanges entre pays de la CEMAC	✓	-	-	-	-	70	-	-	-	-			CEMAC	ÉTAT: 70 000 000
		5) Prendre l'acte portant Règles Générales de Création et de Statut des Établissements Publics	✓	-	-	-	-	-	-	-	-	-			N'Djamena	Aucune incidence financière
		6) Prendre l'acte de mise en place de la médiation financière	-	✓	-	-	-	-	-	-	-	-			N'Djamena	Aucune incidence financière
		7) Organiser des voyages d'échanges et d'expériences auprès des institutions Africaine/Européennes en	✓	-	-	-	-	75	-	-	-	-			International	ÉTAT: 75 000 000

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
	charge de la lutte contre la corruption															
TOTAL ACTION 12								566	520	360	360	360				
Effets de l'action 12 :	1) Les prédateurs/crimes économiques sont réprimés 2) La corruption dans l'administration publique réduite 3) Les ressources publiques sont gérées avec efficience et transparence 4) Les séminaires en faveur des agents sur l'éthique et la déontologie administrative et des organisations syndicales sont organisés (FP)															
Action 13: Institutionnaliser les contrats cadre de performance.	1) Mettre en place des contrats de performance dans l'administration publique	1) Les contrats de performance dans l'administration publique sont signés et appliqués	✓	-	-	-	-	-								
	2) Elaborer des mécanismes de suivi & évaluation de la performance dans l'administration publique	2) Des mécanismes de suivi et évaluation de la performance de l'administration publique sont élaborés	✓	-	-	-	-	72	-	-	-	-			N'Djamena	ÉTAT : 71 712 000 (exécuté)
	3) Accélérer le processus de renforcement des capacités nationales	3.1) Le cadre de renforcement des capacités national est opérationnel	✓	-	-	-	-	200	-	-	-	-			N'Djamena	ÉTAT: 200 000 000
		3.2) Une politique nationale de renforcement des capacités nationales dans l'administration est élaborée	✓	-	-	-	-	100	-	-	-	-			N'Djamena	ÉTAT: 100 000 000
		3.3) Un plan national de renforcement des capacités dans l'administration est élaboré et mis en œuvre	-	✓	✓	-	-	-	250	250	-	-			N'Djamena	ÉTAT: 500 000 000
	4) Suivre systématiquement la mise en œuvre de la politique gouvernementale	4) La plateforme et le mécanisme de suivi de la performance gouvernementale est opérationnelle	✓	✓	✓	✓	✓	500	250	250	250	250			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 1 500 000 000 PTFS: annoncé
TOTAL ACTION 13								872	500	500	250	250				
Effets de l'action 13 :	1) Des acteurs plus qualifiés sont mobilisés dans la mise en œuvre des politiques publiques 2) L'action publique est efficace 3) Les citoyens satisfaits des services publics															
Action 14: Simplifier les procédures administrati	1) L'administration publique dispose des sources énergétiques diversifiées dans chaque Institutions : - Un groupe électrogène	1) L'administration publique dispose des sources énergétiques diversifiées dans 100 Institutions, 25 par an :	✓	✓	✓	✓	✓	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	SGG, Communication, Finances, Fonction	Présidence, Primature	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 30 000 000 000

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
ves par des séries d'actions	disponible - Une mini centrale solaire de 400 KW avec stockage	- Un groupe électrogène disponible - Une mini centrale solaire de 400 KW avec stockage											Publique, Eau et Energie			
	2) Disponibiliser et moderniser les bâtiments administratifs	2) Les bâtiments administratifs sont construits, réfectionnés, viabilisés et sécurisés	✓	✓	✓	✓	✓	11 453	6 681	6 681	6 681	6 681			Ensemble du territoire national y compris les ambassades	ÉTAT : 38 175 000 000 PTFS : annoncé
	3) Numériser les archives gouvernementales	3) Archivage numérique consolidé	✓	-	-	-	-	916	-	-	-	-			N'Djamena	ÉTAT : 916 000 000 PTF : PNUD en cours
	4) Digitaliser les règles et services des collectivités autonomes au profit des citoyens	4) Les régies et services des collectivités autonomes sont digitalisés	✓	✓	✓	✓	-	100	800	750	750	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 2 400 000 000
	5) Réviser le code des marchés publics	5) Code des marchés publics révisé et appliqué	✓	-	-	-	-	420	-	-	-	-			N'Djamena	ÉTAT : 420 000 000
	6) Dématérialiser le circuit des marchés publics	6) La procédure de passation des marchés publics est dématérialisée	-	✓	✓	-	-	-	564	376	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 940 000 000 PTF : à définir
	7) Renforcer la gestion efficiente du parc automobile administratif	7) La gestion du Parc automobile est améliorée (immatriculation sécurisée, géolocalisation, suivi des entretiens etc.)	✓	✓	✓	-	-	560	420	420	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 1 400 000 000 PTF : à définir
	8) Définir un standard de la procédure administrative	8) Un manuel standard de procédure pour l'administration publique est élaboré et vulgarisé	✓	-	-	-	-	50	-	-	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 50 000 000
TOTAL ACTION 14								19 499	14 465	14 227	13 431	12 681				
Effets de l'action 14 :	1) Les agents publics enregistrent un allègement dans les charges de l'offre des services 2) L'offre des services publics améliorée et rapprochée des citoyens 3) Les citoyens sont satisfaits de la transparence et de la qualité des procédures administratives															
Action 15: Engager une réforme salariale visant à améliorer le niveau de	1) Harmoniser les salaires et les indemnités des agents de l'état	1) Salaires & indemnités des agents harmonisés	✓	✓	✓	✓	✓	10	10	10	10	10	Fonction publique, Finances/Plan	Présidence, Primature, SGG	N'Djamena	ÉTAT : 50 000 000
	2) Relire le décret 142 relatif aux rémunérations des fonctionnaires	2) Le décret 142 relatif aux rémunérations des fonctionnaires est relu (FP)	✓	-	-	-	-									

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
rémunération des fonctionnaires	3) Mettre en place une gestion transparente et équitable des carrières	3.1) La gestion performante et équitable des carrières, des agents de l'ÉTAT est assurée 3.2) la gestion des carrières des agents est décentralisée 3.3) Les gestionnaires des carrières sont formés et déployés dans les départements ministériels	✓	✓	✓	✓	✓	30	30	30	30	30			N'Djamena	ÉTAT : 150 000 000
TOTAL ACTION 15								40	40	40	40	40				
Effets de l'action 15 :	1) Les agents de l'état améliorent leurs conditions sociales & économiques 2) Le secteur public enregistre moins de grèves & perturbations conjoncturelles 3) Les agents de l'état améliorent leur performance															
Action 16: Accroître les moyens des juridictions dans tout le pays.	1) Recruter les lauréats des écoles de formation judiciaire pour compenser le vide en 2025	1) 99 Magistrats en formation à l'ENFJ, 10 magistrats formés dans la sous région et 7 greffiers sont intégrer en 2025	✓	✓	-	-	-	517	517	-	-	-	Justice	Présidence, Primature, SGG	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 1 034 689 000
TOTAL ACTION 16								517	517							
Effets de l'action 16 :	1) Le Ministère de la Justice augmente les capacités opérationnelles de ses juridictions 2) Les citoyens ont accès facile aux services de la Justice dans tout le pays 3) Les citoyens jouissent d'accompagnement judiciaire efficace															
Action 17: Améliorer la professionnalisation de l'Administration territoriale.	1) Créer et recruter un corps de fonctionnaires territoriaux constitués des lauréats des différentes écoles d'administration publique	1) 100 fonctionnaires territoriaux spécialisés constitué chaque année	✓	✓	✓	✓	✓	360	400	400	400	400	Administration du territoire	Présidence, Primature, Finances/Plan, SGG, Communications	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 2 000 000 000
	2) Mettre en place des programmes de formation des fonctionnaires territoriaux	2) Les programmes de formation sont mis en place	✓	✓	✓	✓	✓	50	40	40	40	40			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 210 000 000
	3) Evaluer annuellement les performances des fonctionnaires territoriaux et des agents de commandements	3) Les fonctionnaires territoriaux et agents de commandements sont annuellement évalués	✓	✓	✓	✓	✓	15	15	15	15	15			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 75 000 000
	4) Mettre en place la fonction publique locale	4) La fonction publique locale est mise en place dans les	✓	✓	✓	✓	✓	50	200	200	200	200			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 850 000 000

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
		Ensemble du territoire national														
	5) Renforcer l'indépendance et l'autonomie des collectivités autonomes.	5) L'indépendance et l'autonomie des collectivités autonomes sont renforcées à travers la révision des textes et le transfert des ressources	✓	✓	✓	✓	✓	5 000	4 000	3 000	2 000	2 000			500 communes	ÉTAT : 16 000 000 000
	6) Renforcer les compétences Juridiques de l'Administration territoriale en matière d'élaboration des textes législatifs et réglementaires.	6) les compétences juridiques de 170 personnes dans l'Administration territoriale en matière d'élaboration des textes législatifs et réglementaires sont renforcées	✓	✓	✓	✓	✓	70	70	70	70	70			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 280 000 000
	7) Valoriser les Enarques dans la gouvernance de l'administration au niveau central et territorial y compris les collectivités autonomes	7) Des énarques sont responsabilisés et accompagnés dans leurs missions au niveau central et territorial y compris les collectivités autonomes	✓	✓	✓	✓	✓	25	15	10	5	5	Administration du territoire	Présidence, Primature, Finances/Plan, SGG, Communications	N'Djamena	ÉTAT : 60 000 000
	8) Démilitariser progressivement la gouvernance des unités administratives	8) Des administrateurs civils sont responsabilisés dans les unités administratives	✓	-	-	✓	-	350	-	-	200	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 550 000 000
	9) Construire les bureaux et résidences des autorités administratives et les équiper	9) Des Bureaux et résidences construits et équipés au profit des préfets (124) et sous-préfets (489)	✓	✓	✓	✓	✓	25 760	25 760	25 760	25 760	25 760			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 128 800 000 000
	10) Poursuivre la dotation des chefs des unités administratives en moyens roulants	10) 23 Secrétaires généraux des provinces, 9 préfets et 489 sous-préfets dotés des moyens roulants	✓	✓	✓	-	-	9 520	8 715	-	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 18 235 000 000
	11) Mettre en place un système approprié de communication entre le Ministre et les chefs des circonscriptions administratives	11) Un système approprié de communication entre le Ministre et les chefs des circonscriptions administratives est mis en place et opérationnel	✓	✓	-	-	-	30	50	-	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 80 000 000
	12) Faire un état de lieux du processus de la décentralisation au Tchad de 1996 à nos jours	12) Un état de lieux sur la décentralisation de 1996 à nos jours est fait	✓	✓	-	-	-	30	70	-	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 30 000 000 PTF : 70 000 000

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
	13) Élaborer et valider le document de politique nationale de la décentralisation	13) Le document de politique nationale de la décentralisation est élaboré et validé	✓	-	-	-	-	70	-	-	-	-	Administration du territoire	Présidence, Primature, Finances/Plan, SGG, Communications	N'Djamena	ÉTAT : 70 000 000
	14) Organiser un Forum national sur la décentralisation au Tchad impliquant tous les acteurs concernés, suivi d'une table ronde pour la mobilisation des ressources	14) Un forum national sur la décentralisation et une table ronde pour la mobilisation des ressources sont organisées	✓	-	-	-	-	400	-	-	-	-			N'Djamena	ÉTAT : 100 000 000 PTF : 300 000 000
	15) Organiser des campagnes d'information et de sensibilisation dans les provinces et la ville de N'Djaména sur la décentralisation	15) Des campagnes d'information et de sensibilisation dans les Ensemble du territoire national sur la décentralisation sont organisées	-	✓	✓	-	-	-	250	250	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 500 000 000
	16) Délimiter les Unités Administratives (Province, Département et Sous-préfecture) et les Chefferies Traditionnelles	16) Les Unités Administratives (Province, Département et Sous-préfecture) et les Chefferies Traditionnelles sont délimitées	✓	-	-	-	-	800	-	-	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 800 000 000
	17) Réviser la Stratégie nationale et les Plans d'actions pour la gestion des risques de catastrophes au Tchad	17) La Stratégie nationale et les Plans d'actions pour la gestion des risques de catastrophes au Tchad sont révisés	✓	-	-	-	-	36	-	-	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 35 800 000
	18) Élaborer les plans provinciaux de contingence	18) Les plans de contingence des Ensemble du territoire national sont élaborés	✓	-	-	-	-	25	-	-	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 25 000 000
	19) Renforcer les capacités des agents de la Direction Générale de la Protection Civile (DGPC) et des points focaux provinciaux sur la gestion des risques de catastrophes et des Systèmes d'information géographique (SIG)	19) Les capacités des agents de la DGPC et des points focaux provinciaux sur la gestion des risques de catastrophes et des SIG sont renforcées	✓	-	-	-	-	60	-	-	-	-	Administration du territoire	Présidence, Primature, Finances/Plan, SGG, Communications	Ensemble du territoire national	ÉTAT : 60 000 000
	20) Recruter et rendre opérationnel le Corps des Sapeurs-Pompiers	20) Le Corps des Sapeurs-Pompiers est opérationnel	-	✓	✓	✓	✓	-	1 000	500	400	475			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 2 375 000 000

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
	21) Mettre en place un système d’alerte précoce	21) Un laboratoire est installé	-	✓	✓	-	-	-	30	30	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 59 665 000
	22) Acquérir un terrain pour le Ministère en charge de l'Administration du Territoire pour la construction de son siège	22) Un terrain est acquis et le siège construit	-	✓	✓	✓	-	-	1 000	1 000	500	-			N'Djamena	ÉTAT : 2 500 000 000
	23) Confectionner des uniformes pour les chefs des unités administratives	23) Les uniformes pour les 23 gouverneurs, 124 préfets et 489 sous-préfets sont confectionnés	-	✓	✓	-	-	-	400	400	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 800 000 000
	24) Organiser les 3 Pools des assises nationales sur le règlement des conflits intercommunautaires et communautaires	24) Les 3 Pools des assises nationales sur le règlement des conflits intercommunautaires et communautaires sont organisées	✓	-	-	-	-	750	-	-	-	-			Moundou, Abéché et N'Djamena	ÉTAT : 750 000 000
	25) Organiser la conférence des Gouverneurs chaque deux ans	25) La conférence des gouverneurs est organisée en 2025, 2027 et 2029	✓	-	✓	-	✓	350	-	350	-	350	Administration du territoire	Présidence, Primature, Finances/Plan, SGG, Communications	À Définir	ÉTAT : 1 050 000 000
	26) Revaloriser les traitements des autorités administratives	26) Les traitements des autorités administratives sont revalorisés	✓	-	-	-	-	3 182	-	-	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 3 182 000 000
	27) Organiser des missions de terrain dans les Ensemble du territoire national	27) Des missions dans les Ensemble du territoire national sont organisées par le Ministre accompagné de ses collaborateurs	✓	-	-	-	-	250	-	-	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 250 000 000
	28) Organiser les élections législatives, communales, provinciales et sénatoriales	28) Les élections législatives, communales, provinciales et sénatoriales sont organisées														Sous action à planifier et budgétiser par l'agence nationale de gestion des élections
TOTAL ACTION 17								47 183	42 015	32 025	29 590	29 315				
Effets de l'action 17 :	1) La décentralisation et l'autonomie des collectivités autonomes effectives 2) Les fonctionnaires territoriaux spécialisés améliorent la gouvernance des collectivités autonomes 3) Les FTS définissent la prospective des territoires (développement local)															
Action 18: Établir un parquet	1) Créer la Cour de Répression des Infractions Économiques et Financières	1) Le Texte statutaire de CRIEF est révisé	✓	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Justice, Finances/Plan, SGG, AILC	Présidence, Primature, Finances/Plan	N'Djamena	Aucune incidence financière

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
financier spécialisé.	2) Renforcer la capacité du pool judiciaire disposant d'une compétence nationale	2) La compétence du pool judiciaire est renforcée à l'échelle nationale	✓	✓	-	-	-	38	38	-	-	-			N'Djamena	ÉTAT : 55 000 000
	3) Réviser le décret créant le pool judiciaire spécialisé pour la répression des infractions économiques et financières	3) Décret (N° 1177/PR/2018 du 30 avril 2018) de révision du pool judiciaire spécialisé est pris	✓	-	-	-	-	-	-	-	-	-			N'Djamena	Aucune incidence financière
	4) Spécialiser les magistrats	4) Magistrats spécialisés formés et mobilisés	✓	✓	✓	-	-	50	50	50	-	-			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 150 000 000
TOTAL ACTION 18								88	88	50						
Effets de l'action 18 :	1) Les auteurs des infractions & crimes économiques/financiers sont traduits en justice et réprimés 2) Les ressources économiques/financières sont remobilisées 3) La corruption réduite															
Action 19 : Remettre le citoyen tchadien au centre de l'élaboration des lois et des politiques publiques à travers l'innovation digitale.	1) Opérationnaliser le Projet E-Gouvernement	1) E-Gouvernement opérationnel	Pris en compte dans l'action 55 (secteur Économique)													
	2) Mettre en place d'un mécanisme inclusif pour l'élaboration des lois et politiques publiques	2) Mécanismes inclusifs dans l'élaboration des Lois & PP est opérationnel														
	3) Mettre en place d'un mécanisme de contrôle citoyen de la mise en œuvre des lois et politiques publiques	3) Les citoyens exercent un contrôle sur la mise en œuvre des Politiques publiques à différente échelle (ANSICE)														
TOTAL ACTION 19								-	-	-	-	-				
Effets de l'action 19 :	1) Les citoyens participent à la gouvernance publique à travers de nouveaux mécanismes transparents et instruments appropriés 2) L'action publique résorbe les besoins des citoyens 3) Les citoyens suivent les processus d'exécution des politiques publiques															
Action 20 : Renforcer les capacités du Conseil Economique, Social, Culturel et Environnem	1) Réviser les textes de base du Conseil	1) Textes statutaires de CESCE révisés	✓	✓	✓	✓	✓			-						
	2) Renforcer le partenariat avec les institutions et organismes	2) Institutions et organismes ayant assisté aux sessions par exercice	✓	✓	✓	✓	✓			-						
	3) Mettre en application les recommandations fournies	3) Les Recommandations du CESCE sont appliquées	✓	✓	✓	✓	✓			-						

ACTIONS (100)	SOUS-ACTIONS	RÉALISATIONS	ÉCHÉANCES					BUDGET INDICATIF (en millions de FCFA)					STRUCTURES		OBSERVATIONS	
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	2024 - 2025	2026	2027	2028	2029	Responsable	D'Appui	Localisation des réalisations	Financements en cours ou annoncés
ental pour une évaluation permanent e des politiques publiques.	par le Conseil dans les domaines de compétence															
	4) Organiser les Journées Portes Ouvertes	4) Travaux du CESCE ouverts au public	✓	✓	✓	✓	✓	200	200	200	200	200			N'Djamena	ÉTAT : 1 000 000 000
	5) Créer, installer et rendre opérationnel les points focaux régionaux	5) Les points focaux régionaux sont créés et opérationnels	✓	✓	✓	✓	✓	200	200	200	200	200			Ensemble du territoire national	ÉTAT : 1 000 000 000
	6) Renforcer les capacités des conseillers et du personnel technique	6) Les conseillers et le personnel technique sont formés	✓	✓	✓	✓	✓	600	600	600	600	600			N'Djamena	ÉTAT : 3 000 000 000
	7) Vulgariser les travaux du Conseil	7) Les travaux du Conseil sont diffusés (bulletin édité par exercice)	✓	✓	✓	✓	✓	400	400	400	400	400			N'Djamena	ÉTAT : 2 000 000 000
	8) Construire le siège du CESCE	8) Le siège est construit et opérationnel	✓	✓	✓	✓	✓	1 600	1 600	1 600	1 600	1 600			N'Djamena	ÉTAT : 8 000 000 000
TOTAL ACTION 20								3 000	3 000	3 000	3 000	3 000				
Effets de l'action 20 :	Le CESCE consolide la pertinence et l'efficacité de son action dans la gouvernance des politiques publiques															
TOTAL CHANTIER 2								81 504	69 593	55 945	51 051	50 026				
BUDGET TOTAL PROGRAMME POLITIQUE QUINQUENNAL : 23 249 334 743 675 FCFA								4 388 741	5 193 445	4 823 434	4 581 069	4 262 645				